



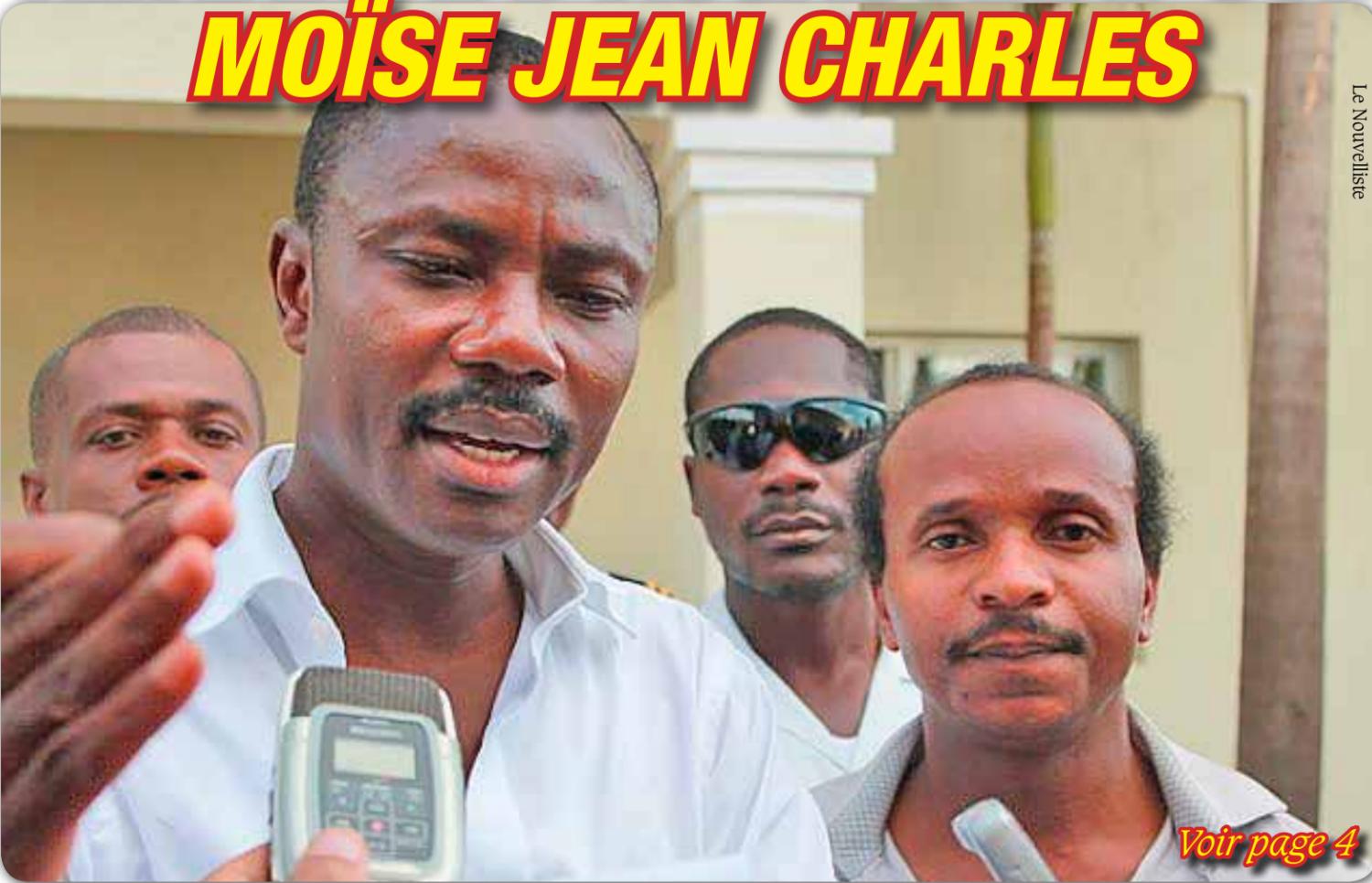
# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

## TENTATIVE D'ASSASSINAT SUR MOÏSE JEAN CHARLES

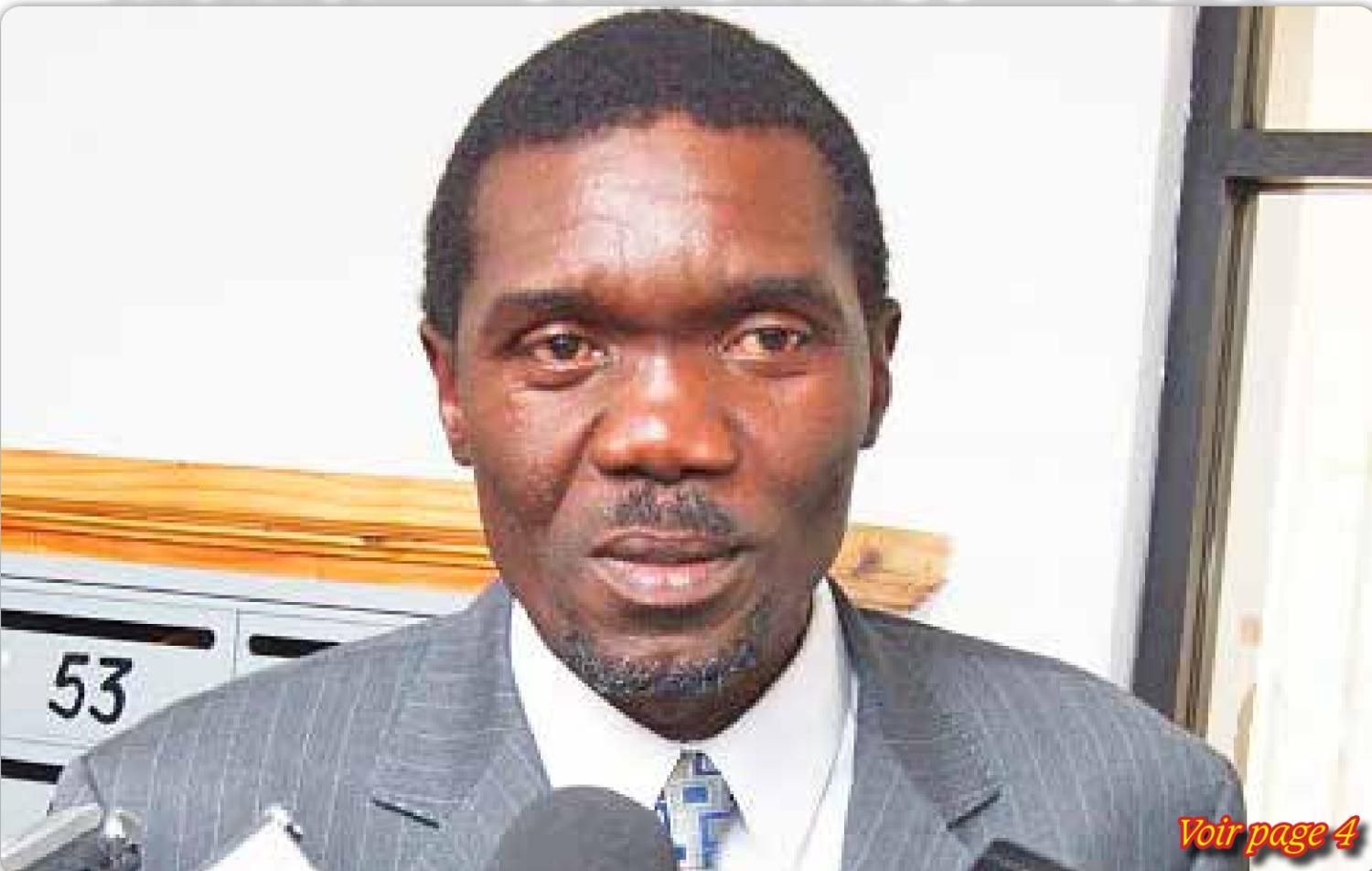


Le Nouvelliste

Voir page 4

Le Sénateur Moïse Jean Charles, et Assad Volcy. De l'avis de maints observateurs, la tentative d'assassinat sur la personne du sénateur en fonction, Moïse Jean Charles est un acte planifié par le pouvoir tètkaïe

## JOSEPH LAMBERT A-T-IL ESSAYÉ DE FAIRE ASSASSINER JEAN RONY PHILIPPE ?



Voir page 4

L'ancien sénateur Joseph Lambert, premier conseiller politique du président Joseph Michel Martelly.



Lis prizonye politik sou rejim tètkaïe Martelly-Lamothe la!

Page 6

English Page 9



Accord El Racho: Complot contre la nation haïtienne

Page 7



Le cinglé, le démagogue et l'ex-colonel du KGB!

Page 10



Afrique du Sud : large victoire de l'ANC mais perte de confiance !

Page 17

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanyfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Wendell Polynice  
Daniel Tercier  
Oxygène David

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérusse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
647-499-6008  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

## Les revendications populaires demeurent !

Par Berthony Dupont

Ce n'est pas une farce mais une tragédie qui s'est déroulée, le lundi 12 mai écoulé notamment sous la supervision du chef civil de la force d'occupation onusienne, Sandra Honoré et des membres du corps diplomatique dont l'Ambassadrice des États-Unis, Pamela White, quand le gouvernement illégal de Martelly-Lamothe imposé par les États-Unis d'Amérique en Haïti, le 14 mai 2011, procédait à l'investiture d'un Conseil Electoral Provisoire illégal.

Comment aurait-il pu en être autrement, d'ailleurs, puisqu'il ne s'agissait que d'une mise en scène montée de toute pièce par la seule volonté des puissances tutrices et d'un dirigeant mégalomane assoiffé de richesses et d'honneur, malheureusement dépourvu de toute dignité. Ce fut une initiative malhonnête et rusée du secteur macouto-bourgeois pour essayer de garder intact le statu quo ; un acte, il faut le reconnaître qui a agacé même l'opposition de droite qui réclame à tort et à travers des élections libres, honnêtes et crédibles.

Face à cette mascarade de conflit qui fait rage entre ces deux secteurs qui revendiquent la priorité et le droit de se moquer de la souveraineté du pays, quelle doit être l'attitude des masses populaires et des organisations politiques anti-impérialistes, notamment la Coordination Dessalines (KOD), face à une pareille aberration?

La réponse tient dans le constat amer que fait la Coordination Dessalines (KOD) à savoir qu'en dépit de tant de désordres, de gaspillage et de l'anarchie dont est victime le pays, des partis de l'opposition ne continuent encore à exiger du pouvoir que des élections qui soient honnêtes dans l'espoir d'être celui qui sera sélectionné par les forces occupantes de la Minustah.

La Coordination Dessalines (KOD) constate avec amertume que malgré les assassinats politiques, la misère sévissant dans le pays, malgré l'occupation du territoire, la mise en veilleuse de la charte mère par l'accord d'El Rancho, des partis d'opposition au lieu de demander le départ de ce régime fossoyeur et des forces occupantes ont préféré choisir de courber l'échine, face aux injonctions des puissances impérialistes pour qui la seule solution à la crise en cours est la réalisation d'élections avec un gouvernement de trafiquants de drogues et de kidnappeurs à la solde de Washington.

La réalité telle qu'elle se présente n'est point difficile à cerner pourvu qu'on soit honnête et sincère par rapport aux aspirations populaires. La lutte entre le pouvoir et les secteurs demandant simplement un Conseil électoral provisoire plus crédible selon les prescrits de la Constitution ne fait que faciliter la légitimité de Martelly-Lamothe et donne plus d'espace aux puissances tutrices pour imposer leurs diktats. Au fond, cette démarche traduit aisément la marque du sceau de la classe sociale que ces deux secteurs (le pouvoir et l'opposition) représentent. Sous tous les cieux, cette approche classique de la bourgeoisie revient à reformer l'Etat à son profit et pour assurer son hégémonie sur les masses populaires. Cette finalité

s'alimente per fas d'un opportunisme aveugle de la part de cette classe. Opportunisme qui révèle ses qualités de manoeuvriers n'hésitant pas à préférer se mêler aux franges indécises d'une alliance de classe pour partager le gâteau ou soutirer quelques miettes.

Il est fort significatif, à cet égard, que cette position de classe fait bien l'affaire des puissances impérialistes. C'est rendre service à l'ennemi des peuples! Et c'est dans cette optique politique que le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry a informé le Congrès de son pays que le gouvernement anti-peuple et impopulaire de Martelly-Lamothe est en train de prendre des dispositions démocratiques pour l'organisation d'élections libres et honnêtes. Nous citons « Je certifie, par la présente, qu'Haïti est en train de prendre des mesures en vue de l'organisation d'élections parlementaires libres et honnêtes, pour la constitution d'un nouveau Parlement haïtien; le gouvernement de la République d'Haïti respecte l'indépendance de la justice; et est en train de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance, y compris l'adoption de la loi anticorruption pour permettre de poursuivre des fonctionnaires corrompus et d'instaurer la transparence financière et les exigences de la responsabilité financière dans les institutions publiques » Ainsi soit-il. Kerry a défini pour Lamothe et Martelly la ligne à suivre. Quelle effronterie de la part du chef de file de l'impérialisme mondial de vouloir nous tenir davantage prisonniers dans les mailles d'humiliation et de honte de leur domination de façon à continuer le pillage systématique de ce qui nous reste de ressources.

La Coordination Dessalines (KOD) pour sa part, appelle la population à accentuer la lutte pour balayer le pays des résidus du colonialisme et de l'impérialisme qui le polluent encore et qui ont maintenu le peuple haïtien pendant des siècles dans un état de misère, d'ignorance, et de pauvreté abjecte.

En conséquence, la Coordination Dessalines (KOD) appelle le peuple à rester mobilisé à travers le pays pour exiger que les revendications populaires soient respectées. Nous devons déjouer toutes les manœuvres des opportunistes. Il nous faut coûte que coûte nous débarrasser de ce régime qui fait la honte de la Nation, qui symbolise tous les maux dont souffrent les masses populaires et qui tient vivant le règne sauvage de l'exploitation, de l'oppression, de l'infamie, de l'humiliation, voire ressusciter le duvaliérisme obscurantiste.

Face à la stratégie électoraliste jusqu'au-boutiste de certains partis politiques, il n'y a qu'une seule voie possible dans cette phase décisive de la lutte : Soutenir sans réserve les revendications populaires du peuple haïtien face aux fossoyeurs et à leurs maîtres à penser, qu'ils soient de Washington, de Paris, ou d'Ottawa.

A l'occasion du 3<sup>ème</sup> anniversaire de règne de ce régime pourri et corrompu, disons haut et fort:

A Bas le gouvernement Martelly-Lamothe !

A Bas l'occupation de la Minustah !

A Bas les élections/sélections !

Luttons pour une Haïti libre, prospère et souveraine. !

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$100 pour un an  
 \$50 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## PLB : Père Yvon Joseph, Philosophe et humaniste

Par Jacques Fatal Piard

**Si quelqu'un me sert,  
Qu'il me suive où je suis,  
Là aussi sera mon serviteur.  
Si quelqu'un me sert  
Mon père l'honorera**

Cet article sert de vibrant hommage à la mémoire du père Yvon Joseph, qui, le dimanche 6 avril dernier, a choisi délibérément de tourner le dos à cette vie terrestre. Selon les témoignages qui vont suivre le prêtre et professeur Yvon Joseph fut un philosophe haïtien dont le plus grand souci fut d'humaniser la cité.

Ce samedi 10 mai, les cérémonies funéraires du père Yvon Joseph ont été célébrées dans la cathédrale du Cap. Il va sans dire que la notoriété du disparu ainsi que son implication inconditionnelle dans le social lui ont valu bien des témoignages de gratitude. Dès le jeudi 8 mai dans la soirée, une veillée symbolique a été organisée au Collège Canado Haïtien à Turgeau, Port-au-Prince.

Le vendredi suivant une grande veillée s'est tenue au Collège Notre Dame du Cap et a duré fort tard dans la nuit. Le lendemain samedi 10 mai, deux cérémonies funéraires ont été organisées pour dire un ultime adieu accompagné de témoignages élogieux à ce grand compatriote qui mérite de la nation. La première s'est déroulée au Collège Notre Dame du Cap Haïtien.

La deuxième a eu lieu dans la cathédrale de cette même ville. D'anciens officiels du gouvernement dont les ex premiers ministres Claudette Werleigh et Jacques Edouard Alexis, plusieurs ex ministres dont Anthony Dessources, l'ex président de la Cour Supérieure des Comptes Nony Mathieu, des délégations de prêtres, de religieuses, d'élèves, de professionnels venues des 10 départements géographiques du pays et de l'étranger y étaient présents.

La délégation du Pati Louvri Barrière partie de la capitale haïtienne le vendredi 9 a rejoint le Cap le jour même. L'ingénieur Robès Pierre, Décérés Augustin, Arry Ménéus, Elongé Othelot, François Louis Blanc et votre serviteur, se sont faits le devoir d'accompagner le père Yvon dans sa dernière demeure. Une centaine de prêtres, trois évêques ont co-célébré ces obsèques qui ont duré plus de deux heures de temps.

### Qui est le Père Yvon Joseph ?

Par rapport au nombre de crapules qui infestent actuellement notre quotidien ambiant, et qui rôdent autour du président kale tèt, des hommes de la trempe du père Yvon Joseph auraient dû vivre éternellement, ce, pour pallier à cette carence d'hommes dignes de ce nom. A travers un article fleuve dont nous nous permettons de reproduire certaines parties, le professeur Hérold Toussaint a retracé le parcours de celui qui n'avait pas accepté passivement le silence imposé par le régime duvaliériste.

Selon l'auteur, penser librement était interdit sous la dictature de Duvalier. Les techniques de tortures lui étaient dictées par ses tuteurs internationaux qui se font passer aujourd'hui pour les arbitres suprêmes des droits humains et de la démocratie. Cependant, le père Yvon Joseph, de la Congrégation des pères de Sainte-Croix, est l'une des grandes figures haïtiennes qui, de 1961 à 1986, a osé initier les jeunes et les paysans à la pensée critique.

Occupant le plus haut poste de direction au collège Notre-Dame du Cap-Haïtien, le père Yvon Joseph a fait montre d'une excellente capacité d'administrateur et de pédagogue tout enseignant la philosophie. Il a inculqué l'ardeur de la circonspection à la



Père Yvon Joseph

majeure partie de ses élèves dont il est devenu le mentor. Ses discours et ses pratiques ont toujours interpellé tous ceux qui ont eu la chance de le côtoyer.

Pour son infaillible courage et sa bravoure, les générations actuelles ont une dette impayable envers ce prêtre qui a su braver héroïquement la dictature des Duvalier. Plusieurs de ces héros ont payé de leur vie du simple fait d'avoir osé défer le monstre à visage humain qui a eu pour nom de code François Duvalier. Prenons à titre d'exemple le cas patent de Jacques Stéphane Alexis.

L'auteur de Compère Général Soleil qui a été torturé sauvagement, humilié, puis exécuté par les sbires de Duvalier encore actifs aujourd'hui au sein du régime kale tèt. Ces tueurs à gages ont réalisé des centaines de milliers de crimes juste pour plaire à leurs tuteurs étasuniens qui menaient une lutte sans merci contre le communisme. Au milieu de tant de persécutés qui ont vu tant de rêves sacrifiés, le père Yvon Joseph initiait ses élèves à la philosophie et à la psychanalyse.

« Nous qui avons écrit des ouvrages sur des penseurs tels que Pierre Bourdieu, Erich Fromm, Eric Weil, Jürgen Habermas..., n'avons-nous pas le droit de dire « merci » à ce compatriote haïtien qui nous a introduits sur le chemin de la pensée et de la réflexion ? Le père Yvon Joseph et la maïeutique de Socrate. Le père Yvon Joseph ne citait pas et ne pouvait pas citer dans ses cours le nom de Karl Marx ». C'est ce qu'a fait savoir le professeur Hérold Toussaint.

Pendant, qu'il élaborait sur Socrate et Platon, il avait le génie de passer par ces auteurs pour mettre à nu les laideurs de la dictature duvaliériste. Il aimait bien commenter l'allégorie de la caverne de Platon avec ses étudiants. Ainsi, ses élèves ont pu établir la différence entre opinion, croyance et science. C'était révolutionnaire, à l'époque des Duvalier, de communiquer aux élèves l'essence de la philosophie de Platon : savoir détecter les illusions qui nous empêchent de savoir.

Il faut savoir remettre en cause ses propres acquis. De par son enseignement, le prêtre apprenait à ses élèves à vivre dans leur quotidien cette devise de Socrate : « Connais-toi toi-même ». S'il les encourageait à découvrir le monde extérieur, parallèlement, il leur apprenait en même temps à découvrir les profondeurs de leur être, de leur moi intérieur.

Il savait que le moi a des richesses inépuisables, innombrables qui ne peuvent être découvertes que par l'exercice de la réflexion ou du recueillement. En outre, la connaissance de soi n'est-elle pas un chemin incontournable pour mieux connaître et apprécier l'autre ? mais, s'adonner à d'aussi profondes réflexions sur Socrate sous la dictature des Duvalier était une entreprise des

plus périlleuses.

« Je suis le taon qui, de tout le jour, ne cesse jamais de vous réveiller, de vous conseiller et morigéner chacun de vous ». N'avait-il pas prononcé ces mots célèbres devant ceux qui le condamnaient à mort : « Car si vous croyez qu'en tuant les gens, vous empêchez qu'on vous reproche de vivre dans l'erreur, vous vous trompez » ? Et n'avait-il pas ajouté : « Une vie sans examen ne vaut pas la peine d'être vécue » ?

Sous la dictature des Duvalier, l'on ne pouvait se permettre de lire les textes de Karl Marx dans les cours de philosophie. Mais Socrate aidait cependant à découvrir la perfidie du régime. L'approche philosophique de Socrate aidait à douter de la légitimité du régime. Elle fournissait des éléments pour remettre en cause des idées admises et des réponses traditionnelles.

Les proverbes haïtiens occupaient un espace dans les cours de philosophie du professeur Yvon Joseph. Ce sujet de dissertation philosophique, ce proverbe haïtien : « Atansyon pa kapon » avait surpris beaucoup de ses élèves. Le père Yvon Joseph et le philosophe existentialiste Karl Jaspers : Méditer et réfléchir sur le monde. Le père Yvon Joseph invitait chaque année les différentes promotions de philo à méditer rationnellement aux confins de la condition humaine.

Lecteur du philosophe existentialiste Karl Jaspers, il leur filait des extraits du livre classique « Initiation à la philosophie » de ce dernier. A l'époque, il n'existait pas de photocopie. Ces extraits étaient dactylographiés. Avec Jaspers, ils ont appris que l'origine de la recherche philosophique se trouve dans l'étonnement, le doute, la conscience que l'on a d'être perdu. Dans chaque cas, elle commence par un bouleversement qui saisit l'homme et fait naître en lui le besoin de se donner un but.

Etre libre, c'est soumettre à une critique limitative les dogmatismes de tous genres qui prétendent l'étouffer ou l'anéantir. Le monde déchiré nous renvoie souvent à nous-mêmes. C'est par la liberté que nous pouvons éclairer notre propre existence. La liberté n'est pas absolue. Elle ne réside pas dans l'arbitraire du choix, mais dans la nécessité qui s'exprime par un "je veux", avec le sens de "je suis obligé".

Les expressions je sais, je suis obligé, je veux, je choisis ne se rapportent à la liberté que pris tous ensemble. Discret, le père Yvon fut un homme de communication, une communication dite existentielle, une existence qui cherche à communiquer avec une autre existence. Communiquer, c'est s'ouvrir à l'absolu de l'autre. Communiquer, c'est aimer l'autre.

C'est pourquoi, dit Jaspers, l'un des auteurs privilégiés de Yvon Joseph,

## Inondation à Petit-Goâve, un mort et des dégâts matériels

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 Mai dernier, une violente averse qui s'était abattue sur la commune de Petit-Goâve a ravagé plusieurs localités de la dite commune. Norma, la petite contrée appartenue à la dixième section communale Des Palmes, balayée par les eaux fluviales qui ont inondé des dizaines de maisonnettes, emporté des denrées et des centaines

de têtes de bétails, a été la plus fouettée par cette agressive tempête. Une vieille femme de 72 ans en est morte, noyée dans sa petite maison envahie par une trombe d'eau. Laissés pour compte, les habitants de la dite localité (Norma) n'ont reçu aucune visite des autorités locales ou centrales du pays après cette catastrophe épouvantable. Offusquées par cette indifférence, les victimes ont promis de couper les routes s'ils ne reçoivent aucune assistance.

## Déclaration Conjointe des Partis de l'Opposition

Nous, partis politiques de l'Opposition et ceux de la résistance patriotique, engagés dans la lutte pour la construction de la démocratie et l'instauration d'un État de droit ; à la suite d'échanges, de discussions approfondis sur la situation actuelle, et face aux dangers qui menacent l'avenir démocratique du pays.

Condamnons les violations systématiques de la Constitution par le Président Martelly, dès son accession au pouvoir le 14 mai 2011.

Estimons que le Président est responsable de la non tenue des élections depuis la fin de l'année 2011, en violation de l'article 136 de la Constitution.

Considérons l'arrêté de nomination, le 6 mai 2014, des membres du Conseil Électoral Provisoire, suivi de leur prestation de serment et de leur installation sans l'aval du Parlement et du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, ne fait que décrédibiliser davantage le processus électoral et qu'accentuer la crise.

Sommes plus que jamais préoccupés par le soutien inconditionnel de la communauté internationale via le CORE GROUP, aux dérivées du régime Martelly.

Sommes pleinement conscients de l'importance d'organiser des élections à la fin de l'année 2014 pour le renouvellement de la chambre des députés, des deux tiers (2/3) du Sé-

nat et des Collectivités Territoriales.

Sommes d'avis que ce CEP tel que formé ne peut inspirer confiance aux partis politiques, aux citoyens et citoyennes, foncièrement attachés aux valeurs démocratiques.

Sommes convaincus que des élections frauduleuses et exclusives, au lieu de résoudre la crise connaissent le pays, ne feront que l'aggraver et nous conduire vers le chaos.

Exigeons pour notre pays la tenue d'élections honnêtes, inclusives, et démocratiques à travers un processus transparent.

Réclamons la formation, dans le plus bref délai, d'un CEP équilibré et crédible, respectant l'esprit et la lettre de la CONSTITUTION.

Invitons tous les acteurs concernés à se concerter dans le plus bref délai en vue de désigner de personnalités crédibles au sein du CEP, et de créer un environnement serein pour la réalisation d'élections dans les conditions acceptables.

**Pour les partis signataires :**  
**Ayisyen Pou Ayiti/ Député Jonas COFFY.**  
**Fanmi Lavalas/ Dr Maryse NARCISSE.**  
**Fusion/ Ingénieur Rosemond PRADEL.**  
**INITE/ Dr Joseph Jean MOLIERE.**  
**Mopam/ WILDO**  
**Supreme EDOUARD.**  
**FOS NODES/ Cherenfant FRANCILOT.**

« La communication » existentielle est un combat sans réserve mentale, sans restriction et sans égard, précisément parce qu'il a pour enjeu l'existence de l'autre, qui actualise la mienné. Cette communication s'établit entre deux « moi » qui ne sont que cela, et nullement des représentants d'une classe ou d'un genre : ils ne sont donc pas remplaçables.

Le père Yvon Joseph martelait devant nous cette phrase : « L'homme est un être historique ». Ce fut une manière pour lui de parler de l'inachèvement et de la finitude de l'homme. L'homme est un être historique parce qu'il est conscient de sa finitude : Être conscient de sa finitude, c'est vivre dans le temps en cherchant à la succession de l'éphémère un sens permanent, donc hors du temps.

Les notions de « situation » et de « situations-limites » ne figuraient pas au programme du baccalauréat deuxième partie, mais elles faisaient partie de nos débats. En s'inspirant de Jaspers, il appelle la « situation », au sens existentiel du terme, le contexte concret, spatial et historique où se trouve le sujet. Son existence possible ne peut jamais être envisagée ou prévue d'un point de vue abstrait, dans le vide.

L'existence est toujours située d'une façon singulière. L'existence est aussi captive, irrémédiablement, d'un

certain nombre de conditions premières qu'elle n'a pas choisies et qu'il

*Suite à la page (14)*



**Papeterie & Imprimerie**

**Nouvelle adresse:  
101 Lalue,  
Port-au-Prince, HAITI**

**Tel: 4269-2770  
3643-2906**

**IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale  
Furnitures de bureau,  
fournitures scolaires**

# Tentative d'assassinat sur le Sénateur Moïse Jean Charles



La population à la rescousse de Moïse Jean-Charles à Gressier

Par Thomas Péralte

De retour des funérailles de deux victimes du pouvoir tètkaïe Martelly-Lamothe à Miragoane : Fritz Gérard Civil et Mackenlove Bien-Aimé, le jeudi 8 mai dernier, le sénateur Moïse Jean Charles, l'opposant farouche à la poussée anti-démocratique du président Michel Joseph Martelly, a été victime une fois encore d'une tentative d'assassinat et de séquestration au niveau de Gressier, sur la route nationale #2. Il était dans un véhicule de location accompagné de plusieurs autres membres d'organisation populaire. Arrivé devant le sous-commissariat de la commune de Gressier, il a été stoppé par des hommes lourdement armés, prétendant être à la recherche d'un individu qui serait à bord de ce véhicule.

Ces individus armés ont présenté au sénateur Moïse Jean Charles un prétendu mandat qu'il a refusé de recevoir. Ils ont alors intimé l'ordre au sénateur Moïse Jean Charles, jouissant de l'immunité parlementaire, d'entrer à l'intérieur du sous-commissariat. Le parlementaire a refusé et c'est alors que les hommes armés ont appelé au renfort. Il a été maltraité, bouculé par des bandits légaux de Michel Martelly. On a vu arriver des agents du Corps d'Intervention de Maintien de l'Ordre (CIMO) accompagnés d'un juge de paix.

Joint par téléphone, le sénateur Moïse Jean Charles a déclaré : « Nous sommes de retour des funérailles d'un militant politique de Fanmi Lavalas, Fritz Gérard Civil et d'un élève, Mackenlove Bien-Aimé, deux victimes du régime tètkaïe Martelly-Lamothe. Arrivé ici devant le sous-commissariat de Gressier, j'ai été victime d'une tentative d'assassinat et de séquestration par un groupe de bandits légaux de Martelly. Je ne sais pas si ces hommes armés et cagoules sont des policiers parce qu'ils ne portent pas d'uniforme de la Police Nationale d'Haïti. Les policiers en poste au sous-commissariat de Gressier disaient qu'ils ne savaient rien de ce qui se passe actuellement. J'ai passé environ 3 heures de temps devant le sous-commissariat, attendant l'arrivée d'une délégation sénatoriale conduite par le président du Sénat Desras Simon Dieuseul. »

Au Sénat, de la République, les sénateurs s'approprièrent à tenir séance avec un ordre du jour dans lequel étaient inscrites la loi de finance révisée et la loi électorale, a déclaré le sénateur Andris Riché, vice-président du bureau du Sénat. C'est brusquement qu'on nous a informés de cet incident regrettable. Immédiatement après l'incident, les 20 sénateurs se sont réunis pour adopter une position commune contre les agressions des hommes armés à l'encontre de Moïse, et ainsi, ont-ils invité le directeur général de la PNH, Godson Orélus à venir s'expliquer. Il faut rappeler toutefois que c'est au début du mois d'avril de l'année en cours que Fritz Gérard Civil et Mackenlove Bien-Aimé ont été tués lors des manifestations de la population de Miragoane. Fritz Gérard Civil a été tué par deux policiers qui les ont poursuivis pendant plus de 5 km à bord d'une moto. Mackenlove Bien-Aimé lui, a été asphyxié par du gaz lacrymogène au moment où il sortait de l'école. Les funérailles des deux victimes du pouvoir tètkaïe Martelly-Lamothe ont été chantées le jeudi 8 mai 2014 sur fond de manifestation anti-Martelly. Ce jour-là des milliers de personnes ont gagné les rues de la ville de Miragoane pour protester contre l'assassinat odieux de ces deux jeunes. Les manifestants exigeaient le départ de Martelly qui s'associe aux kidnappeurs, dealers de drogue et criminels de grand chemin. « Nous n'irons pas aux élections avec des dealers de drogues, des kidnappeurs, des criminels qui sont à la tête de l'Etat d'Haïti. A bas Martelly ! A bas les kidnappeurs ! A bas les dealers de drogue ! Martelly doit partir. Martelly, où se trouve Daniel Evinx ? Où se trouve Mme Sonson La Familia ? »

Le même jour, le numéro 1 du gang de kidnappeurs, dénommé « Gang Galil », Woody Ethéart alias Sonson La Familia a décidé de se rendre à la justice, accompagné de son avocat, Claudy Gassant. Après des heures d'audition au cabinet d'instruction du juge Sonel Jean François, ce dernier a jugé nécessaire de décerner un mandat de dépôt contre lui et il a été conduit à la prison civile de Croix-des-Bouquets par des policiers de la Direction Centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

Suite à la page (13)

# Joseph Lambert a-t-il essayé de faire assassiner Jean Rony Philippe ?

Dans l'édition du 9 au 15 avril 2014, vol 7 # 39, Haïti Liberté avait rapporté que le jeudi 3 avril écoulé, un commando de 13 individus dont 8 armés circulant à moto avait ouvert le feu sur l'homme d'affaires Jean Rony Philippe sur la Route des rails à Carrefour ; une banlieue sud de la capitale. La victime était en route pour se rendre chez lui, à Jacmel. Il était venu s'approvisionner à Port-au-Prince. Les bandits l'ont laissé pour mort, après lui avoir logé plusieurs balles dans le corps. Heureusement, il n'a pas rendu l'âme, il a été transporté à l'hôpital dans un état très grave.

Jean Rony Philippe qui a été attaqué par des bandits légaux est membre d'une organisation populaire à Jacmel dénommée OG-22, proche de l'Organisation politique Fanmi Lavalas et est également un ancien membre du Bureau Electoral Départemental (BED) du Sud-est.

Philippe récupère actuellement aux Etats-Unis. Ne voulant pas garder le silence à propos de la tentative d'assassinat sur sa personne, il a décidé de rencontrer Haïti Liberté pour faire le point.

**Haïti Liberté : Pouvez-vous nous parler de vous ?**

**Jean Rony Philippe :** Bien sûr, mon nom est Jean Rony Philippe. Je suis un paysan, né à la septième section communale de Belle-Anse, qui est Mapou.

Belle-Anse est le chef lieu du deuxième arrondissement du département du Sud-Est. J'ai quitté Mapou pour venir à Port-au-Prince pour mes études. Là, j'ai bouclé mes études universitaires, finissant par avoir une formation au niveau licence comme Ingénieur-agronome. J'ai donc, une formation de maîtrise comme Ingénieur de Projets. Mes deux formations d'études supérieures je les ai faites à l'Université Quisqueya à Port-au-Prince.

**Haïti Liberté : Comment vivez-vous dans le pays ?**

**Jean Rony Philippe :** Je suis un entrepreneur à Jacmel. Depuis 2004 je suis dans les affaires, grâce à un bureau de change que j'ai ouvert cette année là. En 2006, j'avais une épicerie que j'ai transformée en un supermarché en 2010 et, tout récemment, soit le 17 mars 2014, je viens d'ouvrir un autre magasin qui vend uniquement des matériels électroniques.

En 2008, j'étais vice-président du Bureau Electoral Départemental du Sud est. J'ai réalisé le sénatorial en 2009 et le premier tour des élections de 2010.

Je suis trésorier adjoint à la Chambre de commerce du Sud-Est. En fait, je suis un agronome et un activiste politique très connu du département.

**Haïti Liberté : Quand donc a-t-on essayé de vous assassiner ?**

**Jean Rony Philippe :** C'était le Jeudi 3 avril 2014, au moment où je sortais de Port-au-Prince.

**Haïti Liberté : Pouvez-vous nous décrire la scène de cette tentative d'assassinat qui a eu lieu ce jour-là sur vous ?**

**Jean Rony Philippe :** Je revenais de Port-au-Prince, prenant la route pour me rendre à Jacmel. Comme d'habitude, je m'informais ; et de fait je suivais l'émission « Vision 2000 à l'écoute » qui venait à peine de terminer à 3 heures exactement. Arrivé sur la Route des rails, que je longeais en direction de Mariani, j'ai noté qu'une voiture, Rav4 de couleur grise me suivait, mais malheureusement, je n'avais pas eu la possibilité d'identifier ses plaques d'immatriculation.

Alors que j'étais préoccupé par cette voiture, je vis quelqu'un essayant de traverser la rue, à pas très lents. J'ai ralenti pour permettre à la personne de traverser. Et pendant que je ralentissais, immédiatement, la Rav4 m'a non seulement doublé mais elle a essayé de se mettre en travers de ma voiture pour me fermer. Quand j'ai vu ces manœuvres, dans un premier temps, j'ai pensé que c'était quelqu'un qui condui-



Jean Rony Philippe

sait mal. Je virai à gauche pour m'écartier de lui et la voiture persistait à me barrer. C'est alors que j'ai réalisé, que c'était une attaque contre moi, et qu'il ne pouvait s'agir que d'une embuscade.

Comme je suis toujours armé, mon premier réflexe a été de tirer en direction de cette voiture. A ce moment là, une idée m'est venue à l'esprit de regarder à ma gauche pour m'assurer que j'étais sauf. Comme de fait, à gauche 3 hommes bien armés étaient déjà à ma porte. J'ai décidé de ne pas toucher à mon arme.

Ils ont stationné en barrant ma voiture. Alors, je n'avais qu'à stopper. Ainsi, 4 individus armés sont descendus de la Rav4, sauf le chauffeur. Deux parmi eux sont allés retrouver les 3 hommes qui étaient à ma gauche. Cela fait 2 hommes à ma porte droite et les autres à ma gauche. La personne qui traversait la rue lentement les a rejoints, portant à 6 le nombre d'individus à ma gauche et 2 à ma droite. En clair, un total de 8 hommes, tous armés avec le même type de calibre: des 9 millimètres tout neufs.

Les premières pressions étaient de me demander d'ouvrir la porte de la voiture. Pensant que ma voiture était blindée, ils me demandaient d'ouvrir la porte. Je n'ai pas résisté. Calmement, j'ai ouvert la porte de la voiture et c'est alors qu'ils ont commencé à tirer sur moi. Ils ont tous tiré ensemble pour ne pas me laisser aucune chance !

L'un d'entre eux m'a demandé : Vous n'avez pas d'argent dans la voiture ? Ah messieurs, j'ai quelques billets, leur ai-je répondu !

J'avais 40.000 gourdes en billets de 20 gourdes que je venais de tirer de la Banque Centrale, ils étaient dans différents petits sachets. Ils ont pris l'argent, mon téléphone, deux bagues, y compris celle de mon mariage et un bracelet.

Vous n'avez pas d'autres bijoux, m'a demandé un des leurs ? Et moi de répondre ne vous en faites pas. Il y d'autres choses que vous pouvez prendre avec vous dans la voiture. J'essayais d'être calme et très aimable envers eux. A ce moment je leur ai dit : mais pourquoi vous continuez à tirer ? Quand vous avez tout ce que vous me demandez !. Mais à chaque fois que je leur parlais, il semblait que je les irritais davantage.

A un certain moment, j'ai constaté qu'ils voulaient coûte que coûte me tuer. Toujours très calme, je leur ai dit, si vous avez besoin d'autres choses, n'hésitez pas à me demander. Mais, laissez moi la vie ! Voici la clef de ma voiture...prenez la avec tout ce qu'elle contient... mais laissez moi la vie. De quelle affaire de voiture parlez-vous, répondirent ils. Et ils tiraient davantage. J'ai reçu d'autres balles et finalement, je me suis courbé sur le coussin de la voiture, faisant semblant de mourir. Lorsqu'ils ont vu que je ne faisais plus aucun mouvement, c'est alors qu'ils ont cessé de tirer pour se précipiter vers leur voiture, surtout ceux qui venaient de la Rav4. Mais avant de s'en aller, l'un d'entre eux a pris grand soin de se rapprocher de moi pour s'assurer que j'étais bien mort.

Messieurs, il avait une arme ! s'exclama t-il et il l'emporta. Je les ai entendus démarrer leur voiture et aussi

bien 4 motocyclettes qui étaient à leur service. En partant, ils ont tiré en l'air comme signe de victoire, de contentement et puis ils sont partis.

Deux à trois minutes après, quand j'ai réalisé qu'ils étaient bien partis, je levai ma tête. Je n'ai alors vu aucune trace d'eux. Comme la voiture était déjà en position vers Port-au-Prince, j'ai accéléré en direction de la capitale. Et puisque je saignais énormément, j'ai enlevé ma chemise pour comprimer l'endroit où le sang coulait à flots. Je conduisais donc à toute vitesse ; mais comme j'étais toujours sur le coup de l'émotion, je n'avais pas senti de trop grandes douleurs. Cependant, de temps à autre je sentais mes forces diminuer.

Après 10 à 15 blocs, j'ai trouvé une patrouille de la Police Nationale d'Haïti, à mon Repos 38. Je leur ai dit que j'avais besoin d'aide, que je venais d'être blessé par des assassins. Les policiers m'ont dit qu'ils allaient me mettre dans leur voiture pour me conduire à l'hôpital. A ce moment une autre voiture de police est arrivée à ce point fixe de la PNH. Ils m'ont mis dans leur voiture et m'ont conduit à l'hôpital des Médecins Sans Frontières, où j'ai reçu les premiers soins. De là, je suis allé à Canapé Vert où j'ai été hospitalisé pendant 5 jours. Là, j'ai subi une intervention chirurgicale et après une réunion de famille, mes parents et ma famille ont décidé que je devais laisser le pays.

Etant donné que ma femme est un médecin, elle a exigé qu'on fit un scanner justement pour savoir s'il n'y avait pas d'autres dommages internes. C'est ainsi que j'ai été à Kings County Hospital, où j'ai été opéré à nouveau. Maintenant, je suis en train de me récupérer.

**Haïti Liberté : Qui aurait profité de votre assassinat, ou qui pourrait avoir ses mains dans cet acte criminel, si ce n'est pas un cas de banditisme ?**

**Jean Rony Philippe :** Pour moi, c'est une attaque politique. Ce n'est un secret pour personne, n'importe quel enfant de 10 à 12 ans à Jacmel n'hésitera à vous dire que c'était une attaque politique. Mes détracteurs ont profité de l'insécurité générale qui existe dans le pays. Ils ne m'ont pas frappé à Jacmel car il apparaîtrait clairement que ce sont eux, mes ennemis du Département, parce que je suis un activiste politique. Je n'avais jamais caché mes positions, ni cessé de dénoncer toute action malhonnête entreprise dans le département par certains hommes. Ainsi, je savais qu'à tout moment, ils pouvaient me frapper.

Ce n'était pas des voleurs, bien qu'ils aient pris les 40.000 gourdes, mon bracelet, mes bagues. Je leur avais offert la voiture avec toutes les marchandises qu'elle contenait. Ce n'était pas leur mission de me dépouiller de tous mes effets, mais bien de m'éliminer, prendre ma vie. Voilà pourquoi ils m'ont criblé de balles et m'ont laissé pour mort.

**Haïti Liberté : Pouvez-vous être plus explicite. De qui ou de quel secteur parlez-vous ?**

**Jean Rony Philippe :** Si c'est une attaque politique, l'équipe qui m'a frappé, ce sont les gangs de Lambert. Je doute qu'il pourrait en être autrement, c'est-à-dire une agression liée au banditisme ou à l'insécurité.

**Haïti Liberté : Vous parlez de quel Lambert ?**

**Jean Rony Philippe :** Je parle de l'ancien sénateur Joseph Lambert qui est, actuellement, le premier conseiller politique du président Joseph Michel Martelly.

**Haïti Liberté : Qu'est ce qui vous pousse à croire que Joseph Lambert peut être l'auteur intellectuel de cette tentative d'assassinat ?**

**Jean Rony Philippe :** Parce que je suis l'ennemi farouche de

Suite à la page (13)

## Martelly: le goût du théâtre et du scandale

Par Fanfan la Tulipe

Décidément, on ne peut pas dire que Martelly est nul quand il s'agit de monter un spectacle pour amuser la galerie tout en mystifiant les sots, les naïfs, les nigauds, les simples, les gogos, les godiches, les benêts, les gobe-mouches et les gens crédules et niais. Bien au contraire, et sous ce rapport, il est dans son élément. Rompu aux performances grouilladesques et extravagances fessières pendant les périodes de carnaval, l'homme se plaît, s'apprécie, se satisfait, s'épanouit, se réalise pleinement dans le fantasque, le lubrique, la bizarrerie, la bêtise, l'absurdité, ses frasques, ses bêtises, ses énormités, ses excentricités, ses théâtralités.

Micky a ça dans le sang, le goût du scandale, du théâtre, de l'obscène, du sordide, du dégueulasse, du scabreux, du scandaleux, du graveleux, de l'ordurier, du dépravé, du pornographique et même du scatologique. Autrement dit, Micky a le «sang sale». On a beau chercher, dans le monde des artistes ou ailleurs, un spécimen aussi basement grivois, grossier, ordurier, salace, indécent, qui lui ressemblerait de près ou de loin, on n'arrive pas à en trouver.

Micky prend un malin plaisir à choquer. Au temps de ses déhanchements indécents durant les défilés de carnaval, plus son comportement était lascif, libidineux, licencieux et vicieux, plus il s'émerveillait de ses propres exploits. D'hier à aujourd'hui, son comportement, soit en public, soit en privé, s'alimente du théâtre, du spectacle, tout naturellement de mauvais goût. Plus son comportement scandalise, plus il sent avoir apaisé ses pulsions. N'ayant aucun sens du ridicule, aucun sens de ce qui est aberrant, il donne dans le théâtre à tous les coups, et pour personne ce n'est jamais un coup de théâtre. Car c'est toujours Micky dans la plénitude de son naturel.

Dès ce fameux débat avec madame Myrlande Manigat, on avait déjà un avant-goût de ce que serait une présidence Martelly. Face au calme de la secrétaire du RNDP, s'éta- lait la désinvolture du musicien habitué à l'ambiance *woywoy* sur les chars carnavalesques. Gesticulant comme en période de carnaval, il faisait étalage sans s'en rendre compte de son manque de tact et de ses limites intellectuelles. Ne pouvant répondre à la question «c'est quoi la Haute Cour de Justice?», le pauvre hère s'agitait comme un diable dans un bénitier. Au comble de l'inéligance de son adversaire, Mme Manigat dut lui lancer: «Au moins une fois, aujourd'hui, M. Martelly, comportez-vous en *moun de bien*».

C'est d'ailleurs durant ce débat que l'incongru candidat Martelly agressa verbalement un journaliste en lançant, à la manière d'un *ti vakabon* des rues, d'un «chimè»: «*Kite l vini, non. Se voye yo voye b*». Instinctivement, Micky devait choquer, créer une atmosphère de show, se mettre en vedette comme en période de carnaval, terroriser ce représentant de la presse venu faire son travail. Ce n'était plus le candidat qui était censé s'exprimer de manière posée, réfléchie, assurée, courtoise. Non, c'était le chanteur de *konpa Sweet Micky* rivalisant avec Martino de l'ensemble T Vice.

Ivre de l'appui de l'International, de la MINUSTAH, assuré d'une impunité tacite de la part de l'ambassade cinquante-étoilée, Micky se laissa aller à son vrai premier spectacle: il faisait arrêter à sa descente d'avion

le député Arnel Bélizaire revenu de mission pour le compte du parlement. Le grand show revêtait un éclat particulier avec l'arrivée intempestive et la présence fracassante du ministre de l'Intérieur de l'époque, le remuant, *frekan, ti sousou sou moun* Thierry Mayard Paul. C'était en octobre 2011.

Acculé par le sénateur Moïse Jean-Charles qui l'accusait d'être détenteur de la nationalité américaine, Micky porté par son goût du théâtre recourut, le 8 mars 2012, à un grand spectacle pour prouver à la nation et au monde entier que «Michel Joseph Martelly ne sait pas mentir», et qu'effectivement il est un citoyen natif natal qui n'a jamais renoncé à sa nationalité haïtienne. Un groupe de responsables religieux réunis au sein de l'organisation «Religion pour la paix» vint à la rescousse du musicien. Mais le grand public savait pertinemment que c'était encore du bluff, du grand guignol animé par le petit cabotin Micky.

Le jeudi 8 mars 2012, un grand branle-bas agitait le palais national. *Kanson boufon nan janm* et veste en martingale, Martelly s'amena pour nous interpréter: «je ne suis pas un menteur». En langage *krizokal*, il s'exclama: «voici mes huit passeports haïtiens, je suis donc haïtien». Comme dit la chanson de Raoul Guillaume: *si l te pale kreyòl nou ta kwè l gen valè*. Malheureusement il parlait «français»; le petit peuple et tous les gens intelligents ne l'ont pas cru une sacrée miette.

Ce jour-là, il y avait tout un aréopage de flatteurs, courtisans, *tyoul*, gens désœuvrés, *aryennafè*, complices, *bèkèkè*, venus applaudir le comédien Micky: Laurent Lamothe, Premier ministre désigné; Thierry Mayard Paul, ministre de l'intérieur, des représentants d'une équipe religieuse multiconfessionnelle, l'ambassadeur français Didier Le Bret, Michaëlle Jean, envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, la grosse *manman penba* Sophia Saint-Rémy Martelly. Le clou de la matinée, en fait le clou du spectacle de Martelly fut sans nul doute l'acrobatie historico-politico-diplomatique de l'ambassadeur étatsunien Kenneth Merten. Celui-ci, les yeux *byen chèch*, toute honte bue, avança l'argument «officiel», péremptoire, tranchant: «Avec sa permission, je vous informe que le Président Martelly n'est pas américain, il est haïtien».

L'opposition s'agitait autour de



Micky a ça dans le sang, le goût du scandale, du théâtre, de l'obscène, du sordide, du dégueulasse, du scabreux, du scandaleux, du graveleux, de l'ordurier, du dépravé, du pornographique et même du scatologique.



L'avant-dernière acrobatie du comédien Micky a été son rôle, sans doute secret, dans la comparaison de Sonson la Familia au Parquet de Port-au-Prince. Il a fallu toute une armada de policiers encagoulés, batepwnnen, pour «protéger» Sonson, le menotter, l'arrêter et le conduire en prison.

la question des élections, Micky décida un autre grand show. Il imagina un dialogue «interhaïtien», monta de toute pièce des partis politiques bidon, regroupements *kremòl* à la solde du président, attira dans ses filets l'évêque Langlois – aujourd'hui cardinal – homme d'Église, ce lieu de pouvoir et d'intrigues par excellence. Le prélat mordit goulument à l'hameçon. Puis Micky laissa venir les mouches attirées par le miel électoral.

Les gesticulations du MOPOD, les valse-hésitations de Fanmi Lavalas pris entre l'enclume de l'éducation et le marteau de la politique, les *soufle mède* du Parti Fusion des Sociaux-Democrates Haïtiens et la timide har-



Le ministre de l'Intérieur de l'époque, le remuant, *frekan, ti sousou sou moun* Thierry Mayard Paul

diesse de *Koze pèp* n'empêchèrent pas Micky et sa meute de petits chiens de

crier victoire. Obstétricien malgré lui, il accoucha au forceps de l'audace et de l'outrecuidance, un «cabinet d'ouverture». Mis à part le *malpouwont*, le transfuge lavalas Hériveaux, il n'y eut d'ouverture qu'à de vieilles connaissances duvaliéristes. Le show médiatique réussit si bien que «les amis d'Haïti» s'empressèrent d'adresser leurs félicitations à Micky pour ce beau numéro qui lui avait permis de respirer un peu, de faire baisser la tension des rues.

L'avant-dernière acrobatie du comédien Micky a été son rôle, sans doute secret, dans la comparaison de Sonson la Familia au Parquet de Port-au-Prince. Il a fallu toute une armada de policiers encagoulés, *batepwnnen*, pour «protéger» Sonson, le menotter, l'arrêter et le conduire en prison. Il a fallu montrer à grand renfort de déploiement de policiers et de mobilisation des médias friands des excès, turpitudes, extravagances, stupidités, énorités, absurdités et incongruités de Micky que nous vivons dans un État de droit (sic) et que la Justice doit suivre son cours. Bravo président!

La toute dernière de Micky a été sans aucun doute son rôle, de mèche avec les instances répressives de l'État, dans la tentative d'assassinat et de séquestration du sénateur Moïse à Gressier. Un sénateur maltraité, bousculé, brutalement invité à entrer dans un commissariat on ne sait à quelles fins, ça fait du tapage, du bruit, du grand spectacle, un scandale, n'est-ce pas? Oui, c'est le grand show pour Micky qui a ça dans le sang, le goût du scandale, du théâtre, du scabreux, du bordel politique, de la confrontation tapageuse, bruyante. Il a dû être aux anges, se sentir satisfait, heureux, ravi d'avoir causé tout ce bazar, toute ce tumulte, tout ce fracas, tout ce tintamarre, tout ce boucan autour d'une basse agression contre son irrédicible et efficace ennemi politique.

On n'est pas sorti de l'auberge avec Martelly. Le sort du CEP à sept, la cachette secrète de Mme Sonson La Familia, l'avenir des six sénateurs «turbulents et récalcitrants», les festivités liées au 14 mai, le Carnaval des Fleurs, et bien sûr les zélections zinclusives zet honnêtes sont autant de sujets qui potentiellement vont donner à Martelly l'occasion de parader et de manifester son goût du théâtre et du scandale.

A vos marques, président!

### LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 \* Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

[www.lacroixmultiservices.com](http://www.lacroixmultiservices.com)

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



### GET YOUR TAX REFUND FAST

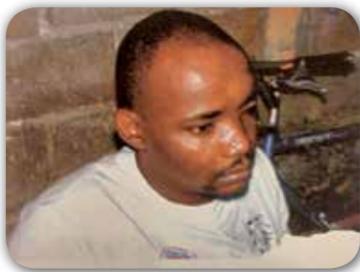
- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269  
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226  
(between Clarendon Rd & Avenue D)

### CHERY'S BROKERAGE

## Lis prizonye politik sou rejim tètkalet Martelly-Lamothe la!

Jean Robert Vincent, arete 27 jiyè 2012  
Enold Florestal ak Josué Florestal arete depi mwa Mas 2013  
Louima Louis-Juste arete nan mwa fevriye 2014  
Ak Jean Lamy Matulnes



Enold Florestal

### Arestasyon 10 sitwayen te fèt nan manifestasyon travayè Premye Me 2014.

- 1- Jeanty Junior
- 2- Marckendy Cajuste alias Balotely
- 3- Maurice Mathurin
- 4- Julmiste Gabriel
- 5- Lefilo Domond
- 6- Leblanc James
- 7- Jean-Jean Villedroire
- 8- Ernst Verdieux
- 9- Marc Vilsaint
- 10- Renald Fanfan.

Sitwayen sa yo ap manje prizyon pou konviksyon politik yo, paske y ap denonse kòripsyon k ap taye banda nan pouvwa kaletèt Martelly-Lamothe la, paske yo t ap denonse politik desklizyon, rasis re-

jim kaletèt la t ap fè sou malere ak malerèz nan katye popilè Jalouzi nan komin Petyonvil epi paske yo t al patisipe nan manifestasyon travayè yo te fè Premye me 2014 la, pou mande yon salè minimòm 500 goud pou ede yo pran swen fanmi yo.

Pezidan Martelly di pa gen prizonye politik sou rejim li an, moun sa yo poukisa yo nan prizyon. Reyalite a demanti l yon lòt fwa ankò, genyen pou pipiti 14 prizonye politik ki fèmen nan penitansye nasyonal, san yo pa janm voye yo devan yon jij.

Sou rejim kaletèt Martelly-Lamothe, militan politik yo ap

pouri nan prizyon pandan kidnapè yo, dilè dwòg yo, kriminel tout moun konnen yo, ki se zanmi pèsoneèl Martelly ak Lamothe, tankou : madan Sonson La Familia, Calixte Valanten ak anpil lòt ankò k ap koupe rache nan pouvwa tètkalet ap mache lib e libè nan peyi a, san kòd lajistis pa pase nan kou yo.

Men rejim peyi Etazini atravè sekretè deta, John Kerry ap sipòte a, ki ta fè kwè lajistis ap fonksyone yon fason endepandan nan peyi a. Etazini ap kore yon pouvwa ki pa respekte prensip demokratik yo, li pa janm fè eleksyon depi 3 lane, prizonye politik yo pa janm al pase devan yon jij, kòripsyon an ap vale teren san gade deye, li mete konstitisyon peyi a akote pou l sèvi ak yon akò akòkò pèp ayisyen voye jete nan poubèl, pou l ka fasilite gwo peyi enperyalis yo fin piye richès Ayiti.

Jounen jodi a, pèp ayisyen an se nou ki pou pran desten nou nan men nou, pou fè demokrasi a valse, pou fè respekte konstitisyon peyi a. Etazini ak peyi kolon yo se enterè yo y ap defann, se richès peyi a yo bezwen kontinye piye. Pèp ayisyen an konstate tou, pa gen anpil palmantè k ap defann enterè peyi a, se enterè pèsoneèl yo y ap defann, se enterè kolon yo y ap defann, se pa enterè nasyon an. Rejim tètkalet a, depite PSP yo, senatè tètkalet yo, pati politik tankou OPL ; sosyete sivil minoritè Rosny Desroches la ak legliz katolik Chibly Langlois a se pwojè gwo peyi enperyalis tankou : Etazini, Lafrans ak Kanada y ap sipòte kont enterè Nasyon.

Pou kontrekare pwojè kolon yo ak enperyalis yo, yon sèl solisyon MOBILIZASYON MANCH LONG, randevou a kase mèkredi 14 me ak dimanch 18 me devan palè pèp la, channmas. Palè nasyonal tètkalet.

FÒK AYITI SÒTI ANBA BÒT MINUSTAH

DIZAN OKIPASYON, NOU BOUKE!!!

LEVE KANPE  
POU AYITI  
SE LEVE KANPE  
POU TÈT NOU

Minustah  
Metew  
deyò  
AYITI!

2004-2014

KONTINANTAL JOU, 1 JEN 2014

Kòdinasyon Ayisyen pou Fòs Militè LONI yo kite Ayiti

## MAX ONE ENTERPRISES

*Lina McNally & Associates*

- Taxes
- Immigration Services
- Insurance
- Bill Payments
- Real Estate

ObamaCare

Job Help Center  
(N ap ede w jwenn travay)

*Miami Office*  
113 NE 54th St., Miami, FL 33153  
305.200.3589

*Ft. Lauderdale Office*  
954.909.5123

Email: maxinsurances@gmail.com

Joel H. Poliard  
M.D., M.P.H.

Family and Community  
Medicine  
Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,  
Miami FL, 33137

tel. (305) 751-1105

## RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph  
Bureau:  
(718) 940- 3861

Studio:  
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702  
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992  
(718) 469- 8511

## KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA  
Radyo Pa Nou

Emisyon KAKOLA

Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere

(917) 251-6057

www.RadyoPaNou.com

Mèkredi 9-10 pm

## Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025  
(718) 693-5100  
(718) 693-7806

## 18 me 1803-18 me 2014

Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ak Ayiti Libète ap envite nou nan yon sware espesyal pou komemore kreyasyon drapo Ayisyen an k ap gen 211 lane dimanch 18 me 2014. N ap gade kisa kreyasyon drapo a vle di pou noumenm patriyòt Ayisyen, e pou limanite an jeneral.

Ansanm nou pral debat:

1. Ki koze zanzèt nou yo t ap regle Akayè 18 me 1803?
2. Ki dat revolisyonè yo te kreye drapo Ayisyen an?
3. Ki koulè drapo Ayisyen an?
5. Kijan nou ka itilize leson 18 me 1803 yo jounen jodi a?

Vin fè tande vwa nou

Dimanch 18 me 2014, 6 è diswa  
Nan lokal Haïti Liberté  
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)  
Brooklyn, NY 11210

Antre Gratis!  
Pou plis enfòmasyon rele (718) 421-0162, (917) 251-6057  
Osonon voye yon kouryèl nan konbitla@yahoo.com

# Jean Matulnes et Woodly Ethéart : deux inculpés, l'un faible, l'autre puissant

Par Jacques NESI

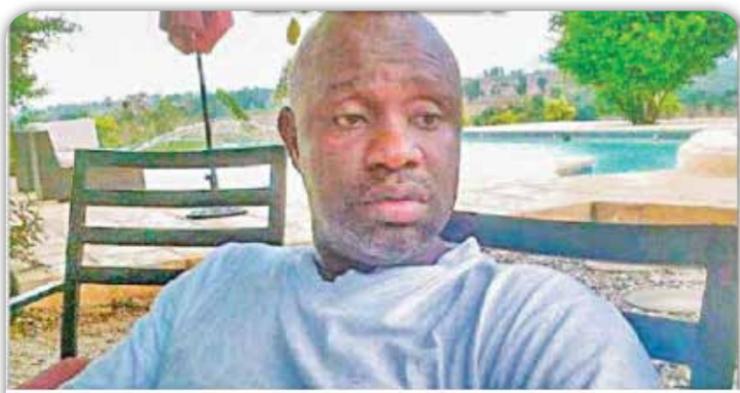
En Haïti, l'Etat de droit bégaie. Les dirigeants actuels l'instrumentalisent ; et les citoyens qui ont pour obligation de veiller à ce que ces principes ne soient bafoués, sont sans illusions quant aux fantasmes que ces derniers éveillent chez les plus avertis. Sans conteste, le pouvoir politique actuel démolit un à un les institutions et multiplie les assauts contre le triomphe de la justice. On peut illustrer nos propos en tentant une comparaison entre deux faits tirés de l'actualité juridique et politique. Il s'agit de la double inculpation de Jean Matulnes et de Woodly Ethéart.

Les deux inculpés sont différents, car les chefs d'accusation retenus contre eux renvoient à des objets juridiques différents. L'un est fallacieux, l'autre éloquent sur les rapports du régime avec l'Etat. Jean Lamy Matulnes, 32 ans, est détenu au pénitencier national depuis le 24 février dernier, parce qu'il s'oppose à l'expropriation des terres des habitants d'Ile à Vache. Président de la coopérative FONCODI, Matulnes avec ses faibles moyens, la fragilité de ses réseaux, a pris le risque d'affronter les gros bonnets du régime politique actuel qui ont hâte, avant la fin de leur mandat, de faire main basse sur des domaines protégés par les droits fonciers coutumiers en espaces considérés jusque-là inexpugnables. Matulnes n'est pas seulement le dirigeant de la modeste radio communautaire de l'Ile à Vache, puisqu'il incarne également la voix des quinze mille habitants d'Ile à Vache, abandonnés à eux-mêmes, victimes d'expropriations sans compensation équitable. Matulnes est un citoyen au statut modeste, connu par ses pairs, ses pauvres pêcheurs et cultivateurs que cette ruée vers l'île transformera en parias, oubliés par les experts en cash flow et en rentabilité.

Quelles différences y a-t-il entre Matulnes et Woodly Ethéart ? Celui-ci s'est présenté au juge d'instruction le 8 Mai en cours, issu d'on ne sait quelle cachette dorée, après avoir été l'objet, dit-on, de recherche par la police na-



Jean Lamy Matulnes, 32 ans, est détenu au pénitencier national depuis le 24 février dernier, parce qu'il s'oppose à l'expropriation des terres des habitants d'Ile à Vache



Woodley Ethéart aka Sonson La Familia

tionale. Il aurait été la cible depuis plus d'un mois, de la police « pour son implication dans des actes de séquestration de personnes (kidnapping) et la vente de stupéfiants ». Les déclarations le 12 avril en cours de Pierre Espérance, directeur Exécutif du Réseau National de Défense des Droits humains, annonçant, que Woody Ethéart « n'est pas un fugitif, mais un protégé de l'administration politique actuelle. » (Al-terpresse, le 12 avril 2014) en disent long sur ce qu'est devenu aujourd'hui l'Etat en Haïti, c'est-à-dire un Etat sus-

pect de pratiques criminelles. De plus, le président du sénat de la République avait annoncé que cet ami du président de la République serait placé en lieu sûr dans l'une des résidences privées du président de la République. Ce qui est insupportable, c'est que Woody Ethéart est maître de son agenda. De son temps, il en dispose comme il entend. Là, il n'est pas un justiciable comme les autres, parce qu'il construit une temporalité dont seuls les puissants ont le secret. Au milieu d'une confusion suivie de la virée carcérale de son

épouse (évadée de prison le samedi 29 mars dernier), le prétendu kidnappeur entend mettre fin, comme un homme libre, à ses « vacances ». Il a traversé dans le secret, les caves présidentielles, pour venir jusqu'au juge d'instruction, pour lui faire un esclandre étouffé par ses avocats.

La comparaison de ces deux inculpés soulève quelques remarques. D'abord, leur traitement est différent. Puisque Matulnes a été arrêté alors qu'il défend l'un de ses droits reconnus par la constitution de 1987 et les divers traités, textes universels dont Haïti est signataire, qui garantissent le droit de se manifester, de se réunir. Il est placé en détention au pénitencier national, déferé devant son juge, il y a trois semaines, aucune charge n'a été retenue contre lui. Et pourquoi il est détenu ? Il court le risque d'être assassiné en prison, ou à la sortie. Le président de la République, le ministre de la justice et le premier ministre sont en violation des règles du droit, eux qui proclament, à tous vents, leur foi dans l'Etat de droit en Haïti. Ils auraient de lourdes responsabilités si Matulnes ne survit pas à sa détention. (Sous ce régime, toutes les hypothèses sont recevables). Tandis que Woody Ethéart est placé au centre de détention des protégés du pouvoir, aux côtés d'autres grandes pointures du banditisme dont le sort judiciaire semble être tabou (Clifford Brandt). Ethéart jouit d'une défense scandaleuse qui n'est proportionnelle qu'à la puissance de ses réseaux et au poids de son patrimoine financier.

Ensuite, les deux inculpés sont différents parce qu'ils ne disposent pas de ce que le sociologue français Pierre Bourdieu désigne par « capital social », et le « capital symbolique », c'est-à-dire du statut social. Sans risque de dénaturer toute décision judiciaire, M. Matulnes est innocent, puisque son opposition à l'aménagement du site touristique d'Ile à Vache est jugée par le pouvoir comme une provocation, une menace sur les intérêts économiques des investisseurs discrets et connus qui sans doute ont le projet de démembrer la République d'Haïti. L'acte de Matulnes

est d'une portée significative. Il réveille la conscience autour de cette anomalie qui consiste à transférer les droits de propriété de paisibles citoyens qui ne demandent rien, vers des entreprises étrangères. Il ne viole pas la loi, sauf celle de la solidarité aux côtés de ses concitoyens brimés par la peur et la répression. Il dénonce cet Etat prévaricateur et prédateur. Au cœur de ces transactions, l'intervention de l'Etat exprime un malaise : il est partisan, il met en péril la sécurité des droits de propriété des faibles et donne la préférence à des ministres du gouvernement, alliés des puissants. Là encore, c'est un paradoxe. Puisque ce gouvernement exprime ex cathedra son attachement à la création des richesses « Haïti is open for business ». Or, la protection des droits des propriétés, nous rappelle Hume, est une exigence fondamentale du capitalisme. Pourtant, les attributs de l'Etat sont détournés par ce même régime au pouvoir, les grands principes de la défense de l'intérêt général sont décomposés, mis en lambeaux, pour le triomphe des cliques de gens qui ont des pratiques de piraterie. Enfin, Matulnes est le faible qui mérite protection, puisque Ethéart est le puissant qui appartient au milieu du premier cercle du pouvoir. Dans un Etat dont le chef confond ses biens avec son patrimoine, dans un Etat dont le Chef détricote les lois au profit de ses amis, on trouve facilement les raisons qui justifient le traitement inégalitaire de ces deux inculpés.

Cette agression des paysans de l'Ile à Vache renoue avec les pratiques de l'oligarchie qui, à des moments historiques, sous forme de cycles, recompose ses relations avec le patrimoine domaniale. En 1915, en 1986, les paysans ont fait l'objet de déportation massive, d'expropriation, rendant ce que Jean Casimir appelle les « captifs » dans une position éternisante. En effet, alors que les planteurs adhèrent au monde moderne et en partagent les valeurs. « A l'opposé, la société de plantation, ses autorités constituées et leurs acolytes se chargent eux-mêmes de forcer les captifs à se convertir

Suite à la page (13)

# Accord El Rancho: Complot contre la Nation haïtienne

Par Isabelle L. Papillon

Il est important de revenir sur les vrais objectifs de l'Accord El Rancho signé le 19 mars dernier entre certains acteurs politiques parce qu'il constitue un complot contre la Nation haïtienne et qu'il ouvre davantage la voie à la domination des puissances impérialistes sur la première République noire du monde, tout en affaiblissant ce qui reste de l'autorité de l'Etat haïtien. Pour y parvenir, on a mis notamment de côté la Constitution et les Lois républicaines avant de les changer complètement au profit des propres intérêts de ces puissances. Le pire, c'est que ce sont les prétendus dirigeants du pouvoir tétakale Martelly-Lamothe, des responsables partis politiques, comme l'organisation du peuple en lutte (OPL), de la société civile de Rosny Desroches et de l'église catholique apostolique romaine qui emboîtent le pas dans ce vaste complot contre la Nation. Ils veulent à tout prix remplacer la constitution par ledit accord pour réaliser les élections qui auraient dû être organisées depuis trois (3) ans. Ces élections représentant des enjeux majeurs pour les forces politiques en présence et la Communauté Internationale.

Cette dernière voulait de

toute manière placer ses laquais au pouvoir en Haïti, comme elle l'a fait en 2011 avec Michel Martelly et les députés PSP pour arriver à apporter des modifications dans la Constitution, facilitant ainsi le pillage des ressources minières du pays. A l'insu de l'opposition majoritaire, les signataires de l'accord-complot contre la Nation, avec pour chef de file le président Michel Joseph Martelly ont décidé d'avancer tête baissée sous le diktat des grandes puissances impérialistes notamment les Etats-Unis d'Amérique d'Obama-Clinton.

Dans un message à la Nation du 7 mai dernier, le président Michel Martelly a fait référence à l'Accord El Rancho et non pas à la Constitution haïtienne de 1987 amendée ou pas lorsqu'il a déclaré : « Je procède à la formation du Conseil Electoral Provisoire conformément à l'Accord El Rancho, lequel signé le 19 mars 2014 suite à un dialogue engagé par les trois (3) pouvoirs de l'Etat, des organisations politiques et de la société civile. » Ce prétendu Accord El Rancho, rejeté par l'Opposition politique, le Sénat haïtien et la plus grande majorité du peuple haïtien sert de référence pour le président Michel Martelly pour la formation du Conseil Electoral Provisoire de 7 membres au lieu de 9 membres comme



L'Accord d'El Rancho signé le 19 mars dernier entre certains acteurs politiques est un complot contre la Nation haïtienne

prévu par la Constitution. Placée au sommet de la hiérarchie des normes, la Constitution haïtienne qui devrait être la référence pour les pouvoirs de l'Etat est malheureusement remplacée par un soi-disant accord pour plaire aux occupants et aux ennemis du peuple haïtien.

Alors, quand on parle du Conseil Electoral Provisoire, on doit obligatoirement se référer à l'article

289 de la Constitution, tel que proposé par le Sénat de la République. C'est autour de cet article, selon plus d'un, qu'on devrait dialoguer pour pouvoir trouver la meilleure formule facilitant la formation d'un Conseil Electoral Provisoire pour organiser des élections libres, transparentes, démocratiques et souveraines. Le président Martelly, dans le souci de se soumettre aveuglément aux diktats des puissances impérialistes et

avec la volonté manifeste de restaurer la dictature contre le peuple haïtien a mis le cap vers la formation d'un troisième Conseil Electoral depuis son arrivée au timon des affaires en mai 2011 et aucune élection n'a été réalisée par l'équipe tétakale. Donc, on a déjà vu la formation de 3 Conseils Electoraux, mais zéro élection.

En dépit de la violation flagrante de la loi mère du pays, des dérivés et de la participation des proches voire des amis personnels, du président Martelly et du Premier ministre Laurent Lamothe, tout ce beau monde, en l'occurrence, Daniel Evinx, Woodly Ethéart alias Sonson La Familia, « Kiko » Saint-Rémy, Joseph Lambert, Edwin Zenny, Calixte Valentin et autres dans des activités de kidnapping, de dealer de drogue, de criminalité ; des responsables de partis politiques comme Sauveur Pierre Etienne de l'OPL et de la Société Civile minoritaire de Rosny Desroches tous ces échantillons de pervers n'ont pas hésité à apporter leur appui à un tel pouvoir. Certains disent que l'OPL se complait aisément à l'idée véhiculée dans la publicité à succès de « Kotex New Freedom, li la li pa la ». L'OPL se dit être dans l'opposition contre tétakale, alors qu'elle partage les mêmes positions que le régime

Suite à la page (13)

# Le chaos des prochaines élections est-il inévitable?

Par Francklyn B. Geffrard

S'il fallait se fier seulement aux déclarations de bonnes intentions du président de la République, on aurait cru qu'il est déterminé à organiser les élections sénatoriales partielles, municipales et locales. Jusqu'ici, M. Martelly n'a pas manqué d'afficher, de multiplier ses bonnes intentions et d'accroître les tentatives infructueuses pour organiser les élections, laisse-t-il supposer. Les différentes initiatives entreprises par Michel Martelly en vue, dit-on, d'organiser des élections ont échoué tout simplement.

En trois ans de pouvoir, le régime Tèt Kalé (crâne rasé en français) a déjà constitué au moins trois conseils électoraux ; mais sans organiser la moindre élection. D'abord, le mercredi 15 Août 2012 à la surprise générale et contrairement aux prescrits de la Constitution, Michel Martelly signe l'arrêté nommant officiellement les membres d'un Conseil électoral permanent composé exceptionnellement de six (6) personnes au lieu de neuf (9). Ce prétendu Conseil Electoral Permanent était formé sans les représentants du Parlement, alors incapable d'effectuer le choix de ses représentants, en raison du fait que le Sénat était amputé d'un tiers (1/3) de ses membres.

Etant dans l'impossibilité de se faire représenter au CEP, le Parlement qui devait désigner trois représentants avait demandé au président Martelly de trouver un consensus pour nommer un Conseil Electoral Provisoire en guise d'un Conseil électoral Permanent qui pouvait provoquer une crise dans le



Le 12 Mai 2014, un nouveau CEP composé des membres de l'ancien CTCEP a été installé. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'application de l'accord de El Rancho qui semble remplacer la Constitution du pays

pays. En fait, la formation du Conseil Electoral Permanent à six membres n'a pas plu à tout le monde et a provoqué la protestation d'importants secteurs du pays. Les représentants du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) ont été désignés de manière irrégulière provoquant ainsi une crise au sein du CEP en gestation.

Le 5 Mars 2012, lors d'un point de presse, Michel Martelly avait pourtant présenté l'organisation des élections pour le renouvellement d'un tiers du Sénat comme une priorité pour éviter un vide au Grand Corps. "Je veux vous rassurer que nous accordons la priorité à la question des élections parce que c'est une obligation et c'est un des signes qui montrent que la démocratie suit son cours", avait souligné M. Martelly. Cependant, le processus électoral est en panne depuis trois ans en Haïti.

Deuxième tentative et deuxième échec de Martelly dans sa démarche d'organiser des élections dans le pays. Après plusieurs mois de discussions ponctuées parfois de tensions, les représentants du pouvoir exécutif et du parlement ont finalement signé un protocole d'accord le 24 Décembre 2012. Selon cet accord qui a d'ailleurs suscité des vagues au niveau de l'opposition, le Conseil Electoral Permanent serait géré provisoirement par un organe composé de 9 membres désignés par l'exécutif, le parlement et le pouvoir judiciaire. Il s'agit du Fameux Collège Transitoire du Conseil Electoral Provisoire (CTCEP) dont la mission était d'organiser des élections sénatoriales partielles, municipales et locales au cours de l'année 2013. L'article 3 de l'accord de Noël est clair, « Le mandat du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent prend fin à la proclamation des résultats définitifs des prochaines élections. »

Comme en 2012, Michel Martelly a réitéré sa volonté d'organiser des élections en 2013. Toutefois, l'année s'est écoulée sans que les élections aient eu lieu dans le pays. Cependant, il fallait attendre au moins quatre mois après la signature de l'accord dénommé « Accord de Noël » pour que le CTCEP voit le jour. L'arrêté présidentiel nommant les neuf membres de l'organisme électoral spécial a été pris en date du 5 Avril et publié dans le journal officiel de la République, Le Moniteur le 11 Avril 2013.

Pour avoir des élections dans un pays, il faut une loi électorale qui régit le scrutin. Cependant, le CTCEP avait mis plus de deux mois pour élaborer et transmettre à l'exécutif le projet de loi électorale. Le chef de l'Etat Michel Martelly a reçu le texte le 2 Juillet 2013. Pour sa part, l'exécutif a retenu le document pendant plus de deux mois aussi, avant de l'acheminer au parlement pour ratification. Après avoir laissé passer le temps et fait promotion pour

l'organisation des élections sous l'égide de la loi électorale de 2008, le régime Tèt Kalé capitule et renonce à son projet que de nombreux secteurs avaient qualifié d'anti-démocratique. D'ailleurs, le chef de l'exécutif haïtien avait laissé clairement entendre qu'à moins d'une entente avec les parlementaires, il entendait renvoyer le deuxième tiers du Sénat à partir de Janvier 2014.

Le président Martelly s'est finalement résigné à acheminer le projet de loi électorale au parlement le 27 Août 2013, peu de temps avant la fin de la deuxième session ordinaire de la 49e législature. Le projet de loi a été voté le 9 Septembre 2013 à la chambre des députés dans la plus grande confusion avec de graves anomalies. Le texte a été transmis immédiatement au Sénat de la République où il a été voté rapidement, mais avec de profondes modifications.

En raison des modifications apportées par les sénateurs, la loi électorale n'ayant pas été votée dans les mêmes termes par les députés, est retournée à la Chambre basse pour une nouvelle ratification afin d'harmoniser le vote des deux chambres du parlement. Les députés étant en vacances, il fallait que l'exécutif convoqua en session extraordinaire les députés pour un nouveau vote du document électoral. Mais là encore, le chef de l'Etat, contrairement à de nombreux secteurs qui le pressaient de faire la convocation, ne se faisait aucun souci de l'urgence de la situation. La loi électorale ratifiée par les deux chambres du parlement ne sera transmise aux presses nationales pour être publiée que deux mois plus tard, soit en Décembre 2013. Contrairement aux promesses réitérées de Michel Martelly d'organiser les élections, aucune échéance électorale n'a jusqu'ici été respectée sous ce régime qui prétendait pouvoir tout changer en Haïti.

Le 12 Mai 2014, un nouveau CEP composé des membres de l'ancien CTCEP a été installé. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'application de l'accord de El Rancho qui semble remplacer la Constitution du pays. Ce CEP dont la mission est d'organiser des élections pour renouveler deux-tiers (2/3) du Sénat, l'ensemble de la chambre des députés, les municipalités et les collectivités territoriales est le troisième Conseil formé par Michel Martelly en trois ans. Et cette fois encore, rien ne garantit que les élections auront lieu cette année.

La mise en place de cette structure reçoit la bénédiction des puissances dites amies d'Haïti, celles qui avaient contribué à imposer au pays le régime en place, suite aux élections contestées

du 28 Novembre 2010. On se souvient que Michel Martelly a été parmi les premiers candidats à contester le premier tour de ce scrutin qui a été entaché de fraudes massives et de graves irrégularités.

Cependant, au niveau de l'opposition politique, le nouveau conseil fait déjà l'objet de contestation. Un ensemble de partis, pas des moindres, dénonce l'installation de sept des neuf membres du CEP. En effet, dans une déclaration commune, le lundi 12 mai 2014, Fanmi Lavalas, Fusion, Inite, Ayisyen Pou Ayiti, Mopam, FOS NODES, M.A.S, M.R.A ont réclamé « la formation, dans le plus bref délai, d'un CEP équilibré et crédible, respectant l'esprit et la lettre de la Constitution ». Selon ces partis, la mise en place de ce CEP risque de conduire le pays vers le chaos.

## Martelly veut-il des élections ?

Pour avoir fait trainer le processus électoral en longueur depuis trois ans, il est difficile de croire que le chef de l'Etat veuille de bonnes élections dans le pays. C'est qui a sans doute créé et justifié la méfiance de l'opposition pour aller aux élections avec M. Martelly. En fait, le régime en place a peur des élections et ne veut pas prendre de risque de les organiser avec un CEP dont il n'a pas le plein contrôle. Un CEP équilibré, tel que réclamé et proposé par le Sénat ne ferait pas l'affaire du pouvoir exécutif. Parce qu'il n'est pas sûr de pouvoir tout gagner, l'équipe en place se montre de plus en plus réticent à réaliser les élections pour le renouvellement du personnel politique du pays.

Ne pas vouloir respecter les échéances électorales et constitutionnelles participe d'un projet anti-démocratique. Ce projet est en train d'être mis en œuvre lentement, mais certainement depuis trois ans. Assuré du soutien des pays qui se font passer pour les champions de la démocratie, Michel Martelly et son équipe sont confortables dans cette démarche. Il rêve de diriger le pays par décret, puisqu'il a déjà obtenu le soutien du département d'Etat américain en ce sens. D'ailleurs, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a informé lundi le Congrès américain qu'Haïti est en train de prendre des dispositions pour l'organisation d'élections libres et honnêtes. Selon une note de l'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince publiée par le bureau des Affaires publiques, John Kerry a certifié « qu'Haïti est en train de prendre des mesures en vue de l'organisation d'élections parlementaires libres et honnêtes, et de la constitution d'un nouveau

Suite à la page (14)

**DJ KOLE'M DOUCE "SINGERS & DANCERS"**

**WEDDINGS, COMMUNION, SWEET 16**  
**BAPTISM, BARBECUE PARTY**  
**FUNDRAISING PARTY, BABYSHOWER,**  
**BIRTHDAY, GRADUATION, ANNIVERSARY,**  
**BACKYARD PARTY.... APARTMENT PARTY**

**DJ KOLE'M DOUCE "SINGERS & DANCERS"**

**ON TOP OF THE WORLD**  
**TAKING KOMPAS TO HIGHER LEVEL**

**(646) 427-4509**  
**THE BEST SOUND IN TOWM**

**RINCHER**

**Translations**  
**Cheapest in Town**  
**Birth Certificate • Resume**  
**• Divorce/Marrriage Certificates**

Universal Book Store  
 Languages • Religious • Political  
 • History • Educational

Radio Optimum Mondiale  
 Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

**826 Rogers Avenue**  
**Brooklyn, NY 11226**  
**(718) 282-4033**

Email: rincherexpress@gmail.com

**LEARN A NEW LANGUAGE**  
**with RINCHER'S SYSTEM**

Spanish • English • French • Kreyòl

Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs  
 Price range:  
 only \$25 - \$35

Write, call, email, or visit:

**Universal Book Store**  
 (formerly Rincher's Book Store)  
 826 Rogers Avenue  
 Brooklyn, NY 11226  
**718.282.4033**  
 Email: rincherexpress@gmail.com

## Jacmel Businessman Claims Joseph Lambert, a Presidential Advisor, Tried to Have Him Killed

By Kim Ives

Jean Rony Philippe, a 44-year-old businessman and political activist from Haiti's southeastern city of Jacmel, was driving home from Port-au-Prince on Apr. 3, 2014 when he was ambushed, robbed, shot, and left for dead by a eight heavily armed men. The crime, he believes, was ordered by former Sen. Joseph Lambert, who is today one of President Michel Martelly's closest advisors.

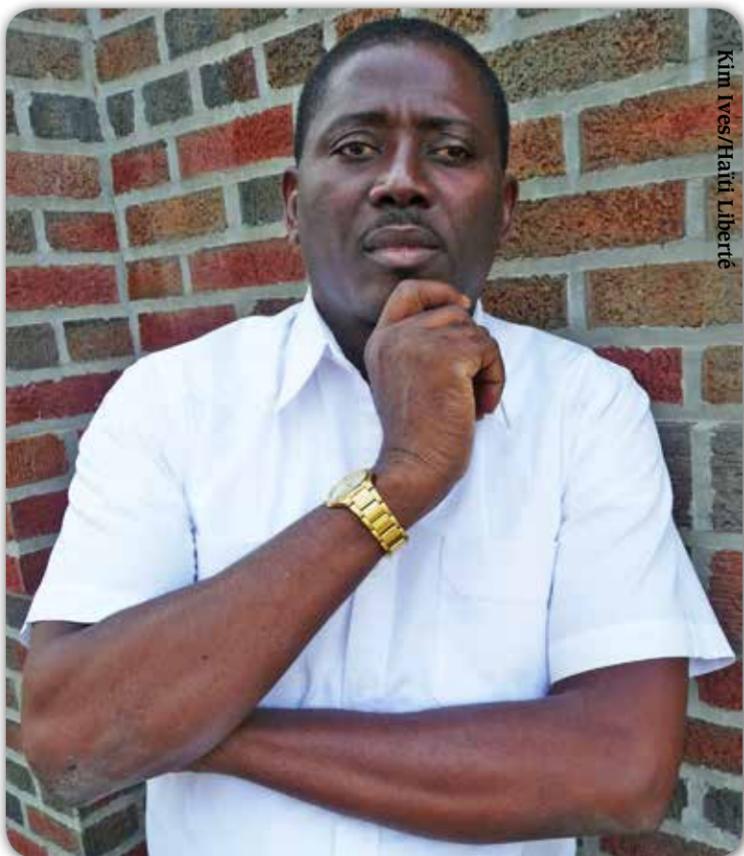
"My family and I have become a problem for [Joseph ] Lambert," Mr. Philippe said in a long interview with *Haiti Liberté*, in which he detailed the ambush and his long history of "political rivalry" with Mr. Lambert. "We are preventing him from controlling the [Southeast] department in its entirety, and I have been working hard to keep him from reigning as lord and master there. That is his problem with me."

Despite much talk, especially in the Southeast department, that he was behind the attempted assassination, Mr. Lambert has offered no comment on the attack, nor have his political allies, Sen. Edwin "Edo" Zenny and Sen. Wenceslas Lambert, his brother.

Mr. Philippe's charges come as restaurateur Woody "Sonson Lafamilia" Ethéard, another close Martelly associate, turned himself into the Haitian police on May 8 on charges of involvement in a kidnapping ring known as the "Galil Gang." Mr. Ethéard, who was on the run and in headlines for the past two months, is currently being held in a Croix-de-Bouquets jail alongside Clifford Brandt, another close Martelly associate who was arrested two years ago for heading another kidnapping ring but who has never been brought to trial.

Trained in Haitian universities as an agronomist, Mr. Philippe owns a supermarket and an electronics store in Jacmel and is the assistant treasurer of the Southeast department's Chamber of Commerce. He is also a political activist in the grassroots Organization of 22 (OG-22), which is close to the Lavalas Family party, and was the vice president of the Southeast's Departmental Election Office (BED) for the 2009 Senate elections and the first round of the 2010 Presidential elections.

Well-regarded in Jacmel, Mr. Philippe is local success story, having been born a peasant in nearby Belle



Jean Rony Philippe, a local Jacmel businessman, miraculously survived multiple bullet wounds in what he claims was a politically-motivated assassination attempt.

Anse, where his family is still influential.

As he drove home from the capital on the day of the attack, Mr. Philippe noticed a grey Toyota Rav4 SUV following him. Just before he reached the Port-au-Prince suburb of Mariani, the Rav4 blocked him. Almost immediately his car was surrounded "by eight men, all armed with brand-new 9mm guns."

After shooting him once, the assailants took 40,000 gourdes (US\$886), his phone, two rings, and a bracelet, but he was still negotiating for his life.

"At last I realized that they wanted to kill me no matter what," Mr. Philippe said. "Still very calmly, I told them, 'if you want other things, just ask me. But let me live! Here is the key to my car. Take it with everything in it.'"

The men mocked him and shot him again. "I was hit by many bullets

and finally, I fell down on the car seat, pretending to be dead," the victim said.

After the men fled the scene, Mr. Philippe, bleeding profusely, drove himself to a nearby Haitian police station, and the police took him to the nearby hospital of Doctors Without Borders. He was transferred to and operated on at the Canapé Vert hospital. He then traveled to Brooklyn, NY where he underwent more surgery at Kings County Hospital. He is now recuperating in New York City.

Joseph Lambert has long been accused and suspected of involvement in drug trafficking and other criminal activities in the Jacmel region.

In a May 12, 2006 secret diplomatic cable provided to *Haiti Liberté* by WikiLeaks in 2011, then U.S. Ambassador to Haiti Janet Sanderson wrote that Mr. Lambert was reported to be one "of the best-known narco-traffickers in [Jacmel], distributing money for favors

and engaging in vote buying... SIMO [U.S. Army's Systems Integration and Management Office] and DEA [Drug Enforcement Agency] Port-au-Prince report that information on file reflects that he is suspected of association with known drug traffickers in Jacmel."

In another secret Aug. 2, 2006 cable, Ms. Sanderson reported that Edmund Mulet, then the head of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), complained that "drug trafficking has become an increasingly alarming problem, which is difficult to combat, in part because of the drug ties within the Haitian Government. In this connection, he mentioned Senate leader Joseph Lambert and Security Commission Chair Youri Latortue," another former senator who is today another close Martelly advisor.

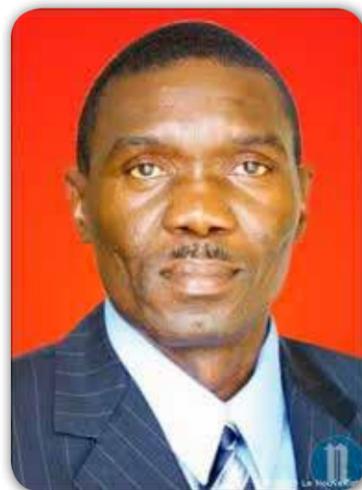
In 2013, a young Jacmel man, Sherlon Sanon, claimed to have worked for Mr. Lambert as a hired gunman for over 10 years and to have been instructed by him to kill Deputies Sorel Jacinthe and Levaillant Louis-Jeune. In his confession to police, Mr. Sanon claimed to have engaged in drug trafficking and murder for Mr. Lambert as well as Sen. Zenny.

Asked by *Haiti Liberté* what he knew about Mr. Sanon's charges, Mr. Philippe replied that he had "no elements to verify" the accusations but said that "one day the Haitian judicial system has to free itself from the claws of Joseph Lambert and of the government he belongs to if we want to shed light on certain cases in which he is implicated."

This may be difficult because, according to Mr. Philippe, "in Jacmel, for example, Lambert named the state prosecutor, the justice of the peace (juge de paix), and the investigating judge also. The local chief justice (doyen) is under his control. If Lambert controls the justice system to this extent, who is going to arrest him, even if he is accused or found guilty of whatever? He will be declared not guilty, and that's it."

Mr. Philippe explained he had once reluctantly visited Mr. Lambert, on his invitation, because his brother had been falsely arrested. One phone call from Mr. Lambert to the local judge resulted in his brother's immediate release from jail, he said.

"We need another governance, another Haiti," Mr. Philippe concluded. "We need men and women who choose



Presidential advisor and former senator Joseph Lambert has long been suspected of involvement in criminal activities in Jacmel, even by U.S. Embassy officials, as secret cables obtained by Wikileaks reveal.

to go to universities to learn and to create jobs in the country, not choose to become criminals, kidnappers, or drug traffickers."

**RUSH SERVICE**  
SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS  
TRANSLATIONS  
RESUME PREPARATION

**FAX SERVICE**  
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE  
DRIVERS  
BABYSITTERS  
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED  
FILED YEAR-AROUND

**K-EXPRESS**  
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE  
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY  
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM  
347-406-7823 / 718-284-3156  
FAX 347-529-2593

**LA DIFFERENCE**  
**AUTO SCHOOL**  
LEARN TO DRIVE

**La Différence Auto School**

836 Rogers Avenue  
(between Church Avenue  
& Erasmus Street)  
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

**Tel: 718-693-2817**  
**Cell: 917-407-8201**

**GREAT LEGACY**  
**AUTO SCHOOL**

"At Great Legacy We Convert  
Your Fears Into Confidence"

8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
(718) 676-4514  
(718) 942-4242

**Martine Dorestil, Owner**  
**Danny Dorestil, General Manager**

5 Hour Classes  
Defensive Course Saturday 9AM

**G.K. Multi-Services**

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume

MoneyGram  
DHL WORLDWIDE EXPRESS

GIROSOL  
nopin LONG DISTANCE

UNITransfer  
C.A.M.

(Guy & Vicky)

196-19 Jamaica Ave.  
Hollis, NY 11423

**718.217.6368**

**JETCO**  
**Shipping**

- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

**Etienne Victorin**

963 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226

Office: 718.856.2500  
Cell: 347.998.7112

Director: Florence Comeau

**Interlink Translation Services**

- \* Translations \* Interpreters
- \* Immigration Services
- \* Resumé \* Fax Send & Receive
- \* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

**Tel: 718-363-1585**

899 Franklin Avenue,  
Brooklyn, NY 11225

# LE CINGLÉ, LE DÉMAGOGUE ET L'EX-COLONEL DU KGB!

Par Edward S. Herman\*

*Le cinglé, c'est John Kerry, qui s'est complètement grillé à faire la navette avec empressement entre Washington et Tel-Aviv pour tenter de jeter au moins « les bases » d'un accord israélo-palestinien (susceptible de créditer de quelque progrès ses gesticulations d'honnête courtier), tout en dénonçant avec véhémence le Président du Venezuela, Nicolas Maduro, pour « la campagne de terreur qu'il mène contre son propre peuple », et en dénonçant bien évidemment les Russes pour leur « agression » contre un régime ukrainien, issu d'un coup d'État.*

Sa vibrante déclaration : « On ne peut tout simplement pas au XXIe siècle se comporter comme au XIXe et envahir un pays sur le dernier des faux prétextes », est un archétype d'argument Orwellien, et dans l'improbable hypothèse où son nom apparaîtrait un jour dans les livres d'histoire, il pourrait bien se réduire à cette unique phrase. Ce coup d'éclat a instantanément déclenché une explosion d'hilarité et de sarcasmes en tous genres parmi les médias dissidents. Quant aux autres, ils l'ont plutôt mis en sourdine et se sont bien sûr dispensés d'ironiser ou d'en ridiculiser l'auteur (c'est un peu ce qui s'était passé lorsque Madeleine Albright, interrogée à la télévision sur la mort de 500 000 enfants irakiens victimes des sanctions de destruction massive dont elle-même avait garanti le maintien, avait simplement rétorqué : « Vu l'enjeu, je pense que ça valait la peine ! »).

Evidemment, il est possible que Kerry n'ait sincèrement rien vu d'absurde dans sa déclaration, tout imprégné qu'il est des principes qui découlent de « l'exceptionnalisme » américain qui interdit l'usage de termes tels que « invasion », « agression » ou « droit international » en référence au gendarme du monde. Et là où on verra « un prétexte parfaitement fallacieux » lorsque c'est justement la Russie qui l'avance, on ne verra au plus qu'un re-



**Vladimir Poutine, il est d'ailleurs amusant qu'on le désigne régulièrement comme « l'ex-colonel du KGB**

grettable malentendu, d'ailleurs parfaitement excusable, lorsque c'est de nous qu'il s'agit. Après tout, même le New York Times, qui s'empressait de parler d'agression dans ses éditoriaux sur la Crimée (« L'agression russe », 2 mars 2014), n'aurait au grand jamais choisi un pareil terme au sujet de l'invasion/occupation de l'Irak. Et on ne trouve les termes « droit international » ou « Charte de l'ONU » dans aucun des éditoriaux du Times entre le 11 septembre 2001 et le 21 mars 2003 (Howard Friel and Richard Falk, *The Record of the Paper*, chap. 1).

Les propos du Président Obama étaient pour leur part à peine plus subtils, mais bien plus calculés, malhonnêtes, hypocrites, démagogiques et assez souvent absurdes, lorsqu'en Belgique, il s'est exprimé publiquement pour réfuter les accusations d'hypocrisie que le Président russe, Vladimir Poutine, avait brandies au sujet des dénonciations occidentales rejetant la validité du vote d'indépendance de la Crimée qui avait entraîné la réintégration de celle-ci à la Russie (« Remarques du Président à l'attention des jeunes européennes », Bruxelles, 23 mars 2014). Il est plutôt amusant de voir à quel point Obama peut déformer l'histoire comme bon lui semble, et en parti-

culier lorsqu'elle le concerne. Selon lui, en effet, nos pères fondateurs auraient inscrit dans « nos documents fondateurs » un magnifique concept selon lequel « tous les hommes – et femmes – ont été créés égaux ». C'est à croire qu'il a tout oublié de l'esclavage des nègres (la règle des trois cinquièmes notamment, inscrite dans la Constitution) (1), et du droit de vote des femmes, qu'elles n'ont finalement obtenu qu'au XXe siècle. Il parle de l'idéal d'une « information sans aucune censure » qui « offre aux gens la possibilité de prendre leurs propres décisions », lui justement qui a fait son possible pour qu'aucun flux d'information n'échappe à son contrôle et pour pénaliser davantage toute tentative de percer le bétonnage toujours plus massif du secret d'État, afin d'en dénoncer les crimes.

Obama s'indigne que certains puissent penser que les plus grandes nations peuvent imposer aux plus petites leur propre façon de voir – cette fameuse loi du plus fort, que nous rejetons totalement ». D'ailleurs, si les États-Unis ont un budget militaire astronomique et de plus de 800 bases militaires dans le monde entier, ce n'est bien sûr nullement pour imposer leurs vues, mais uniquement pour une ques-



**Le cinglé, c'est John Kerry et le démagogue, Barack Obama**



**Les États-Unis et l'OTAN sont finalement parvenus à faire de la Russie, qui était pratiquement un État client sous Yeltsine, un ennemi et même un « agresseur » à l'heure actuelle**

tion de sécurité nationale ! Et Obama de se dire « impressionné de voir la Russie remettre en cause des vérités qui, il y a à peine quelques semaines semblaient si évidentes... [notamment] l'importance du droit international ». Cette « petite phrase » là ne manque pas de culot, vu que certains représentants des États-Unis (Dean Acheson, Madeleine Albright, entre autres) ont déjà fait valoir très explicitement que, de leur point de vue, le droit international ne primait nullement sur les intérêts américains ; que le prédécesseur d'Obama, George W. Bush, en faisait fi comme d'une plaisanterie – « Le droit international ? Je ferais mieux d'appeler mon avocat, il ne m'a jamais parlé de ça ! » – ; et que ce qu'on constate en définitive, c'est que les États-Unis violent continuellement et même de plus en plus systématiquement le droit international, et notamment depuis Obama. En réalité, les violations du droit international sont incontestablement, avec l'apple pie [traditionnel gâteau aux pommes], la plus typique des spécialités américaines.

Poutine, évidemment, faisait clairement allusion à l'Irak, mais la réponse d'Obama est la suivante : « En fait, il est exact que la Guerre d'Irak a suscité d'intenses polémiques, pas seulement dans le monde entier mais aussi aux États-Unis. J'ai moi-même pris part à ce débat et je me suis opposé à notre intervention militaire dans ce pays. Mais même en Irak, l'Amérique s'est efforcée de rester dans les limites du droit international. Nous n'avons ni conquis ni annexé aucun territoire irakien. Nous ne nous sommes pas accaparés de leurs ressources. Au lieu de cela nous avons nous-mêmes mis fin à notre campagne et avons laissé l'Irak à ses habitants, entre les mains d'un État irakien pleinement souverain et réellement capable de décider de son propre avenir ».

On notera au passage l'argument ô combien risible qui lui permet d'élué la question du droit international, si crucial, s'agissant de l'attitude des Russes, mais qu'il escamote ostensiblement, s'agissant des États-Unis. Quant aux « intenses polémiques » soulevées par la Guerre du Golfe, non seulement on ne voit pas trop ce que cela change en matière de violations du droit international, mais en plus c'est vraiment des salades, vu qu'il a été clairement démontré que Bush et sa petite clique de conseillers avaient prémédité leur agression de l'Irak bien avant que le sujet ne s'inscrive dans le débat public, et qu'ils n'avaient choisi les « armes de destruction massive » comme excuse que parce qu'on pouvait en faire un cas de force majeure. C'était donc bien une agression, fondée sur un mensonge d'État et véritablement le pire des « faux prétextes ». Pour ce qui est de « rester dans les limites du droit international », la Charte des Nations Unies est le fondement même du droit international ; sans quoi, il n'a aucun sens. Or l'invasion de l'Irak en était une violation patente. Obama claironne que nous ne nous sommes pas accaparés les ressources du pays et que nous avons finalement retiré nos troupes, il oublie de rappeler que nous ne sommes partis qu'après des années de massacre et de destructions qui avaient elles-mêmes contribué à créer une résistance qui nous a bel et bien foutus dehors. Il ne précise pas non plus que notre violation majeure du droit international en Irak a notamment causé la mort de plus d'un million de personnes, jeté quatre millions de réfugiés sur les routes et laissé le pays à l'état de ruines. En comparaison, l'épouvantable annexion de la Crimée par les Russes n'a même pas fait une demi-douzaine de morts.

Obama se dispense aussi de rappeler que l'Irak n'est pas frontalier des États-Unis, loin de là, et que leur agression était une « guerre de choix

», reconnue comme telle et qui n'avait strictement rien à voir avec notre Sécurité nationale. Inversement, la Crimée est aux portes de la Russie [rattachée à la Russie dès le XVIIIe siècle. Elle n'est attribuée à la République Soviétique d'Ukraine qu'en 1954 dans le cadre d'un remembrement de l'URSS]. Sa population est russe. Culturellement et linguistiquement, la Crimée est en outre le siège de l'une des plus importantes bases de la Marine russe. Le coup d'État de Kiev, organisé grâce au soutien des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN, plaçait donc la Russie dans une réelle situation de menace. L'idée que la réaction des dirigeants russes, qui ne s'attendaient pas à ce coup d'État et au risque soudain d'annexion de certaines de leurs principales bases navales [Odessa et Sebastopol, en particulier], était une réaction légitimement défensive et une « guerre par nécessité » est donc parfaitement défendable.

Dans une telle perspective, le référendum organisé en Crimée et dont le scrutin s'est avéré très largement favorable à une partition de l'Ukraine et à une réintégration à la Russie apparaît donc comme une procédure relativement démocratique relevant du principe d'auto-détermination. Obama et compagnie y voient une violation de la souveraineté de l'Ukraine et une violation du droit international. On a donc ici deux principes apparemment en porte-à-faux : les États-Unis et leurs alliés choisissant celui qui sert au mieux leurs intérêts et la Russie choisissant l'autre. Mais, comme le fait remarquer Poutine, dans le cas de l'indépendance du Kosovo par rapport à la Serbie, les Puissances de l'OTAN soutenaient fermement les positions inverses, au nom du principe d'auto-détermination.

Obama tente bien de réfuter l'évocation du Kosovo par Poutine : « Mais l'OTAN n'est intervenue qu'après que la population du Kosovo avait été systématiquement persécutée et massacrée des années durant. Et le Kosovo ne s'est séparé de la Serbie qu'après qu'un référendum y a été organisé, non par hors des limites du droit international, mais en coopération avec les Nations Unies et avec les pays voisins du Kosovo. Rien de tel ne fut même proche de se produire en Crimée » explique-t-il. Sauf que l'OTAN n'est pas seulement « intervenue ». Elle a lancé une campagne de bombardements massifs qui violait ouvertement la Charte des Nations Unies et donc le droit international, auquel Obama se prétend si dévoué. Obama occulte ostensiblement le fait que pendant des années la CIA avait entraîné l'UCK [Armée de Libération du Kosovo], pourtant officiellement déclarée organisation terroriste par les autorités américaines. Les responsables de l'UCK étaient en outre parfaitement conscients que toute action susceptible de provoquer une réaction des forces serbes servirait leurs intérêts en justifiant à terme une intervention de l'OTAN. La veille du déclenchement des bombardements de l'OTAN, le mi-

nistre britannique de la Défense déclara devant le Parlement britannique que l'UCK avait probablement tué davantage de civils au Kosovo que les forces serbes elles-mêmes.

Obama ment aussi au sujet d'un prétendu référendum au Kosovo : il n'y a jamais eu de référendum pour l'indépendance du Kosovo ! Le 17 février 2008, le parlement kosovar très majoritairement albanais a simplement proclamé sa déclaration d'indépendance et pour les États-Unis et leurs plus proches alliés, qui aujourd'hui s'offusquent du référendum sur la Crimée. C'était largement suffisant. En outre, ce vote du parlement kosovar intervenait après que les bombardements de l'OTAN et les exactions albanaises avaient chassé du Kosovo la majorité de ses habitants serbes et rom. Pendant la guerre et l'occupation, les États-Unis ont aussi construit au Kosovo une base militaire monumentale sans l'accord de la Serbie et sans le moindre vote de la population kosovare ou serbe. Les bases russes de Crimée, elles, bénéficiaient de longue date d'un accord du gouvernement ukrainien [que l'Ukraine était sur le point d'annuler unilatéralement]. La Russie n'a absolument pas bombardé l'Ukraine comme prélude au référendum, lequel n'a d'ailleurs soulevé la contestation ni l'opposition d'aucune autorité locale. De sorte que, comme le dit si bien Obama, il n'y a effectivement rien de comparable entre ces deux situations.

Obama nous dépeint un Occident épris de liberté, avec l'OTAN pour vigilante sentinelle contenant bravement les forces obscures et néfastes de l'autre côté du rideau de fer. « Les États-Unis et l'OTAN ne cherchent pas la confrontation avec la Russie [continue Obama] Depuis la fin de la Guerre froide nous avons travaillé de concert avec la Russie, une administration après l'autre, afin de construire des liens de culture, de commerce et de communauté internationale ». Et de vitupérer que la Russie doit se comporter comme une puissance « responsable ». « Ce n'est pas parce que la Russie est historiquement intimement liée à l'Ukraine qu'elle peut se permettre de lui dicter son avenir. Concernant le principe fondamental dont il s'agit ici, à savoir la capacité des nations et des peuples à décider pour eux-mêmes et par eux-mêmes, on ne peut pas refaire l'histoire. Ce n'est pas l'Amérique qui a rempli la place Maidan de manifestants ; ce sont les Ukrainiens eux-mêmes. Aucune force étrangère n'a contraint les citoyens de Tunis et de Tripoli à se soulever, ils l'ont fait d'eux-mêmes ».

Encore une fois, Obama néglige de préciser que depuis la fin de la Guerre froide l'OTAN a continuellement œuvré – en totale violation du serment prêté par les autorités américaines de ne pas avancer d'un centimètre vers les frontières de la Russie – à encercler la Russie, à empiéter sur ses frontières et à soutenir à ses portes des régimes

*Suite à la page (15)*

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up. Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up

# FIND A WHOLE LOT OF SAVINGS & SELECTION AT MAJOR WORLD!

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY!~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING! NO CREDIT NO PROBLEM!

**2013 CHEVY MALIBU**



**\$99** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 1382, 3k mi.

BUY FOR:

**2012 TOYOTA COROLLA s**



**\$103** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 84301, 35k mi.

BUY FOR:

**2012 HONDA ACCORD LX**



**\$115** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 82471, 32k mi.

BUY FOR:

**CARS STARTING AS LOW AS \$2,995!**

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	\$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	\$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	\$2,995
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	\$3,995
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	\$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	\$4,995
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	\$5,995
2008	Volkswagen Jetta, 31k	52550	\$5,995
2006	Mercedes C280, 120k	4641	\$6,995
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	\$6,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	\$7,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	\$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	\$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	\$8,995

**2011 HONDA PILOT EX**



**\$199** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 5210, 23k mi.

BUY FOR:

**'11 HYUNDAI SONATA**

Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 32k miles, Stk#1616



**\$8,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'10 TOYOTA RAV4 4WD**

Auto, 6 cyl, A/C, p/opts, 16k miles, Stk#73241



**\$9,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'12 TOYOTA CAMRY**

Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619



**\$10,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'12 HONDA CIVIC**

Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 31k miles, Stk#5650



**\$10,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'12 CHEVY CAMARO**

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 42k miles, Stk#1196



**\$14,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'11 TOYOTA SIENNA**

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236



**\$14,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**'12 NISSAN PATHFINDER**

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422



**\$17,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**2011 MERCEDES C300^**

Stk# 68924, 13k mi.



**\$18,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**2011 MERCEDES ML-350**

Stk# 5589, 25k mi.



**\$25,995** PLUS TAX & TAGS

BUY FOR:

**PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!^^**

## CLIP IT. BRING IT. CASH IN!

UP TO **\$3,000**

• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE • ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT\*

Authorized Signature Required, General Manager

Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

### MANAGER SPECIALS

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2010	Toyota Camry, 34k	1013	\$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	\$9,495
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	\$9,995
2009	Nissan Murano, 45k	73621	\$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	\$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	\$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	\$13,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2012	Volkswagen Passat, 22k	4362	\$13,995
2011	Ford Edge, 51k	82896	\$16,995
2012	Nissan Maxima, 20k	3788	\$18,995
2010	Infiniti G37, 28k	70898	\$18,995
2007	Lexus ES350, 34k	2242	\$19,995
2011	Acura MDX, 48k	1321	\$23,459
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	\$31,995

**Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!**

**MAJORWORLD.COM**  
**1-888-396-2567** 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

**TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!\*\*\***



Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. \*Voucher available on vehicle purchase of \$10,000 or more. ^slight h2o damage. \*\*Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. ^^Available with purchase, while supplies last. Some exclusions may apply, see dealer for details. Offers cannot be combined. \$Will match maximum refund up to \$3,000, must show proof of tax return. NYC DCA#200342, DMV#711789.

## Crime à Odessa

Par Thierry Meyssan

Que s'est-il vraiment passé dans la Maison des syndicats d'Odessa, le 2 mai 2014 ? Pour les nouvelles autorités de Kiev, un affrontement entre anti et pro-Russes a dégénéré et 38 personnes sont mortes dans un incendie. Mais les images disponibles (photos et vidéos) laissent entendre une toute autre histoire.

Selon les agences de presse des États membres de l'Otan, des supporters du Metalist (pro-Kiev) et d'autres du Tchornomorets (pro-Russes) se sont affrontés en marge d'un match du championnat national de football, le vendredi 2 mai 2014, à Odessa. Les partisans du Tchornomorets se sont repliés dans la Maison des syndicats d'où certains d'entre eux auraient tiré sur ceux du Metalist. En définitive, un incendie, probablement déclenché par l'usage des deux camps de cocktails Molotov, a ravagé l'immeuble, faisant une quarantaine de morts [1].

Immédiatement, Moscou a déconnecté le match de football de l'incendie de la Maison des syndicats. Le ministère des Affaires étrangères a vivement dénoncé la responsabilité des autorités de Kiev et de Pravy Sektor, sans pour autant contester le bilan humain officiel [2].

Il n'y a aucune image d'affrontement entre supporters de Metalist et de Tchornomorets, ni de la fuite de ces derniers dans la Maison des syndicats. Dans le reportage précédent d'Euronews, on ne voit que les pro-Kiev caillassant la police.

Cependant, la version occidentale est contestée depuis. Selon certains sites ukrainiens, si des hooligans favorables aux putschistes de Kiev ont bien affronté les forces de l'ordre en marge du match et ont bien tabassé des fédéralistes, il n'y a pas eu de bataille rangée entre les deux groupes.

La Maison des syndicats était le quartier général des fédéralistes depuis plusieurs semaines. En fin de journée, les partisans des putschistes de Kiev l'ont attaquée. Après avoir brûlé des tentes sur la place, ils ont assiégé la

Maison et ont, durant une vingtaine de minutes, lancé des cocktails Molotov sur la façade.

En définitive un incendie s'est déclaré à deux endroits différents du bâtiment, au rez-de-chaussée et au second étage. La fumée ne s'est propagée aux étages supérieurs que dans les cages d'escalier.

La foule était partagée entre ceux qui voulaient porter secours aux gens prisonniers à l'intérieur et la majorité qui jubilait. Certains filmaient leur mort comme un triomphe. Des gens sont tombés des étages supérieurs qui n'étaient pas en feu. Les pompiers ont fini par intervenir.

Lorsque les hooligans sont entrés dans le bâtiment, après l'intervention des pompiers, ils se sont heurtés à toutes sortes de portes closes qu'ils ont dû forcer. Ils ont alors découvert des cadavres. Ils ont eux-mêmes filmé leur découverte.

Les photos prises par les hooligans montrent des corps de personnes intoxiquées par les fumées, donc sans traces de brûlures. Mais la plupart des corps sont brûlés uniquement au visage et aux mains. Souvent d'autres parties des corps et des vêtements sont intactes, et il n'y a pas de trace d'incendie dans la pièce. Certains corps avaient été traînés sur le sol.

Tout laisse à penser qu'une équipe de tueurs les a exécutés à l'intérieur du bâtiment pendant que d'autres parties de la Maison brûlaient. Puis le crime semble avoir été maquillé en brûlant à l'essence les parties blessées.

Cette version semble corroborée par le fait qu'à l'entrée des hooligans, plusieurs pièces avaient déjà été mises à sac.

### Notes

[1] Voir par exemple : « À l'origine, la vengeance de supporters de football », AFP, 4 mai 2014.

[2] « Заявление МИД России о трагических событиях в Одессе », communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, 2 mai 2014, 23h57

Réseau Voltaire 6 mai 2014

## Le Ministre de l'Intérieur du Venezuela détaille l'implication de l'étranger dans la "campagne de déstabilisation"

Par Ewan Robertson

Le Ministre de la Justice et de l'Intérieur du Venezuela, Miguel Rodríguez Torres, a divulgué des informations sur un plan supposé à déstabiliser le pays, détaillant l'implication de l'étranger dans les barricades récentes de l'opposition.

Des secteurs de l'opposition vénézuélienne, les anciens présidents colombien et mexicain Alvaro Uribe et Vicente Fox, le Département d'État des États-Unis et d'autres institutions ont tous été accusés d'être impliqués dans l'élaboration d'une stratégie de déstabilisation interne.

D'après Rodriguez, des membres de l'opposition vénézuélienne se sont rencontrés au Mexique en 2010 pour concevoir une stratégie pour renverser le gouvernement d'Hugo Chavez. A cette rencontre, le politicien vénézuélien de droite Leopoldo Lopez a été élu pour mener les actions de déstabilisation, a avancé Rodriguez.



**Miguel Rodríguez Torres est Ministre de l'Intérieur et de la Justice de la République Bolivarienne du Venezuela**

Les actions urbaines avaient été employées par les groupes de jeunes opposants du JAVU, du Mouvement 13 et d'Opération Liberté, qui ont utilisé des « grèves de la faim ». *Suite à la page (16)*

## Un échange de prisonniers pour pacifier les relations entre Cuba et les États-Unis

Par Salim Lamrani

Alan Gross, agent étasunien, purge une peine de quinze ans de prison à Cuba depuis 2009 pour avoir fourni une aide matérielle à l'opposition cubaine. D'un autre côté, trois agents cubains sont incarcérés aux États-Unis depuis 1998. Il existe la possibilité d'un échange de prisonniers et le cas de Gerardo Hernández, l'un des trois Cubains, condamné à deux peines de prison à vie, se prêterait tout particulièrement à un accord humanitaire. En voici les raisons en 25 points.

1. Durant les années 1990, suite à la chute de l'Union soviétique, le secteur radical de l'exil cubain basé en Floride a multiplié les attentats terroristes contre Cuba, ciblant notamment l'industrie touristique – secteur vital pour la fragile économie cubaine. Ces attentats à la bombe ont fait des dizaines de victimes. Face à l'impunité dont jouissent ces groupuscules violents auprès des autorités étasuniennes, le gouvernement de La Havane a décidé d'envoyer plusieurs agents aux États-Unis afin d'infiltrer ces organisations criminelles et d'empêcher la réalisation d'actes potentiellement meurtriers.

2. En juin 1998, après avoir réuni les preuves concernant les activités terroristes de 64 exilés vivant en Floride, le gouvernement cubain a invité à La Havane deux officiers du FBI pour leur remettre le dossier. Au lieu de procéder à l'arrestation des responsables des actes criminels, le FBI a décidé d'arrêter les cinq agents des services de renseignements infiltrés. Il s'agit de René González Schweret, Ramón Labañino Salazar, Fernando González Llort, Antonio Guerrero Rodríguez et Gerardo



Les 5 héros cubains

Hernández Nordelo.

3. Suite à un procès dénoncé par de nombreuses institutions juridiques pour ses nombreuses irrégularités, les cinq Cubains ont gagné le procès en appel auprès d'un panel de trois juges de la Cour d'Atlanta. Le Tribunal a estimé qu'ils n'ont pas eu un procès équitable. Mais, à son tour, le gouvernement des États-Unis a interjeté appel et les Cinq ont finalement été condamnés à un total de quatre peines de prison à vie, assorties d'une peine de 77 ans. Le 13 octobre 2009, le Tribunal de Floride, contraint par la Cour d'Appel d'Atlanta de modifier les peines de prison pour 3 des 5 prévenus, a revu les sentences. Ainsi, la peine d'Antonio Guerrero est passée de la prison à vie plus 10 ans à 21 ans et 10 mois, plus 5 ans de liberté surveillée. Le 8 décembre 2009, Fernando González a vu sa peine passer de 19 ans à 17 ans et 9 mois. Quant à Ramón Labañino, sa condamnation à une peine de prison à vie doublée de 18 ans a été abaissée à 30 ans de



L'agent étasunien, Alan Gross

prison. René González et Fernando González ont été libérés après avoir purgé l'intégralité de leur peine.

4. Gerardo Hernández a été condamné à deux peines de prison à vie plus 15 ans de réclusion pour conspiration en vue de commettre un quadruple meurtre. Il lui est reproché *Suite à la page (16)*

## Le gangster qui a acheté les Républicains états-uniens

Par F. William Engdahl

Une procédure judiciaire a été ouverte à l'encontre de Sheldon Adelson, le principal donateur des campagnes électorales pro-israéliennes aux États-Unis. Le riche homme d'affaire, qui s'est payé les principaux parlementaires républicains, est accusé de blanchir l'argent du crime organisé.

Depuis que George W. Bush est entré à la Maison-Blanche, en 2001, la politique étrangère des États-Unis s'est complètement transformée. Dans les 13 dernières années environ, les principaux Républicains, qui représentaient une minorité de blocage au Congrès, et quelquefois une majorité, contre des initiatives politiques importantes du président démocrate Barack Obama, ont été littéralement achetés par un gangster qui se vante ouvertement de ses largesses financières. Son nom est Sheldon Adelson, et quasiment personne n'a entendu parler de lui en dehors de Washington. Pourtant, la revue Forbes le met au troisième rang des plus riches états-uniens, un multimilliardaire dont la fortune est estimée à la somme vertigineuse de 37 milliards de dollars (soit 27 milliards d'euros).

Dans le contexte de la procédure « Citizens United contre Federal Election Commission », la majorité très conservatrice de la Cour suprême a court-circuité, en janvier 2010, une loi presque centenaire qui limitait les sommes consacrées par les grandes entreprises et les personnes privées à accroître leur influence politique. La



L'homme d'affaire douteux Sheldon Adelson et Shimon Peres, président du seul État off shore.

Cour suprême a ainsi offert aux grands mécènes la liberté de soutiens financiers pratiquement illimités.

Parmi ceux qui ont fait usage des possibilités offertes par cette décision, on trouve Sheldon Adelson. Il commença par donner plusieurs millions de dollars pour le financement de la campagne présidentielle de l'ex-sénateur pro-israélien et sympathisant de droite Newt Gingrich. Après cet échec, on estime à 80 millions, sinon plus, son soutien à Mitt Romney, un candidat qui fait la carapette devant Benyamin Netanyahu et a appelé à entrer en guerre contre l'Iran — une idée fixe d'Adelson, qui réclamait encore récemment que l'on bombarde nucléairement l'Iran—.

Lors d'une rencontre avec des organisations juives à New York, juste après les élections de 2012, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Ol-

mert a accusé Benyamin Netanyahu de s'immiscer ouvertement en faveur du candidat républicain Mitt Romney, et ce à la fois à titre personnel et à travers son promoteur financier, Sheldon Adelson.

### Les relations entre Adelson et Netanyahu

Adelson, né à Boston, est issu d'une famille juive et détient à la fois un passeport des États-Unis et un autre israélien. Il fait partie des amis les plus proches et des soutiens financiers les plus importants du Premier ministre Bibi Netanyahu. Tout semble prouver qu'Adelson représente le lien entre le « crime organisé », le Likoud (le parti de Netanyahu), et le contrôle de la politique de Washington, que ce soit par un financement direct *Suite à la page (16)*

de gré ou de force, en une masse compacte de travailleurs dociles. » (Jean CASIMIR, Haïti et ses élites. L'interminable dialogue de sourds, Presses universitaires d'Haïti, 2009, p. 192).

Ces captifs, ici ce sont les habitants de l'île à Vache, qui sont soumis à une violence aveugle et brute administrée par les corps répressifs, justice et police, chargés d'assurer le dressage de ces nouveaux « esclaves ». En supposant que les plantations de vivres alimentaires céderaient leur place à des marinas, des plages paradisiaques, l'aube du bonheur poindra dans les esprits naïfs et crédules. Elle est comme cette promesse

des politiques fallacieuses, ce moment désuet où le faible nourrit les appétits brutaux des riches. S'imposera le temps des villages enclavés, « apartheidisés », où des barbelés arracheront les paysans de leur liberté pour les fixer dans des bicoques, dignes de la compassion du président de la République qui commercialise les droits des souffrants. S'immortalisera le temps des déracinés et des gueux, des déshérités et des humiliés poignantardant de leurs regards hagards et craintifs les touristes riches-simes qui leur jetteront leurs restes dans les décharges publiques, comme on jette des os aux chiens affamés. De son côté,

Ethéart coulera des jours heureux, bénéficiant de la complicité de son ami président derrière des barreaux-rien ne permet d'y croire- pour rendre compte à ses officines. Donc, ce président de la République est reprochable d'avoir affaibli la fonction, de l'avoir rabaisée au rang de cet oxymore dont il l'affuble « Etat bandit -légal ». L'attitude du président de la République, attendant que la justice fasse son travail, c'est-à-dire en remontant, expliquant les ramifications du banditisme, dans un Etat de droit doit être élucidée.

Matulnes, le faible ? Ethéart, le puissant ? Le traitement de ces deux

inculpés est un baromètre de l'Etat de droit en Haïti. L'Etat en Haïti sous Martelly est soumis non pas au droit mais à l'interférence brutale de l'Exécutif dans les décisions judiciaires et aux services des appétits brutaux des crocodiles préemptant les terres des paysans, en violation de la loi.

Cette différence de traitement rejoint les propos de Nietzsche dans « Généalogie de la morale » : « Les misérables seuls sont les bons, tandis que vous les nobles et les puissants, vous êtes de toute éternité les cruels, les lubriques, les insatiables... ». Il est juste que dans un Etat de droit, c'est la règle

de droit qui s'impose, et quelles que soient les relations d'un justiciable avec le pouvoir politique, le juge doit cacher ses pulsions politiques pour privilégier le droit. Dans un cas, l'incarnation du bien qui inonde la vertu-le cas de Matulnes-, et dans l'autre le mal et le droit qui le sanctionnent (le cas Ethéart). Ici, le justiciable attend la libération de Matulnes ; là, la sanction doit être sévère. Les partisans de l'Etat de droit y trouveront leur compte, sachant que l'Etat de droit s'oppose aux atteintes à la présomption d'innocence.

Jacques NESI

Suite de la page (7) Accord El Rancho: Complot contre la Nation haïtienne

kaletè de Martelly-Lamothe dont la stratégie de gouvernance repose largement sur la corruption, la propagande mensongère et l'immoralité.

Dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 mai dernier, le sénateur de l'OPL, Andris Riché a passé des heures à comploter contre l'intérêt supérieur de la Nation. Par contre, son collègue de l'OPL, Fran-

çois Annick Joseph dénonce, de son côté un complot de la Communauté Internationale qui vise à réduire le pouvoir du Parlement haïtien pour mieux faire passer son projet de changer le régime politique dicté par la Constitution de 1987. Il dénonce également les visées de l'Internationale de vouloir faire mainmise sur les ressources minières du

pays. Selon lui un projet de changement de la constitution élaboré par des universitaires étrangers est déjà disponible dans une ambassade en Haïti. On attend un moment opportun pour l'acheminer au Parlement par l'intermédiaire des esclaves mentaux qui se mettent au service des nouveaux colons.

Dans le contexte de turbulence

politique et de soumission du pouvoir exécutif, un groupe de 6 sénateurs et de partis politiques de l'Opposition n'entendent pas céder sous la pression de l'Internationale. Ils réclament l'application des prescrits de la Constitution de 1987 et non l'Accord El Rancho pour la réalisation des élections, si le cas y échet. Ils appellent à la mobilisation générale

pour faire échec à ce complot fomenté de toutes pièces par les puissances impérialistes et exécuté par les laquais locaux, les *restavèk* des nouveaux colons contre les intérêts supérieurs de la Nation. Dans cette perspective les partis de l'opposition devraient adopter une position commune contre la formation dudit CEP. C'est impératif pour la nation.

## Joseph Lambert a-t-il essayé de faire assassiner Jean Rony Philippe ?

Suite de la page (4)

l'équipe des Lambert dans le département. En plus, je suis un homme public. J'ai créé au moins 20 emplois actifs dont la population a bénéficié, c'est-à-dire que j'ai employé 20 personnes. En ce sens, je suis en train d'aider mon pays ; les autorités du département devraient être soucieuses de ma vie, de ma sécurité. Si la presse annonce que j'ai été agressé, que j'ai failli même mourir, cela devrait les alerter. Le département n'a pas de député, mais il y a des magistrats, un délégué départemental Pierre-Michel Lafontant et un vice-délégué de l'arrondissement, Elson ; ils étaient en devoir d'entreprendre quelque action. Mais à la vérité, ils n'ont rien dit de ce grave incident. N'en parlons pas pour les sénateurs Edo Zenny et Wencesclass Lambert. Ils sont restés muets à ce sujet. Ils n'ont pas contacté ma famille ni fait aucune déclaration pour condamner ce qui s'était passé ou pour m'envoyer leurs sympathies.

Alors que la nouvelle circulait à tous les niveaux, la population a même réagi en disant que ce sont les Lambert qui m'ont frappé. Avoir entendu une telle rumeur, au moins, même par fair-play, ils auraient fait une déclaration de principe pour condamner cette forfaiture ; mais cela n'a pas été le cas. Les autorités locales peuvent avoir un problème politique avec moi ; mais n'empêche quand c'est un entrepreneur connu de tout le département qui est frappé, ça devrait indigner tous les citoyens particulièrement les autorités. Qui pis est, ils font partie d'un gouvernement qui crie à tort et à travers que « le pays est ouvert aux affaires ».

Il est bien compréhensible que l'État ne puisse pas employer tout le monde. Il devrait toutefois créer des conditions pour que les gens puissent venir investir et à partir de ces investissements créer des emplois. Vous sollicitez des étrangers à venir investir ici ; alors qu'aux fils du pays qui investissent dans le département, vous n'accordez aucune importance. En fait, si vous n'êtes pas l'auteur du coup, et qu'il vous arrive d'entendre qu'un acte aussi crapuleux vient d'être commis sur un fils du département, le fait de garder le silence là-dessus est plus que révélateur.

Ils me connaissent tous. Ils auraient entendu que j'ai été attaqué à Port-au-Prince par des hommes armés, qu'on a tiré sur moi et qu'on pensait même que j'étais mort. Je m'attendrais à ce que ces autorités départementales qui sont les représentants de l'exécutif directement dans le Département, prennent leur responsabilité. Pas précisément en ma faveur mais plutôt contre l'agression. Mais rien de tout cela.

A ce que je sache, le seul officiel qui ait, non seulement opiné sur l'acte, mais qui l'a lui-même condamné, a été le président de la Chambre de commerce M. Fitho Marc. Lui seul a eu une

position publique dans le département pour condamner cet acte de barbarie.

**Haiti Liberté : Dans le concret qu'est-ce qui vous a poussé à conclure catégoriquement que Joseph Lambert serait l'auteur intellectuel de l'agression ?**

**Jean Rony Philippe :** Parce que j'ai avec lui une histoire de rivalité politique. La septième section communale d'où je viens, c'est ma famille qui la contrôle. Lambert lui-même avait besoin de prendre le contrôle de la section. J'avais un de mes frères qui était juge de paix dans cette section. Joseph Lambert a décidé le transférer, pour prendre contrôle de la section communale. Nous avons résisté à ce transfert. Mon frère Luthès Philippe a préféré laisser le poste complètement au lieu de se soumettre aux ordres de transfert de Lambert. Pendant que Lambert cherche à me neutraliser sur la 7<sup>ème</sup> section communale de Belle-Anse (Mapou) ; moi, je me renforçais dans le département, parce que politiquement, je connais assez bien tous les rouages du département, du fait que j'étais vice-président du Bureau Electoral Départemental (BED), quand en fait, le vice-président du BED est responsable de toutes les opérations électorales du département. A ce compte, je travaillais avec 10 Bureaux Electoraux Communaux (BEC) dans les 10 communes du département. Ces jeunes du BEC, sont des femmes et des garçons dynamiques, des jeunes avec lesquels nous avons encore une histoire politique très active dans tout le département et je m'organais ainsi.

En somme, ma famille et moi sommes devenus gênants pour Lambert. Nous l'empêchons de contrôler le département dans son entier et je m'organise définitivement en ce sens afin de l'empêcher de régner en maître et seigneur et c'est son problème avec moi.

Quelles que soient les conditions, Joseph Lambert est obligé de faire tout ce qui est possible pour devenir à nouveau Sénateur de la République, sinon à rester proche de n'importe quel pouvoir. S'il n'est pas sénateur ou quel que chose d'autre. Le jour où il lui arrivera de n'être proche d'aucun pouvoir, il sera bien mal pris ; les choses ne seront plus sous son contrôle et il aura des comptes à rendre.

**Haiti Liberté : Est-ce que vous connaissez réellement Joseph Lambert. Avez-vous eu des rapports avec lui dans le passé ?**

**Jean Rony Philippe :** C'est un homme que je connais très bien. Avant de devenir vice président de BED, dans les élections sénatoriales de 2006, je faisais partie d'une même équipe que lui dans une campagne électorale. J'avais un bon ami à moi qui s'appelait Ricard Pierre, originaire de Thiotte, une des communes de Belle-Anse et qui était candidat au Sénat. Au second tour, il y avait 6 candidats ; Joseph

Lambert, Féquière Mathurin et Frantz Large pour Lespwa. En face d'eux, il y avait Ricard Pierre de l'OPL, Annibal Coffy de Fusion et une Indépendante qui n'était autre qu'une infirmière du nom de Méranie Charles. Il y avait une alliance non-formelle entre Ricard et Lambert, au second tour, afin qu'ils s'entraîdèrent l'un l'autre dans le Département, vu qu'aucun candidat au sénatorial ne pouvait être élu sans gagner à Belle-Anse. A ce moment là, il avait besoin de nous autant que nous comptions sur lui également au bas du Département qu'il contrôlait. Ainsi nous travaillions ensemble et nous nous sommes rencontrés à différentes occasions pour discuter au cours de cette alliance conjoncturelle. C'est pour vous dire que je connais l'homme comme le fonds de ma poche.

**Haiti Liberté : Y avait-t-il un conflit ouvert entre vous et lui ?**

**Jean Rony Philippe :** Bien sûr, vu que l'arrondissement de Belle-Anse est la capitale politique du Département du Sud-est ; théoriquement, c'est Jacmel qui en est la capitale, considéré comme le chef lieu du Département ; mais en termes de résultat pour les élections, que ce soit pour les sénatoriales ou la présidence, Belle-Anse est un atout majeur.

Le conflit vient de la bataille qu'il menait pour contrôler Belle-Anse face à ma résistance active pour l'en empêcher de toute manière. Depuis, la fin du régime Duvalériste, personne n'a jamais gagné une élection à Belle-Anse s'il ne gagne pas Mapou. C'est dans ce sens qu'il avait voulu isoler mon frère, le juge de paix du tribunal de la zone à dessein de contrôler politiquement la section communale.

Le jour qu'il avait fait venir un doyen pour transférer mon frère le juge Luthès Philippe, le doyen n'avait aucun papier légal entre ses mains, autre que la force. Il est venu juste parce que c'est Lambert qui l'avait envoyé. Certes, nous avons empêché le doyen de Lambert d'installer un autre juge à la place de mon frère. Ensuite, pour harasser la famille et nous montrer ses tentacules répressifs, il a fait arrêter mon petit frère, l'agronome John Fegens Philippe, par le doyen du tribunal Civil de Jacmel Robert Cadet. Un acte illégal parce que le doyen n'avait pas les qualités requises pour arrêter quelqu'un ; mais il a utilisé son chauffeur pour commettre la forfaiture. En conséquence, nous avons mobilisé tout le monde à ce sujet et nous avons fait beaucoup de bruit sur les ondes pour dénoncer cet acte.

Dans la soirée, Lambert m'a fait appeler par un ami commun pour me dire qu'il n'était pas impliqué et qu'il pourrait m'aider. J'ai refusé d'aller le voir. Il y avait un de ses disciples qui servait d'intermédiaire et qui négociait avec moi, afin de me porter à le visiter. J'ai encore refusé catégoriquement jusqu'à ce qu'un ami commun m'ait conseillé : votre frère ne peut pas

Suite de la page (4)



Le même jour, le numéro 1 du gang de kidnappeurs, dénommé « Gang Galil », Woody Ethéart alias Sonson La Familia a décidé de se rendre à la justice

La veille, le chef de gang Sonson La Familia avait dénoncé le Premier ministre Laurent Lamothe qui l'aurait livré à la justice et en a profité pour faire allusion à une quelconque rivalité sourde entre Lamothe et Martelly. Il a confirmé qu'il est un employé du ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales à titre de responsable des relations avec des bases.

De l'avis de maints observateurs, la tentative d'assassinat sur la personne du sénateur en fonction, Moïse

dormir en prison. Il ne vous coûte rien d'aller voir Lambert pour lui parler ; surtout s'il insiste à vous montrer qu'il n'est pas impliqué dans son arrestation. Et l'ami de continuer « Vous savez déjà que c'est lui qui a ordonné l'arrestation. Puisqu'il aimerait vous rencontrer pour se dédouaner, recontactez le, juste pour sortir votre frère de la prison. Après cela vous continuerez votre bataille avec lui comme à l'accoutumée »

Pour l'histoire, ce fut le chauffeur du doyen du tribunal civil qui était venu avec la voiture enlever mon frère. Ce fut un acte de terroriste, de kidnapping politique, vu que John Fegens ne portait pas d'armes, et qu'il ne participait à aucune action louche. L'enlever dans les rues comme ça, sans aucun mandat pour le bourrer dans la voiture du doyen est un acte de terroriste ; d'autant que au cours de route, à l'intérieur de la voiture, mon frère a entendu une conversation entre le doyen Me Robert Cadet et quelqu'un d'autre qu'il a identifié clairement comme Joseph Lambert.

Finalement vers les onze heures du soir, j'ai accepté de le rencontrer. Mais, j'avais bien dit que je n'avais pas de voiture, une façon pour ne pas y aller. Il envoya sa propre voiture me chercher. Ainsi je me rendis chez lui, je m'asséyais et lui parlai jusqu'à minuit. Et vers minuit 15, il a appelé le Doyen du tribunal Civil de Jacmel, Me Robert Cadet. Il l'a mis sur speaker de façon que je puisse entendre leur conversation.

Le doyen a montré sa platitude envers l'homme fort du Sud-est, en disant : tout ce que je peux faire, je le

ferai pour vous remettre au sénat. Tout ce que je peux faire, mon chef, pour te faire sénateur à 10 h du matin, je le ferai. Et puis, il a dit à Robert Cadet « je crois qu'il serait mieux de libérer le prévenu, parce que vous savez que la langue et les dents sont toujours en conflit ; tout comme un chien ne peut pas mordre son enfant jusqu'aux os. Il nous faut créer une façon pour libérer l'agronome John Fegens Philippe »

A vos ordres, mon sénateur lui répondit le Doyen !

Lambert lui demanda comment il allait s'y prendre? Je vous appellerai dans 5 minutes lui répondit le Doyen !

Effectivement, il rappela Lambert pas plus que 5 minutes après pour lui dire : Sénateur «tout bagay korèk » ! J'ai appelé le juge de paix de Belle-Anse, il va relâcher le citoyen.

Ainsi à minuit 36, le juge de paix a ouvert la porte de la prison pour libérer une personne qu'il avait accusée « d'association de malfaiteurs ». A minuit 36, mon frère a été libéré.

**Haiti Liberté : Etiez vous au courant des déclarations de Shelson Sanon contre Joseph Lambert et Edo Zenny ?**

**Jean Rony Philippe :** Il y a toujours des gros dossiers concernant Joseph Lambert. C'est un individu très intelligent qui sait comment manoeuvrier pour sortir dans toute impasse. Il se faufile dans n'importe quel gouvernement pour se mettre à couvert, de sorte qu'il bénéficie des faveurs, au lieu de la disgrâce afin qu'il ait les pleins pouvoirs de faire tout ce que bon

Suite à la page (14)

# Au bord du précipice

Par Noam CHOMSKY

*Quand j'entends l'expression « au bord du précipice », l'image qui me vient ce sont les fameux lemmings avançant résolument vers le bord de la falaise.*

Pour la première fois de l'histoire, les humains sont sur le point de détruire les perspectives d'une existence décente, ainsi que la plupart du vivant. Le taux d'extinction des espèces est aujourd'hui aussi élevé qu'il y a 65 millions d'années, lorsque qu'une catastrophe majeure, probablement un astéroïde géant, mis fin à l'ère des dinosaures, ouvrant la voie à la prolifération des mammifères. La différence c'est qu'aujourd'hui, l'astéroïde c'est nous, et la voie que nous ouvrirons permettra probablement aux bactéries et aux insectes de proliférer.

Les géologues divisent l'histoire de la planète en ères de stabilité relative. Le pléistocène, d'une durée de plusieurs millions d'années, fut suivi par l'holocène qui dura 10 000 ans, coïncidant avec l'invention humaine qu'est l'agriculture. Aujourd'hui, beaucoup de géologues ajoutent une nouvelle époque, l'anthropocène, qui commence avec la révolution industrielle, à l'origine d'une transformation radicale de la nature. A la lumière de la vitesse du changement, on préférerait

ne pas savoir quand l'époque suivante commencera, ni ce qu'elle sera.

Une des caractéristiques de l'anthropocène est l'extraordinaire taux d'extinction des espèces. Une autre, la menace que nous représentons pour nous-mêmes. Aucune personne instruite ne peut ignorer que nous sommes à l'aube de terribles désastres environnementaux, dont on peut d'ores et déjà constater les prémices, et cela pourrait devenir désastreux en quelques générations si la tendance actuelle n'est pas inversée.

Ce n'est pas tout. Depuis 70 ans nous vivons sous la menace d'une destruction instantanée et quasi totale, de notre propre fait. Ceux qui sont au courant de l'histoire choquante [du nucléaire], qui continue encore aujourd'hui, auront du mal à contester les conclusions du General Lee Butler, le dernier commandant des forces aériennes, et responsable des armes nucléaires. Il écrit que nous avons pour l'instant survécu à l'ère nucléaire « grâce à une combinaison de technique, de hasard, et d'intervention divine, et cette dernière dans les plus importantes proportions ». C'est quasiment un miracle que nous ayons échappé à la destruction jusqu'ici, et plus on tente le destin, moins il y a de chance que l'on puisse espérer une intervention divine pour faire perdurer ce miracle.

Nous pourrions envisager un

paradoxe remarquable de l'époque actuelle. Certains fournissent de sérieux efforts pour parer au désastre imminent. En tête on retrouve les segments les plus opprimés de la population mondiale, ceux que l'on considère les plus en retard et les plus primitifs : les sociétés indigènes du monde, des premières nations du Canada aux aborigènes d'Australie, en passant par les populations tribales d'Inde, et bien d'autres. Dans les pays aux populations indigènes influentes, comme la Bolivie et l'Équateur, il y a maintenant une reconnaissance, inscrite dans la législation des droits de la nature. Le gouvernement d'Équateur a d'ailleurs proposé de laisser ses ressources en pétrole dans le sol, là où elles devraient être, si les pays riches lui fournissaient une aide au développement équivalente à une petite fraction de ce qu'il aurait sacrifié en n'exploitant pas ses ressources de pétrole. Les pays riches ont refusé.

Alors que les peuples indigènes essaient d'éviter le désastre, de l'autre côté, la course au précipice est menée par les sociétés du monde les plus avancées, éduquées, riches et privilégiées, avec en tête l'Amérique du Nord.

Il y a toute une exubérance en ce moment aux États-Unis à propos de « 100 ans d'indépendance énergétique » alors que nous devenons « l'Arabie Saoudite du siècle à venir ».

En écoutant un discours du président Obama d'il y a deux ans on entendait quasiment une messe funèbre pour toutes les espèces. Il proclamait avec fierté, devant des applaudissements nourris, que « Maintenant, sous mon administration, l'Amérique produit plus de pétrole qu'à n'importe quel moment des huit années précédentes. C'est important à savoir. Durant les trois dernières années, j'ai dirigé mon administration vers l'ouverture de millions d'hectares pour l'exploitation de gaz et de pétrole dans 23 états différents. Nous allons exploiter plus de 75% de nos ressources potentielles de pétrole offshore. Nous avons quadruplé le nombre d'appareils de forages, atteignant un nombre record. Nous avons ajouté suffisamment d'oléoducs et de gazoducs pour faire le tour de la Terre, voire plus. »

Les applaudissements en disent long sur notre malaise social et moral. Le discours du président se déroulait à Cushing en Oklahoma, une « ville pétrolière » comme il l'annonçait en accueillant son public enthousiaste – en réalité il s'agissait de la ville pétrolière, décrite comme « la plate-forme commerciale la plus importante pour le pétrole brut d'Amérique du Nord ». Et les profits industriels sont sécurisés puisque « produire plus de pétrole et de gaz ici, chez nous » va continuer à être un « élément critique » de la stratégie énergétique que le président

a promise.

Il y a quelques jours le New York Times publiait un supplément « énergie », huit pages euphoriques sur le brillant avenir des États-Unis, sur le point de devenir le premier producteur mondial de combustibles fossiles. On n'y trouvait aucune trace de réflexion sur le genre de monde que nous créons allégrement. On pourrait se souvenir de l'observation d'Orwell dans son introduction à *Animal Farm* (non publié), sur comment, dans l'Angleterre libre, des idées populaires peuvent être supprimées sans l'utilisation de la force, simplement parce que l'immersion dans l'élite culturelle instille la compréhension qu'il y a certaines choses « qu'il n'est pas bon de dire » – ou même de penser.

Dans le schéma moral du capitalisme d'État qui prévaut actuellement, les profits et les primes réalisés durant le prochain trimestre ont bien plus d'importance que le bien-être de nos petits enfants, et puisqu'il s'agit de maladies institutionnelles, elles ne seront pas faciles à vaincre. Alors que tout reste incertain, nous pouvons être sûrs, absolument sûrs, que les générations futures ne nous pardonneront ni nos silences, ni notre apathie.

Traduction par le Collectif le 4ème singe LGS 12 mai 2014

## Suite de la page (8)

Parlement haïtien; le gouvernement de la République d'Haïti respecte l'indépendance de la justice; et le gouvernement de la République d'Haïti est en train de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance, y compris l'adoption de la loi anti-corruption pour permettre de poursuivre

re des fonctionnaires corrompus et d'instaurer la transparence financière et les exigences de responsabilité financière dans les institutions publiques. » Les américains ne tarissent pas d'éloge pour le régime en place. Cependant, les haïtiens voient les choses tout autrement.

Il faut souligner aussi que Martelly profite d'une opposition faible, divisée et qui n'a pas su exploiter efficacement les dérives du pouvoir pour changer le jeu politique. Ce qui est certain, c'est que la mise en place du nouveau CEP marque le début d'une nouvelle crise qui promet d'être

longue et lourde de conséquences pour les incrédules. La formation de l'actuel CEP ne peut en aucun cas garantir le démarrage effectif du processus électoral. C'est un CEP sans avenir qui vient de prendre naissance. Le chaos est pourtant évitable si seulement le pouvoir en place et ses alliés

internationaux décident d'entendre raison en s'inspirant de l'article 289 de la constitution pour former un CEP équilibré et susceptible d'inspirer confiance à l'opposition.

Francklyn B. Geffrard

## Suite de la page (3)

lui faut pourtant assumer. Ces conditions que nul être humain ne peut choisir ont pour nom « situations-limites ». La naissance, avec ses déterminations singulières lourdes de conséquences, est une situation-limite.

L'homme ne peut donc prétendre à une liberté totale, à une maîtrise totale de la vie et de ses conditions. c) Vérité, sens critique et transcendance. Ami de Socrate et lecteur de Karl Jaspers, il nous invitait à nourrir une passion pour la vérité. Cette dernière n'est pas immuable. Elle est mouvement :

nous ne pouvons pas posséder la vérité intégrale.

Le professeur Yvon Joseph partage avec Karl Jaspers cette idée : « la vérité n'est pas le fait d'être tel, dans l'immobilité, mais bien un mouvement infini, incapable de ne jamais s'achever ». La recherche de la vérité justifie la place de l'homme dans le monde. Dans le monde, la vérité est donc en lutte. Le chemin qui mène vers cette vérité passe nécessairement par l'instance critique.

Il mettait la main à la pâte en questionnant les différentes formes

d'aliénation dont était victime la population haïtienne. Quoique professeur de philosophie, il organisait-il des camps de conscientisation pour ses élèves dans le milieu paysan au début des années 1960. Il a créé, en 1973, IDEA (Institut diocésain d'éducation des adultes) qui a eu un rayonnement national ?

Le père Yvon a donc voulu participer à la transformation de la société haïtienne. Le monde ne fut pas pour lui un pur spectacle, étalé devant ses yeux et indépendant de son action.

Il a osé poser des actions concrètes. Il a appris à vivre dans la sagesse en travaillant avec les autres. Etre professeur de philosophie dans l'un des prestigieux collèges du Cap-Haïtien ne l'empêchait pas d'être très proche du monde paysan.

Pour le père Yvon, être sage, c'est apprendre à s'ouvrir à la Transcendance : il s'agit de se placer au-dessus de l'ordre des choses, des clichés ou des préjugés. Etre sage, c'est être capable de prendre de la distance par rapport à une réalité, à un mode

de penser et d'agir. Il était convaincu qu'il est important pour l'homme de s'ancrer dans la transcendance pour mieux habiter et apprécier l'existence. Sage et courageux, le philosophe Yvon Joseph a choisi la voie de l'espérance.

Il l'a expérimentée : sans espoir, il n'y a pas de vie. A 80 ans, il n'a pas voulu fermer les yeux sur la réalité haïtienne. Il caressait des projets avec ses anciens élèves qui le visitaient dans sa résidence chez les Pères de Sainte-Croix à Turgeau. Sans aucune aigreur, il n'a jamais voulu renoncer à réfléchir.

## Suite de la page (13)

lui semble en tout temps.

J'ai entendu sur les ondes comme tout citoyen les accusations de Sanon à l'endroit de Lambert et de Zenny ; mais je n'ai aucun élément pour vérifier leur culpabilité dans un tel dossier. Mais la seule chose que je sache et qui soit importante pour moi, c'est qu'un jour il faudra que la justice haïtienne se libère des griffes de Joseph Lambert, et du gouvernement auquel il appartient afin que la lumière soit faite sur certains dossiers dans lesquels il est impliqué.

Il y a beaucoup de situations dans lesquelles Lambert est impliqué. Ainsi, à Jacmel par exemple, le commissaire de gouvernement c'est Lambert qui l'a nommé. Le juge de paix, le juge d'instruction, encore lui. Le Doyen est sous son contrôle. Si Lambert contrôle à ce point le système judiciaire, qui va l'arrêter, même quand il serait accusé ou trouvé coupable de quoi que ce soit ? Il sera blanchi, un point c'est tout.

On saura que Lambert aura raison ou tort, sauf quand nous aurons un autre pouvoir, une autre justice. Aujourd'hui, ce n'est pas la justice qui est faible, mais ce sont les composantes du système judiciaire qui sont pourries et corrompues. J'ai constaté que Lambert ne voulait pas être en panne de pouvoir. Hier, il encensait Préval, aujourd'hui c'est Martelly, demain qui sait. Mais moi, heureusement je ne suis pas mort. Si j'arrive à la Magistrature suprême de l'état, Lambert sera à mes pieds.

En ce sens, le député Levaillant Louis-Jeune n'a pas tort lorsqu'il a dit : Joseph Lambert ne peut pas être en panne de pouvoir.

**Haiti Liberté : Par ailleurs, est ce que vous avez un rapport de police sur le dossier de votre assassinat. Y a-t-il une enquête en cours sur ce dossier ?**

**Jean Rony Philippe** : La police ne m'a promis aucune enquête sur le dossier. Ce sont des policiers de la PNH qui m'ont amené à l'hôpital Sans frontières. J'ai laissé Sans Frontières pour me rendre au Canapé vert et il n'y a jamais eu aucune instance de la PNH qui soit venue faire un suivi sur la personne que des policiers avaient déposée à l'hôpital des Médecins Sans Frontières. C'est pour vous dire qu'ils n'ont pas même reporté à leur bureau, un blessé qu'ils avaient emmené à l'hôpital. Personne de la PNH n'est venue me questionner sur mon cas, alors qu'elle est au courant au premier degré.

Par contre, quand j'ai été admis à Kings County Hospital, la police de New York m'a visité du fait que j'avais reçu des balles. Elle m'a posé des questions de toutes sortes pour savoir si réellement j'étais une victime ou un cambrioleur à la recherche de soins. Alors que chez moi, dans mon propre pays, j'ai passé tout ce temps à l'hôpital Sans Frontières et au Canapé vert sans que la police soit venue me demander quoi

que ce soit: est ce que j'avais vu les visages des bandits, de quelle couleur était la voiture ? En Haïti, j'ai l'impression que l'Etat ne se fait aucun souci pour les gens et alors, c'est dire que pour la police ce qui m'était arrivé faisait partie du train-train de la vie quotidienne.

J'ai appris que le mardi 15 avril, la police avait traqué un groupe de bandits dans une Rav4 grise. Il semblerait que au cours d'un échange de tirs avec la police un des bandits soit tombé. Trois ont pris la fuite et la police semble t-il a arrêté l'un d'entre-eux et il a été amené au Commissariat Omega à Carrefour. Depuis ce jour là, ce bandit n'a pas été envoyé au DCPJ pour les suites nécessaires, pour l'interroger à dessein de connaître ses connexions avec la Rav4 qui m'avait laissé pour mort.

Ne soyez pas étonné, qu'il soit sans doute libéré très prochainement et d'après des informations non confirmées que j'ai reçues, le commissariat est en train de faire des démarches pour l'envoyer au Parquet afin qu'il soit libéré.

**Haiti Liberté : Pourquoi avez-vous choisi de parler ? Où avez-vous trouvé ce courage ?**

**Jean Rony Philippe** : C'est un courage qui vient de loin. Si je suis encore vivant, après cette attaque criminelle, c'est grâce au Grand-Maitre. En fait, j'ai une mission à remplir. Je dois parler aux jeunes pour le leur dire. Ce

n'est pas seulement dans la corruption qu'une personne peut faire sa vie. Vous pouvez toujours choisir de faire votre vie dans l'honnêteté. Moi, Jean Rony est un exemple « Soyez disciplinés, devenez des techniciens, des professionnels et des rudes travailleurs » Que mes paroles aident les jeunes à prendre conscience, à se révolter contre tout ce que le pouvoir fait actuellement dans le pays.

**Haiti Liberté : Un message au peuple haïtien ?**

**Jean Rony Philippe** : Je n'ai qu'un seul message. Il faut que nous ayons une autre forme de gouvernement. Je souhaite qu'Haïti trouve des hommes et des femmes qui aiment le pays. Ce ne sont pas des hommes et des femmes qui aiment leurs poches, la gloire, mais des patriotes qui veulent se sacrifier afin que nous ayons un autre pays.

J'espère qu'un autre groupe prenne le gouvernement du pays en commençant par les sections communales. Il faut que nous ayons un autre type d'hommes au niveau des CASECs. Un voleur de cabri dans une section communale ne devrait pas être un CASEC. Un voleur de voitures ne doit pas être un magistrat. Dans une circonscription, un voleur de bœufs ne doit pas être un député. Dans les départements également le plus grand chef de bandit, le plus grand criminel, le plus grand trafi-

quant de drogues ne doit pas être sénateur de la République. Il faut que nous ayons un autre groupe de gens avec une mentalité différente qui prenne contrôle de ce pays. Cela nous permettra d'avoir un autre pays. Ainsi un haïtien peut étudier, travailler et même devenir un businessman dans son pays, et il pourra rester vivre dans son pays aisément. Donc, nous avons besoin d'une autre gouvernance, d'une autre Haïti. Nous avons besoin d'hommes et de femmes qui veulent aller aux universités pour apprendre. Des gens qui choisissent d'aller à l'école, pour créer des emplois dans ce pays ; mais qui ne choisissent pas d'être des zenglendos ou kidnappers, des trafiquants de drogues.

Aujourd'hui ce qui se fait en Haïti, n'est pas correct. Je souhaite que nos jeunes haïtiens prennent conscience, à n'avoir pas peur de lutter, d'entrer fermement dans la bataille pour le changement.

**Haiti Liberté vous remercie Jean Rony Philippe** : C'est à moi

de remercier Haïti Liberté de m'avoir accordé cette interview que j'estime importante pour éclairer les lanternes. J'espère que le journal continuera à travailler justement dans la lutte pour une nouvelle Haïti. Une nouvelle Haïti qui naîtra qu'on le veuille ou non avec des jeunes hommes et femmes conséquents et vaillants qui n'ont pas peur de lutter.

ouvertement hostiles à la Russie. De fait, le soutien des Occidentaux à un régime ukrainien putschiste hostile à la Russie, ne pouvait être perçu par les autorités russes que comme une action inamicale et comme une menace. Par ailleurs, lorsqu'Obama affirme que ce n'est pas l'Amérique qui a rempli la place Maidan de manifestants, mais les Ukrainiens eux-mêmes, sa vision est totalement biaisée. Les États-Unis ont en effet activement soutenu certaines des formations qui y étaient présentes, et notamment les plus violentes. Ce faisant, c'étaient précisément les États-Unis qui s'efforçaient de « dicter à l'Ukraine son avenir ». Plus personne n'ignore aujourd'hui qu'un projet de compromis du gouvernement de transition négocié entre les factions ukrainiennes et l'Union Européenne a été très rapidement battu en brèche par les factions les plus violentes ; ce qui a immédiatement conduit au coup d'État, mené précisément par le favori de Victoria Nuland (2), et qui ruinait irrémédiablement les avancées de l'Union Européenne vers une sortie de crise pacifique. Le gouvernement putschiste alors en place – avec des hommes de droite à tous les postes clés – représentait une sorte de gouvernement ukrainien dérusifié imposé de force. Dans un tel contexte, le référendum de Crimée compte précisément comme un exemple notable et particulièrement justifiable de « la capacité des nations et des peuples à décider pour eux-mêmes et par eux-mêmes », comme le dit si bien Obama.

En fait, on peut réellement considérer que l'intervention des Occidentaux, et en particulier des États-Unis, et leur rôle dans le renversement du gouvernement élu qui dirigeait l'Ukraine était véritablement une agression indirecte contre la Russie ; la réaction de la Russie apparaissant alors non comme une agression, mais comme une réponse à une agression. Cette notable et nouvelle forme de changement de régime à l'occidentale ne peut fonctionner que via l'organisation, l'entraînement et le soutien matériel et médiatique de formations dissidentes qui désorganisent et discréditent le gouvernement cible, et permettent son renversement. Tout cela s'opère sous l'étiquette officielle de « promotion de la démocratie » ; alors que cela revient le plus souvent à une éviction de facto de la démocratie. Cela ne se produit évidemment ni à Bahreïn, ni en Arabie Saoudite ; mais plutôt en Serbie, en Ukraine ou au Venezuela. Qu'on le veuille ou non, le gouvernement renversé d'Ukraine était un gouvernement démocratiquement élu, le gouvernement putschiste qui lui succède ne l'est absolument pas. Dans son discours de Bruxelles, Obama ajoute que « les nations latino-américaines ont rejeté les dictatures et construit de nouvelles démocraties ». Il néglige de préciser que les tortionnaires de ces dictatures étaient sponsorisés par des États-Unis, que tandis que l'Amérique avait soutenu des années durant la tyrannie qui sévissait au Venezuela,



**Obama s'indigne que certains puissent penser que les plus grandes nations peuvent imposer aux plus petites leur propre façon de voir ; cette fameuse loi du plus fort, que nous rejetons totalement**

elle était toujours restée hostile à la démocratie bolivarienne de gauche qui lui avait succédé et s'y était maintenue plus d'une décennie ; et qu'au moment même où Obama discourait à Bruxelles, son propre gouvernement encourageait les manifestants (généralement violents) de Caracas, dénonçant Maduro [le successeur de Chavez] et menaçant le pays de sanctions et bien davantage, dans le plus traditionnel style « éviction de la démocratie à l'américaine » (cf. : les déclarations particulièrement agressives de J. Kerry, le 13 mars 2014 devant le Comité des Affaires étrangères du Sénat, sur le thème « promotion des intérêts américains à l'étranger : vote du budget 2015 du Ministère des affaires étrangères).

Si l'on compare le discours de Poutine à la Fédération de Russie – sur le référendum de Crimée et la crise qui l'accompagne (18 mars 2014) – à celui d'Obama du 23 mars à Bruxelles, il n'y a pas photo, Poutine gagne les mains dans les poches. Et cela pour une bonne et simple raison (à mon avis), c'est que la Russie subit actuellement une agression et une menace très sérieuses de la part des États-Unis, qui ne cessent d'étendre leur empire, ne peuvent tolérer aucune rivalité sérieuse et qui voient dans tout ce qui leur résiste, un ennemi à abattre. C'est principalement le cas de la Russie et de la Chine, quand les menées successives des États-Unis et de l'OTAN sont finalement parvenues à faire de la Russie, qui était pratiquement un État client sous Yeltsine, soit devenu un ennemi et même un « agresseur » à l'heure actuelle. Il est vraiment fascinant de voir à quel point le courant dominant des médias et des intellectuels reste incapable de reconnaître la menace réelle que le putsch de Kiev, organisé et porté par les Occidentaux, représente pour la sécurité de la Russie, et l'extension continue de cette menace que représente l'expansion permanente de l'OTAN aux portes de la Russie. Ici, le double standard en matière d'agression

et de droit international est à couper le souffle. Sardoniquement, Poutine souligne : « D'abord, c'est une bonne chose qu'au moins ils arrivent à se rappeler que le droit international existe. Mieux vaut tard que jamais ! » Et c'est tellement une évidence qu'il n'a même pas besoin d'en rajouter. Obama n'avait, lui, vraiment de drôle à Bruxelles et son flot de clichés et de salades était réellement pathétique. Il s'obstine à défendre l'indéfendable et en comparaison, sa victime n'en a que plus de poids, intellectuellement et moralement.

Mais dans les médias américains [ou occidentaux] Poutine est donné perdant. Il y fait l'objet d'un processus de diabolisation classique, à l'instar de tous ceux qui ont le malheur de défier l'État impérial ou d'en devenir la cible. Il est d'ailleurs amusant qu'on l'y désigne régulièrement comme « l'ex-colonel du KGB ». Vous imaginez les médias américains appeler régulièrement Georges Bush 1er, « l'ex-directeur de la CIA » ? Et bien évidemment on y rabâche aussi continuellement tout ce qui a pu entacher sa carrière, et qui est factuel, du reste : la Tchétchénie, ses positions sur les droits des homosexuels, la faiblesse de la démocratie russe et le pouvoir des oligarques (triste héritage de la période pro-occidentale Yeltsine). Mais derrière tout ça, ce qui dérange chez Poutine, c'est qu'il représente des intérêts nationaux russes, lesquels entrent directement en conflit avec ce qui apparaît comme les priorités et les intérêts de l'élite impériale américaine.

Pour dire à quel point cette représentation est biaisée, un simple détail : prenons par exemple le traitement médiatique des « Pussy Riot », jetées en prison après une action menée dans l'une des principales églises de Moscou, et littéralement idolâtrées depuis dans les médias américains. Elles symbolisent définitivement l'infamie de la Russie de Poutine. Du premier janvier 2014 au 31 mars, le New York Times a publié 23 articles au sujet des « Pussy Riot », la plupart du temps accompa-

gnés de photos du groupe en visite dans différents endroits de New York. Elles y ont rencontré la direction éditoriale du Times, elles ont été reçues à Amnesty International, à Human Rights Watch, entre autres. Elles n'ont rien de grandes musiciennes et ce qu'elles font leur vaudrait certainement d'être jetées en taule aux États-Unis ; mais elles dénoncent Poutine.

L'une d'entre elles, Maria Alyokhina, s'est même vue offrir une tribune libre dans le Times (« Sochi en état de siège » 21 février). Et d'un autre côté, on a des gens comme John Mearshimer, chercheur en sciences politiques à l'Université de Chicago et auteur de plusieurs livres importants sur les Affaires étrangères. Lui aussi est l'auteur d'une tribune libre, mais la sienne est parue dans l'édition internationale du Times, non dans celle distribuée aux États-Unis. Son message était trop fort pour une diffusion optimale. Il y expliquait que « la cause centrale de la crise actuelle est en réalité l'expansion de l'OTAN [...] et elle est motivée par les mêmes considérations géopolitiques qui influencent toutes les grandes puissances, États-Unis en tête ». Ce genre d'opinion ou d'analyse, ce n'est pas pour le grand public.

Autre comparaison intéressante : en février 2014, tandis que les procès et les opinions des « Pussy Riot » faisaient la Une de tous les médias, une bonne sœur de 84 ans, Sœur Megan Rice, était condamnée à quatre ans d'emprisonnement pour avoir pénétré sur un site d'armement nucléaire en juillet 2012 et y avoir mené une action symbolique. Le New York Times n'accorda à cet événement que quelques lignes au milieu des brèves nationales, sous le titre : « Tennessee : une religieuse condamnée pour une manifestation pacifiste », le 19 février 2014 page A12. Megan Rice ne fut pas invitée à rencontrer la direction éditoriale du Times, ni à y publier une tribune libre. Cette condamnation là méritait tout au plus d'être laissée de côté.

**Notes**

1...Lorsqu'on parle des « Pères Fondateurs de la nation » aux États-Unis, on fait référence à la Constitution américaine et à ceux qui l'ont écrite. Lors de la rédaction de l'actuelle Constitution américaine, en 1787, la règle des trois cinquièmes accordait aux États du Sud que les esclaves soient comptabilisés à hauteur de trois cinquièmes de la valeur d'un WASP (citoyen blanc, anglo-saxon et protestant) dans les règles de comptage des personnes représentées à la Chambre des représentants (équivalent du Parlement aux États-Unis). Ce compromis fut inscrit dans la Constitution des États-Unis, dans l'article premier, section 2, clause 3.

2...Victoria Nuland : diplomate américaine travaillant pour le Département d'État, adjoint de Madeleine Albright (1993-96) puis directrice adjointe pour l'ex-Union soviétique, ambassadrice adjointe à l'Otan (2000-

03), conseillère pour la politique étrangère du vice-président républicain Dick Cheney (2003-05 en pleine Guerre du Golfe), sous-secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie depuis septembre 2013, elle supervise notamment les manifestations pro-européennes en Ukraine. Elle a reconnu devant l'US Ukraine Foundation que les États-Unis avaient dépensé plus de 5 milliards de dollars pour « développer la démocratie » en Ukraine. Le 6 février 2014, sa conversation téléphonique avec l'ambassadeur des États-Unis à Kiev apparaît sur YouTube avec un très diplomatique « Fuck the EU ! » qui restera sans doute célèbre.

\*Edward S. Herman est Professeur Émérite de Finance à la Wharton School, Université de Pennsylvanie. Economiste et analyste des médias de renommée internationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : Corporate Control, Corporate Power (1981), Demonstration Elections (1984, avec Frank Brodhead), The Real Terror Network (1982), Triumph of the Market (1995), The Global Media (1997, avec Robert McChesney), The Myth of The Liberal Media : an Edward Herman Reader (1999) et Degraded Capability : The Media and the Kosovo Crisis (2000). Son ouvrage le plus connu, Manufacturing Consent (avec Noam Chomsky), paru en 1988, a été réédité en 2002. Genocide et Propagande, version française de Politics of Genocide (E. S. Herman et David Peterson, New York, Monthly Review Press, 2010, préface de Noam Chomsky) est parue en français en 2012 chez Lux Editeur.

Traduit de l'anglais par Dominique Arias Invest'Action 12 mai 2014

**KATOU RESTAURANT**

5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir  
Appelez le **718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

**VENUS RESTAURANT**  
Specializing in Caribbean & American Cuisine  
We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..  
670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226  
"Venus, l'endroit idéal"  
**718-287-4949**

**Immaculé Bakery & Restaurant**  
2 Locations en Brooklyn  
Spécialités  
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux  
• Jus citron • Bonbon amidon  
• Bouchées • Cornets  
• Pain patate (sur commande)  
• Bouillon (chaque samedi)  
• Soupe (chaque dimanche)  
1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop) **Tél: 718.778.7188**  
1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense) **Tél: 718.941.2644**

**FRITAYE 5 STAR**  
• Breakfast • Lunch • Dinner • Fritaille  
Catering for all occasions  
**Gran Pan-Pan Rice FOR SALE:** Wholesale & Retail  
1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226  
**718-975-0915-6**

**Ashlee's Caribbean Cuisine**  
HOME OF AUTHENTIC HAITIAN FOOD  
Open 7 days  
2026 Nostrand Avenue (corner of Farragut Road) Brooklyn, NY 11210  
Lucky Electronics, owner  
**347.425.8999**

**AMBIANCE EXPRESS**  
• Restaurant • Fritaille • Patés  
2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY  
General Manager: Marie S  
**718.434.4287**

«des sittings enchaînés » et des campements urbains pour faire pression sur le gouvernement, tandis que Chavez se faisait traiter pour son cancer au début de 2013, avant son décès.

Après cela, une stratégie de barricades urbaines a été employée dans les villes principales, de janvier à avril de cette année, dans le contexte d'une vague de nuisances, d'émeutes et de manifestations de l'opposition. Rodriguez a avancé que les barricades urbaines représentaient une stratégie antérieure « financée par l'extrême droite » et utilisée contre le gouvernement de Chavez en 2004. « Cette fois ils ont essayé d'autres méthodes, avec d'autres techniques, tandis que d'autres parmi eux essayaient de réactiver et d'améliorer la méthode des barricades urbaines » a dit Rodriguez.

Le ministre, qui a fait sa présentation à la télévision nationale, avec de nombreux graphiques et de nombreuses photos de réunions et conversations supposées, a dit que les barricades urbaines avaient été employées conjointement à une stratégie diplomatique et médiatique conçue pour « attaquer la révolution bolivarienne ». Cette campagne implique, soupçonne-t-on, le Département d'État des États-Unis, qui, a affirmé Rodriguez, a pour visée stratégique « d'empêcher la propagation continentale de l'idéal bolivarien et de contrôler et accaparer les plus grosses réserves pétrolières de la planète ».

Rodriguez a déclaré que les deux ficelles principales de cette stratégie étaient d'accuser les fonctionnaires du gouvernement vénézuélien de financer le narcotraffic ou les activités terroristes et d'attaquer le gouvernement sur des questions de droits de l'homme pour faire apparaître le Venezuela comme un « État voyou ».

Sur le dernier point, des politiciens de l'opposition comme Antonio Ledezma, Maria Corina Machado, Leopoldo Lopez et Diego Arria ont été dépeints comme fournissant des informations « manipulées » sur les questions de droits de l'homme aux diplomates étasuniens et à d'autres sources. « Des institutions et des ONGs étasuniennes collectent des informations manipulées pour faire croire au monde que les droits fondamentaux sont violés toujours et partout au Venezuela » a dit Rodriguez.

Au Venezuela, la direction de certaines Universités indépendantes, publiques et privées, le dirigeant étudiant Juan Requesens, proche de l'opposition, et deux fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis, ont aussi été accusés d'implication dans les plans supposés de déstabilisa-

tion.

Rodriguez a révélé que 58 personnes de nationalités étrangères avaient été arrêtées alors qu'elles participaient aux barricades, « presque toutes étaient impliquées dans l'utilisation d'armes ». Parmi elles, il y avait des colombiens, un américain et un Espagnol, et deux des personnes arrêtées avaient un code rouge d'Interpol les concernant.

Les chefs de file de l'opposition nient que les manifestations et les troubles aient fait partie d'une stratégie de déstabilisation visant à renverser le Président Nicolas Maduro, déclarant que ces événements n'étaient que des manifestations spontanées générées par les problèmes économiques et les pratiques « autoritaires » du gouvernement.

Bien que certaines manifestations aient été pacifiques tout en affichant une série de revendications de l'opposition, une demande clé des dirigeants de ces manifestations, comme des barricades violentes, était le « départ » de Maduro. Des émeutes régulières dans la riche région Est de Caracas et d'autres zones fréquentées ont également causé des dommages significatifs à des biens, à des bureaux de l'État, aux transports publics, à des supermarchés et à des cliniques gratuites.

Les désordres ont fait 41 morts et près de 800 blessés, avec des militants de l'opposition, des partisans du gouvernement, d'autres civils et des officiers de la Garde Nationale parmi les victimes. Les choses sont peu à peu revenues à la normale dans les zones touchées, après le retrait des dernières barricades urbaines le mois dernier. De petites manifestations sporadiques et quelques faits de violence persistent cependant.

De petits groupes d'étudiants de l'opposition dans la ville de San Cristobal, dans l'État de Tachira, dans l'Ouest du pays, ont protesté aujourd'hui contre le retour en classe de leur université. Un groupe a brûlé un camion de la compagnie pétrolière publique PDVSA, et des affrontements avec la police ont également eu lieu, débouchant sur plusieurs arrestations.

Rodriguez a dit dans son exposé de vendredi que les militants de l'opposition avaient maintenant déclenché une campagne de « violence ciblée » après l'échec des barricades urbaines. Il a replacé l'assassinat du politicien et militant pro-gouvernement Eliecer Otaiza dans ce contexte.

**Source : Venezuelanalysis, 5 Mai 2014**  
**Traduit de l'anglais par Marc Harpon/Changement de Société 6 mai 2014**

ou par l'intermédiaire de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee).

Adelson a promis de payer, « quoi qu'il en coûte », ce qu'il faudra pour acheter le prochain président républicain de 2016. Il soutient des candidats extrémistes et pro-israéliens tels que les sénateurs républicains Ted Cruz et John McCain, ces faucons qui ont joué un rôle majeur dans le coup d'État néoconservateur en Ukraine de février 2014. Début d'avril, Adelson a invité les quatre principaux candidats républicains aux élections de 2016 dans son hôtel-casino de Las Vegas pour écouter leurs points de vue et décider sur qui il investira ses millions. Le journaliste israélien Uri Avnery fait remarquer qu'Adelson était accompagné de gardes du corps israéliens.

**Le reproche de blanchiment d'argent**

Les milliards d'Adelson proviennent de ses casinos à Las Vegas et à Macao, une île située devant Hong-Kong, revenue à la Chine après avoir été une concession portugaise. Il est de notoriété publique que le but principal des casinos consiste à blanchir l'argent du crime organisé. Adelson utilise manifestement ce pactole pour acheter des hommes politiques, aussi bien en Israël qu'aux USA, afin de soutenir son interventionnisme militaire.

Pourtant, aujourd'hui, il se pourrait qu'une lourde menace plane au-dessus de lui. Selon l'ex-agent de la CIA Gene "Chip" Tatum, qui se réfère à des sources du ministère de la Justice des USA, Adelson risque l'arrestation pour

blanchiment d'argent à hauteur de 364 millions de dollars, dont une grande partie est censée avoir servi pour l'achat de voix républicaines au Congrès et pour soutenir l'AIPAC, le plus puissant lobby du Likoud israélien.

D'après Tatum, un "grand jury" prépare une accusation contre Adelson, à qui on reproche toute une liste de méfaits dont du blanchiment d'argent, des abus de services téléphoniques et postaux à but criminel, et une conjuration. L'associé d'Adelson est déjà incarcéré.

Si cette affaire venait à tarir les flots d'argent déversés par Adelson en politique, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques pour la politique étrangère états-unienne. Restez à l'écoute, chers lecteurs !

**Réseau Voltaire 9 mai 2014**

d'être directement impliqué dans l'incident du 24 février 1996. Ce jour là, deux avions où se trouvaient quatre pilotes de l'organisation Brothers to the Rescue (BTTR), basée en Floride, ont été abattus par les forces armées cubaines, après avoir violé à 25 reprises l'espace aérien cubain en 20 mois.

5. José Basulto, président de BTTR, est un ancien agent de la CIA qui a participé à l'invasion de la Baie des Cochons. Il est lourdement impliqué dans le terrorisme contre Cuba. Basulto a publiquement admis lors d'une interview télévisée sur une chaîne de Miami avoir participé à plusieurs attentats contre Cuba, y compris l'attaque d'un hôtel au bazooka en août 1962.

6. BTTR a été fondé en 1991 pour porter secours aux Cubains qui tentaient de rejoindre la Floride par la mer. En 1994, Washington et La Havane ont signé des accords migratoires permettant l'octroi de 20 000 visas par an aux Cubains souhaitant émigrer. Ces accords stipulent également que tout candidat à l'émigration retrouvé en pleine mer serait retourné à Cuba. A partir de cette date, BTTR a perdu sa raison d'être et a commencé à organiser des incursions à l'intérieur de l'espace aérien cubain.

7. Une chronologie des faits permet de saisir les principaux éléments de cette histoire. Durant les mois précédant le grave incident du 24 février 1996, les autorités cubaines ont averti à maintes reprises les Etats-Unis par le biais de notes diplomatiques et de canaux non officiels que les violations répétées de l'espace aérien constituaient une menace pour leur sécurité nationale et que les avions courraient le risque d'être abattus. Washington a choisi d'ignorer ces avertissements.

8. A plusieurs reprises, les avions de BTTR ont provoqué les forces armées cubaines dans l'espace aérien national et ont ignoré les avertissements concernant le risque d'être abattus. En plus de ses incursions au-dessus de la capitale, BTTR créait des interférences entre la tour de contrôle de La Havane et les avions de ligne qui atterrirent à l'aéroport international José Martí, mettant en danger la vie de milliers de passagers cubains et touristes étrangers.

9. Le 13 juillet 1995, BTTR a survolé le centre-ville de La Havane et a largué 20 000 prospectus, incitant la population à se soulever contre le gouvernement.

10. Le même jour, les autorités cubaines ont transmis un courrier à l'administration fédérale d'aviation, soulignant le caractère illégal des incursions dans l'espace aérien national et des « graves conséquences » que de tels actes pouvaient engendrer, s'ils venaient à se répéter, insistant sur la possibilité d'une réponse militaire.

11. Le gouvernement des Etats-Unis, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour empêcher

ces graves violations du droit international, a donné toute la latitude nécessaire à BTTR pour poursuivre ses incursions, malgré le fait que l'organisation avait à plusieurs reprises, rempli de faux plans de vol auprès de l'administration fédérale d'aviation depuis 1994.

12. À aucun moment, Gerardo Hernández n'a participé aux violations de l'espace aérien cubain, ni n'a incité les membres de BTTR à commettre ces actes illégaux et dangereux. Par ailleurs, Hernández ne disposait pas du niveau hiérarchique nécessaire au sein de BTTR pour empêcher ces vols. Tout était sous contrôle de José Basulto.

13. Le Département d'Etat a émis plusieurs déclarations avertissant BTTR que ses avions courraient le risque d'être abattus, s'ils persistaient à violer l'espace aérien cubain.

14. En janvier 1996, BTTR a lancé 500.000 prospectus au-dessus de La Havane incitant la population à renverser le gouvernement. Le 15 janvier 1996, Cuba a une nouvelle fois exigé des Etats-Unis qu'ils mettent un terme aux violations répétées de son espace aérien.

15. Suite aux violations de l'espace aérien national en janvier 1996, Cuba a averti Washington qu'en cas de nouveau survol, les avions seraient abattus. La Havane a réitéré ces avertissements à toutes les personnalités étasuniennes qui ont visité l'île entre le 15 janvier et le 23 février 1996.

16. Le 22 janvier 1996, le Département d'Etat a alerté l'Agence fédérale d'aviation : « Un de ces jours, les Cubains vont abattre l'un de ces avions ». José Basulto avait déclaré à plusieurs reprises dans les médias qu'il était conscient du danger.

17. En février 1996, les autorités cubaines ont fait parvenir un message à leurs agents de Miami leur indiquant qu'en aucun cas, ils ne devaient participer aux vols de BTTR.

18. Le 23 février 1996, l'Agence fédérale d'aviation a transmis une « alerte Cuba » à plusieurs agences indiquant que BTTR avait prévu une nouvelle incursion dans l'espace aérien cubain pour le lendemain. « Le Département d'Etat a indiqué qu'il serait peu probable que le gouvernement de Cuba fasse preuve de retenue cette fois-ci ».

19. Le 24 février 1996, le gouvernement des Etats-Unis a prévenu les autorités cubaines que trois avions de BTTR venaient de décoller de Miami et qu'ils étaient susceptibles de pénétrer dans l'espace aérien cubain.

20. Après plusieurs avertissements, deux des trois avions ont été abattus par les forces cubaines dans l'espace aérien cubain, ce qui constitue un acte d'autodéfense selon le droit international. Aucun pays au monde – encore moins les Etats-Unis – n'aurait attendu la 26ème violation de son espace aérien par

une organisation, lançant des appels au soulèvement, pour prendre une telle mesure.

21. Cependant, les Etats-Unis affirment que, selon leurs données satellite, les deux avions ont été abattus dans la zone internationale, ce qui constituerait un crime, dont est accusé Gerardo Hernández. La publication des données satellites permettrait de lever toute ambiguïté à ce sujet. Or, depuis 1996, les Etats-Unis refusent de rendre publiques ces informations pour des questions de « sécurité nationale », malgré les demandes réitérées des avocats de Gerardo Hernández.

22. En aucun cas, Hernández n'a été impliqué dans la décision d'abattre les avions prise par les autorités cubaines au plus haut niveau.

23. Pour condamner Gerardo Hernández, le parquet devait démontrer qu'il existait un projet illégal d'abattre les avions de BTTR dans l'espace aérien international, que Hernández avait une connaissance précise de ce projet illégal et qu'il a apporté son soutien à une telle action. Le parquet a été dans l'incapacité d'apporter la moindre preuve démontrant l'implication de Gerardo Hernández dans ce drame. Mieux encore, le procureur a reconnu qu'« au vu des preuves présentées lors du procès, cela [prouver l'implication de Gerardo Hernández] représente un obstacle insurmontable pour les Etats-Unis ».

24. La juge Phyllis A. Kravitch de la Cour d'appel d'Atlanta, s'est exprimée sur le cas de Gerardo Hernández : « Le gouvernement ne doit pas simplement prouver que l'incident s'est déroulé dans l'espace aérien international. Ce n'est pas suffisant. Le gouvernement doit prouver au-delà de tout doute raisonnable que Hernández était d'accord pour que l'on abatte les avions dans l'espace aérien international. [...] Le gouvernement n'a fourni aucune preuve, ni directe ni circonstancielle, que Hernández était d'accord que l'on abatte des avions dans l'espace aérien international. En revanche, les indices signalent une confrontation dans l'espace aérien cubain, ce qui annule le chef d'inculpation stipulant qu'il était d'accord pour commettre un acte illicite ».

25. Pour toutes ces raisons, Barack Obama doit faire usage de ses prérogatives en tant que Président des Etats-Unis et gracier les trois Cubains toujours emprisonnés. Cela aura pour effet immédiat d'obtenir la libération d'Alan Gross et de pacifier les relations entre Washington et La Havane.

\*Salim Lamrani, Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

**Opera Mundi 10 mai 2014**

**Oui**  
**CREOLE GRILL & SEAFOOD**  
**Grand Opening Special:**  
 1/4 Grilled Chicken, Rice & Beans, Salad, Soda:  
**\$4.99**  
 only  
 Breakfast • Lunch • Dinner  
 Fast & Free Delivery - Catering  
**Nouveau Restaurant Haïtien**  
**www.ouigrill.com**  
 944 Flatbush Avenue  
 (Corner Snyder Ave.)  
 Brooklyn, NY 11226  
**347.915.0866**

**kréole FLAVOR**  
  
 Caribbean Cuisine  
**Catering & Take-Out**  
**1738 Flatbush Avenue**  
**Brooklyn, N.Y. 11210**  
**718-258-0509**

## Près de deux-tiers des citoyens européens déclarent ne pas être intéressés par les élections européennes du 25 mai

Voilà un sondage qui ne fera pas la une de nos médias qui tentent désespérément de susciter un intérêt pour le prochain scrutin européen du 25 mai : une large majorité des citoyens européens ne trouvent guère d'intérêt dans ces élections, simulacres de démocratie. Les panneaux publicitaires fleurissent dans la rue, les transports, nos écrans pour tenter de nous impliquer : « Il va se décider qui gouvernera l'Europe, et vous ? ». Qui y croit aujourd'hui, près de dix ans après le désaveu imposé aux « Non » hollandais, français et irlandais ?

### Les peuples européens ne sont pas dupes : 62 % pas intéressés par le scrutin

Dans une Union européenne de plus en plus anti-démocratique, où le pouvoir est concentré entre les mains de la BCE et de la Commission – avec leur instrument privilégié l'Euro – au service des banques et des industriels, le Parlement européen sert d'alibi démocratique.

Mais qui peut croire que l'élection des députés européens peut permettre aux peuples européens de décider qui gouvernera l'Europe ? Les peuples ne sont pas dupes. Le sondage IPSOS, conduit entre le 1er et le 25 avril, dans 12 pays de l'Union européenne révèle cette indifférence, qui est aussi une défiance envers cette Europe-là.

Selon ces chiffres, 62 % des citoyens de ces pays participant à l'enquête ne sont pas intéressés par ces élections – dans des pays tels que la Belgique, la Croatie, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, les Pays-bas, la Pologne, l'Espagne et la Suède.

### Dans aucun pays, une majorité de citoyens n'est pas sûre de se déplacer

Dans aucun pays les élections européennes ne suscitent de l'intérêt dans la majorité de la population. Ce scrutin éveille un intérêt chez 48 % des Polonais, 47 % des Français et 46 % des Italiens, descendant ensuite sous la barre des 40 % : en Hongrie (40 %), en Grande-Bretagne (39 %), en Irlande (38 %), Belgique et



Dans aucun pays les élections européennes ne suscitent de l'intérêt dans la majorité de la population

Allemagne (37 %), Espagne et Croatie (33%), Suède (32%) et Pays-bas (20 %).

Cet intérêt faible se manifeste dans le fait que seules 35 % des personnes interrogées sont certaines d'aller voter le 25 mai prochain, tandis que si 30 % pensent pouvoir aller voter, 35 % affirment qu'ils ne se déplaceront pas dans deux semaines.

Hormis en Belgique – où le vote est obligatoire – dans aucun pays une majorité de citoyens n'est certaine de se déplacer pour cette échéance électorale. Les scores les plus élevés d'intention de vote se trouvent en France (44%), Pays-Bas (41%), Italie (39 %), les plus faibles en Espagne (30%), Irlande (30%), Grande-Bretagne (27%) et la Pologne (20%).

### Marine Le Pen, la plus populaire des candidats à la Commission européenne ... très loin devant Alexis Tsipras

Si c'est une anecdote, elle est révélatrice d'un certain état d'esprit dans l'Europe de 2014. Les enquêteurs ont demandé aux citoyens de ces 12 pays s'ils connaissaient les différents candidats à la Commission européenne. Parmi les candidats les plus célèbres au sein de l'UE : Marine

Le Pen, candidate de l'extrême-droite européenne, arrive en tête. 53 % des citoyens des 12 pays européens la connaissent.

Elle arrive très loin devant le candidat socialiste européen, l'allemand Martin Schulz (40 %) et le candidat de la droite européenne, le luxembourgeois Jean-Claude Juncker (39%), au coude-à-coude avec José Bové, le candidat des verts européens (39%). Enfin, le moins connu des candidats se trouve être le grec Alexis Tsipras (31%) présenté par le Parti de la gauche européenne (PGE).

Ce sondage n'apprend dans le fond rien de neuf à ceux qui ne suivent pas l'« eurooptimisme » béat de nos commentateurs médiatiques, du consensus politique dominant, jusqu'à certains dirigeants de partis de gauche dits radical membres du PGE.

Même si pour la frange la plus consciente des travailleurs, il s'agira de trouver si possible le vote de dénonciation, sur des positions de gauche, de l'UE du capital, les peuples n'ont rien à attendre du scrutin du 25 mai, et ce sondage montre qu'ils n'en attendent rien.

Solidarité internationale  
12 mai 2014

## Afrique du Sud : large victoire de l'ANC, mais perte de confiance



L'ANC du président Jacob Zuma dispose d'une confortable majorité avec 62,16% des voix, en recul toutefois par rapport à son score des élections de 2009 (65,90%)

Par Pierre Barbancey

Le Cap (Afrique du Sud), envoyé spécial. Le parti de Nelson Mandela est arrivé en tête mais subit une certaine érosion. L'Alliance démocratique, n'atteint pas les 30% espérés. Mais le parti de Malema – exclus de l'ANC – crée la surprise avec plus d'un million de suffrages.

Les huissiers du parlement sud-africain, au Cap, attendent de pied ferme les 400 nouveaux députés fraîchement élus. Les élections viennent de se terminer. Ce 10 mai, il y a vingt ans jour pour jour, Nelson Mandela prêtait serment et devenait le premier président de l'Afrique du Sud. Nul, alors, ne pouvait faire de l'ombre à son parti, le Congrès national africain (ANC). Une hégémonie toujours de mise mais qui commence à être marquée par un certain effritement.

L'ANC a confirmé sa victoire aux législatives de mercredi avec 62,2% des voix mais est en recul par rapport à son score des élections de 2009 (65,9%). Derrière l'ANC, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA, libérale) récoltait 22,15% des voix, contre 16,7% en 2009, un résultat en-deçà de ses espérances – sa présidente, Helen Zille, qui dirige par ailleurs la province du Cap occidental, avait parlé d'un possible score à 30%.

La véritable surprise provi-

ent des « Combattants pour la liberté économique » (EFF), le parti créé il y a moins d'un an par Julius Malema, ancien dirigeant de la branche jeune de l'ANC, parti dont il a été exclu après des déclarations tonitruantes contre son ancien mentor, Jacob Zuma. L'EFF fait beaucoup mieux que prévu avec 6,3%, dépassant largement la barre symbolique du million de suffrages. Les sondages ne lui donnaient pas plus de 5%.

Les 26 autres partis en lice aux législatives se partagent moins de 10% des suffrages. C'est le cas du Parti Inkatha de la liberté (IFP) du leader zoulou Mangosuthu Buthelezi, avec 2,4% qui confirme son érosion, élection après élection. Parmi les grands perdants du scrutin on note l'effondrement du Cope, un parti issu d'une scission de l'ANC et fondé par les partisans de Thabo Mbeki après que celui-ci ait été écarté, lors de la conférence de Polokwane en 2007. En 2009, le Cope avait remporté 7,4% des voix. Il n'en a plus désormais que 0,7%, épuisé par des luttes intestines et surtout par un manque de visibilité politique.

Le 21 mai prochain, Jacob Zuma sera donc réélu sans surprise président de la république d'Afrique du Sud par le parlement. Mais pour l'ANC le temps des questionnements et, peut-être, de l'introspection commence. D'abord pour comprendre ce recul électoral qui n'est pas seulement dû, comme a voulu l'expliquer Jessie Duarte, secrétaire

Suite à la page (18)

**PAUL J. JOURDAN**  
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
**(718) 859-5725**  
**(347) 898-7514**

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

**MENEZ JEAN-JEROME**  
Attorney at Law

**Real Estate  
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

**Nou pale kreyòl!**

**(718) 462-2600**  
**(914) 643-1226 CELL**

**POTENTIAL VEGETAL**  
HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

**ALL NATURAL**

1358 Flatbush Avenue  
(between Farragut & E. 26th St.)  
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: **855 421-6030**  
Local: **718**

**www.PotentialVegetal.com**

Law Office of  
**DENNIS MULLIGAN**

**DENNIS MULLIGAN,**  
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

**Nous parlons français**

11 Broadway  
New York, NY 10004  
(near all trains)  
**646-253-0580**

**Dr. Kesler Dalmacy**

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: **718-434-5345**

Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
à New York

## Le dernier sursaut de Santander

Par Thierry Deronne

Ainsi fonctionne la mondialisation médiatique. Ce n'est que plusieurs semaines après coup que la vérité apparaît... aux *happy few*. La récente "opération" au Venezuela montre le succès de la fabrication d'une opinion soutenant des "mouvements de libération" dont on occulte les années de préparation, les financements, les stratégies impériales relayées localement par des paramilitaires. Si elle ne s'attelle pas à la démocratisation de la propriété des médias, la gauche occidentale se coupera du monde avant de disparaître elle-même, laminée idéologiquement. La *critique des médias*, dès les années 70, avait prédit ce qui arrive aujourd'hui. En 1980 le rapport remis à l'UNESCO par la commission du prix Nobel irlandais Sean MacBride (y participèrent Gabriel García Marquez, Marshall McLuhan et Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*) mit en cause la circulation unilatérale de l'information – victime du pouvoir économique – et le déséquilibre nord-sud des flux médiatiques. Il prôna de développer dans le Tiers Monde des politiques nationales en vue de créer "un nouvel ordre mondial de l'information". Le rapport fut rejeté par le gouvernement Reagan. N'est-il pas temps de passer aux actes? L'Amérique Latine, elle, ne retournera pas en arrière. Ce que nous vivons au Venezuela n'est que la nervosité impériale, la fébrilité des dernières cartes, le dernier sursaut du colonialisme. Un Alvaro Uribe n'est que l'avatar de son ancêtre et homologue Francisco de Paula Santander qui signa avec les États-Unis un Traité de Libre Commerce et fit tout pour torpiller les efforts de Bolívar en vue de construire "l'équilibre du monde". Le rêve d'Uribe est cruel mais vain : exporter au Venezuela le chaos qu'il a expérimenté pendant des années en Colombie – narcotrafic, destruction des services publics, contrôle social par la terreur paramilitaire (1). Selon le journaliste José Vicente Rangel 400 paramilitaires colombiens attendent le signal de l'extrême-droite vénézuélienne pour traverser la frontière et renforcer leur armée dormante en vue d'une nouvelle phase d'attentats et d'assassinats sélectifs. Mais Uribe et Washington peuvent-ils encore arrêter l'Histoire alors que leur base colombienne elle-même se dérobe sous leurs pieds? Tôt ou tard la guérilla s'y muera en force politique pour, avec le reste de la gauche, oxygéner le champ

politique, comme ailleurs en Amérique Latine. D'où l'empressement de détruire le futur avant qu'il n'advienne, de revenir aux fosses communes creusées sous la lune.

Qui peut croire que le Venezuela reviendra un jour à l'apartheid d'avant Chavez? Pourquoi 95 % des universités ont-elles poursuivi normalement leurs activités? Pourquoi sur les 2.620.000 étudiants universitaires, seuls 3% ont-ils participé aux manifestations? Pourquoi, comme l'a indiqué la procureure générale Luisa Ortega Díaz, sur les 197 personnes arrêtées pour meurtres ou destructions, ne compte-t-on que 14 étudiants? Tout simplement parce que l'ensemble de la jeunesse jouit pour la première fois de la démocratisation et de la gratuité de l'université. Tous les mois, de nouvelles facultés s'ouvrent, de nouvelles carrières, de nouveaux débouchés sur fond de baisse du chômage. A ces étudiants de peau brune ou noire, hier encore exclus, rien de plus étranger que la violence ou la mort comme pratique politique. Tôt ou tard la Colombie suivra la même voie : les exclusions et les inégalités surmontées grâce aux urnes. Le futur n'a pas envie de se suicider.

Où vivent en grande majorité les étudiants vénézuéliens? Dans les zones populaires. Là où vivent les 85 % de la population. Ces citoyens hier invisibles participent à la politique, obtiennent des services publics gratuits. Les constantes augmentations protègent leurs salaires et leurs pensions de l'inflation. L'opposition n'a pu entraîner cette majorité dans ses rêves de coup d'État. Même les alliés supposés de la droite comme les habitants du quartier riche de Chacao disparaissent à 73 % les destructions des "guarimberos", préfèrent à 68 % le dialogue entre gouvernement et opposition, estimant à 69 % que la droite devrait se démarquer de la violence de l'extrême-droite (2).

Après avoir attaqué d'autres universités et s'être livrés dans certains cas à des autodafés, des brigades d'extrême-droite ont incendié l'Université Fermín Toro, à Barquisimeto (État de Lara) le lundi 5 mai 2014.

L'UNESCO a situé en 2013 le Venezuela comme le deuxième pays d'Amérique Latine et le cinquième au monde en nombre d'étudiants universitaires. En 2013 les inscriptions ont bondi de 289%, ce qui donne deux millions 620 mille étudiants inclus dans l'enseignement supérieur (3). Le Venezuela



Hugo Chávez Frías

est devenu le troisième pays du continent pour le nombre de lecteurs (4). La révolution bolivarienne a également démocratisé l'octroi des bourses d'études à l'étranger, jusqu'ici confisquées par la bourgeoisie. Voir débarquer des jeunes de milieu populaire jouissant du même droit d'étudier enrage la colonie vénézuélienne installée en Europe, à Madrid ou à Paris, celle-là même qui inonde Twitter de photos de la répression au Venezuela... prises dans d'autres pays. On mesure l'ampleur du financement de cette enième tentative de coup d'État dans la saisie de plus de deux mille armes dont des lance-roquettes, des fusils de haute précision, des grenades, du matériel de télécommunications etc.. Sa préparation remonte à plusieurs années avec les attentats à l'explosif contre des ambassades à Caracas, des réunions-formations au Mexique sous la férule de coach serbes ou l'infiltration de bases paramilitaires comme la "finca Daktafi" dont l'objectif était l'assassinat de Hugo Chavez (5). Elle fut relancée en 2013 par le candidat de la droite Henrique Capriles Radonski dès l'annonce de sa défaite aux présidentielles du 14 avril. Suivant sa consigne de descendre dans la rue pour libérer la rage, des commandos mêlant paramilitaires infiltrés et militants de son parti Primero Justicia avaient déjà assassiné une dizaine de militants boliviariens, attaqué ou incendié des permanences du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), 25 centres de diagnostic intégral (centres de santé populaire gratuits), des médias communautaires, des centres d'approvisionnement populaire (réseau Mercal), des sièges régionaux du Conseil National Electoral, ainsi que des domiciles de fonctionnaires publics. Les leaders d'extrême-droite Leopoldo Lopez et María Corina Machado ont emboîté le pas à la fin de 2013 appelant, selon les mots de cette dernière à reprendre les "confrontations non-dialogantes" pour forcer la "sortie de Maduro". Bref, c'est pour faire durer le plus



12 mars, à Caracas. Marche des étudiants du milieu populaire pour défendre les institutions démocratiques face aux violences de l'extrême droite

longtemps possible le mensonge de la "rébellion étudiante contre la vie chère" que Paulo Paranagua (lui aussi fils de la bourgeoisie latino-américaine) du *"Monde"* et les autres adhérents du Parti de la Presse et de l'Argent sont obligés d'occulter les marches pacifiques de la majorité des étudiants pour défendre la voie électorale. (6)

### Notes

(1) Des 41 victimes fatales, la majorité appartiennent au camp bolivarien, assassinées le plus souvent par des mercenaires étrangers (dont 48 ont été arrêtés), notamment colombiens. 275 fonctionnaires publics ainsi que 510 civils ont été blessés, 8 gardes nationaux et un policier assassinés. Les 15 agents des forces de l'ordre qui ont enfreint les instructions du gouvernement de ne pas user d'armes et coupables d'homicides (cas de Geraldine Moreno) ont été livrés sans délai à la justice par souci de mettre fin à toute impunité.

(2) Sondage de la firme privée Hinter-

laces, <http://www.redpres.com/t10030-hinterlaces-73-de-los-vecinos-de-chacao-rechazan-las-guarimbas>

(3) <http://www.avn.info/ve/contenido/unesco-reconoce-venezuela-como-quinto-pais-mayor-matricula-universitaria-del-mundo>

(4) <http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/05/07/le-venezuela-est-devenu-le-troisieme-pays-damerique-latine-pour-le-nombre-de-lecteurs-de-livres-par-jesse-chacon-gis-xxi/>

(5) Lire "Déjà 2,5 millions de dollars investis pour assassiner le président Maduro", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/08/01/deja-25-millions-de-dollars-investis-pour-assassiner-le-president-maduro/>

(6) Lire "Venezuela, la jeunesse d'un changement d'époque", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2014/02/16/venezuela-la-jeunesse-dun-changement-depoque/>

Venezuela infos 8 mai 2014

Suite de la page (17)

générale adjointe de l'ANC, à « l'usure du pouvoir ». S'il y a usure, c'est plutôt dans la difficulté de l'ANC à répondre aux besoins de la population, en termes d'emplois et d'accès aux services de base.

Les Sud-africains, en réalité, reprochent aux pouvoirs locaux détenus par l'ANC (à l'exception de la province du Cap occidental) d'être, au mieux, coupés des réalités, au pire incapables et corrompus.

D'ailleurs, le score de l'ANC aux élections provinciales, qui se tenaient au même moment, montre ce décalage entre une perception historique du parti de Mandela, libérateur du pays, et celle touchant à la

capacité de gestion des affaires du pays.

Dans le Gauteng, par exemple, province où se trouvent Johannesburg et Pretoria (rebaptisé Tshwane), l'ANC est en sérieuse difficulté et a été à deux doigts de

perdre.

Reste à savoir quel type de message l'ANC va entendre alors que la participation électorale est de 73,4% contre 87% il y a vingt ans. Celui qu'on qualifierait chez nous de celui avec les 23% de l'Alliance démocratique (formation qui a désormais réussi à se démarquer de son qualificatif de « parti des blancs »), ultra-libérale, adepte de la privatisation et de la flexibilité? Ou, au contraire va-t-il écouter ces électeurs qui se sont détournés de lui au profit de l'EFF, défenseur de la nationalisation des mines et d'une redistribution accélérée des terres, qui – au-delà de la personnalité discutée et discutée de Julius Malema – a séduit bon nombre de jeunes Sud-africains? Il est fort à parier que les discussions vont être intenses, tant au sein de l'ANC qu'avec ses partenaires de la triple alliance, le parti communiste sud-africain (SACP) et la confédération syndicale Cosatu.

Avant même la réélection de Jacob Zuma, qui entame son dernier mandat, se profile la bataille pour sa succession. Il a lui-même laissé entendre qu'une femme pourrait prendre le poste. Le nom de son ex-épouse, Nkosazana Dlamini-Zuma, actuelle commissaire de l'Union africaine, dont le mandat va arriver à expiration, circule avec beaucoup d'insistance. Au Cap, les huissiers du parlement, eux, se refusent à tout commentaire...

L'Humanité 10 Mai 2014

### GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

### Messe de requiem

Sur la requête de la marraine de la chorale de l'Eglise "Les Saints Innocents", une messe de requiem sera chantée le samedi 17 Mai prochain à 11hres du matin à la dite Eglise située à l'angle de East 17 et de Beverly Rd à Brooklyn, en la mémoire des membres de la Chorale haitienne passés dans l'au-delà et véritablement dans les bras de Dieu.

Les élus répondent au nom de :

Jeanine Jean Louis  
Annette Prévilus  
Nelly Jean Baptiste  
Altagrace Bernadotte  
Myriam Philidor Dorismé  
Yolande Marcelin  
Jean Cléodor Sterlin  
Nirva Jean-Louis

Cette annonce tient lieu d'invitation aux parents, amis et fidèles de l'Eglise.

Pour informations, sonnez le

718-791-4763 ou le 516-825-1780

# Directory Classified

Tel: 718-421-0162  
editor@haitiliberte.com

## AUCTIONS

SULLIVAN COUNTY REAL PROPERTY TAX FORECLOSURE AUCTION: 300+/- Properties June 11+12 @ 10AM. Held at The Sullivan, Route 17 Exit 109. 800-243-0061 AAR, Inc. & HAR, Inc. Free brochure: www.NYSAuctions.com

## AUCTIONS

Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

## AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

## FINANCIAL

REVERSE MORTGAGES -Draw all eligible cash out of your home & eliminate mortgage payments. Seniors 62+! Government insured. Free 26 page catalog. FHA/VA loans also available. 1-888-660-3033 All Island Mortgage. NMLS#3740.

## FOR RENT - FLATBUSH

LARGE STORE + Basement: \$2,800 Monthly. APARTMENTS: 1 Bedroom: \$1,100. 2 Bedroom: \$1,300. Credit check. Real Estate Agent. 917-995-2531.

## HEALTH

WERE YOU IMPLANTED WITH A ST. JUDE RIATA DEFIBRILLATOR LEAD WIRE between June 2001 and December 2010? Have you had this lead replaced, capped or did you receive shocks from the lead? You may be entitled to compensation. Contact Attorney Charles Johnson 1-800-535-5727

## HELP WANTED

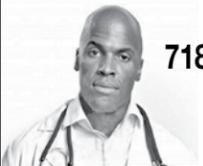
DRIVERS with own car or van for AUTO PARTS DELIVERY in Brooklyn, Queens, Bronx. Call Steve 917-335-2660 or Halo 917-709-3194.

## HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

## DAISLEY INSTITUTE

495 Flatbush, Brooklyn, NY  
4 N. Main St., Spring Valley, NY 10977



718-467-8497

**TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS**

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

**Call 845-578-9840**

## HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

## HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Call 718-421-0162.

## HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students - Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

## HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. Women 21-31. EGG DONORS NEEDED.

100% Confidential/rivate. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

## LAND FOR SALE

FARM SACRIFICE! 5 acres-\$19,900 Great views, quiet country road, gorgeous hilltop setting! So Tier, NY. Guaranteed buildable! 5 tracts avail UNDER \$20,000! Terms! Hurry! 888-905-8847. Newyorklandandlakes.com

## LAND FOR SALE

CATSKILL MTN TIMBERLAND! 60 acres - \$89,900. Quality timber, great hunting, secluded setting, adjoins State Land! Less than 3 hrs NYC! Town rd, survey, EZ terms! Call 888-701-7509

## LAND WANTED

PLANNING to SELL Your Land, Farm, Country Property or Primary Residence? We have Buyers! NEW YORK LAND QUEST Call Carl Snyder, RE Broker 607-280-5770. nylandquest.com

## FT/PT DRIVERS WANTED

For Bronx Based Access-A-Ride Company

- Must be at Least 21 Years Old
- Clean NYS CDL Drivers License
- Type C with Passenger Endorsement Required
- Knowledge of Five Boroughs a Plus



**We Offer:** Paid Training Upon Course Completion and Start In Revenue Service, Paid Sick and Personal Days, Paid Holidays, Two Weeks Paid Vacation After One Year, Medical Benefits, Competitive Salary, Safe Driving and Attendance Incentives.

Applicants Must Apply in Person at: 2383 Blackrock Ave., Bronx, NY 10462  
Contact: Roger Izzzi at 718-828-2472 ext 201  
or rizzzi@cbitrans.com 9:00 am - 2:00 pm

## DONATE YOUR CAR

Wheels For Wishes benefiting

MAKE A WISH

Metro New York and Western New York

100% Tax Deductible

\*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE  
\*We Accept All Vehicles Running or Not  
WheelsForWishes.org

\*Share the Power of a Wish

Call: (917) 336-1254



Hudson Berkshire Beverage Trail  
**WINE & FOOD FESTIVAL**

MAY 24TH & 25TH

Columbia Co. Fairgrounds, Chatham, NY  
WINERIES, BREWERIES, DISTILLERIES AND CIDERIES FROM NY AND MA

From South Beach to the Berkshires.  
Special Guest Appearance by  
Celebrity Chef "Rocker Johnny Ciao"

Ticket information available on line at  
www.hudsonberkshirerwinefestival.com

## Living with VISION LOSS?

If you've been diagnosed with macular degeneration, find out if special microscopic or telescopic glasses can help you see better. Even if you have been told nothing can be done you owe it to yourself to seek a second opinion.

Call today for a free phone consultation with  
**Dr. Steven Schoenbart**  
516-794-0704  
www.SchoenbartVisionCare.com  
901 Stewart Avenue, Suite 202, Garden City, NY



**BRAMSON ORT**  
COLLEGE www.BramsonORT.edu

Apply Today  
877-479-0705

Our mission is education.

Our focus is your career.

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology

- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Affordable Tuition • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules  
National & Industry Exam Prep • Job Placement Services • Career Internships

## REAL ESTATE

Sebastian, Florida Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, 2 miles to the riverfront district. Homes starting at \$39,000. 772-581-0080, www.beach-cove.com.

## REAL ESTATE

Delaware's Resort Living Without Resort Pricing! Low Taxes! Gated Community, Close to Beaches, Amazing Amenities, Olympic Pool. New Homes from \$80's! Brochures available 1-866-629-0770 or www.coolbranch.com.

## VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

## WANTED

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419.

## BUSINESS TRAVEL ON ANOTHER LEVEL

With downtown to downtown service, electrical outlets at every seat and foldout conference tables, Acela Express® is the right choice for your business travel needs. So when business takes you to New York, Boston, Washington, DC, or another city in the Northeast, book Acela®. **Take off.**



## Is Your Nonprofit Worried about Survival?

Get Practical Lessons from Top-Performing Nonprofits!

Apply now for the 2013 New York Community Trust-New York Magazine Nonprofit Excellence Awards

Learn how you stack up in 8 nationally recognized management areas AND how to make your nonprofit sustainable.

The 2013 guidelines and application are available online at npexcellence.fcny.org. Application deadline is 10:00am, May 3, 2013.

Contact Melkis Alvarez at  
malvarez@npccny.org or  
212-502-4191 x 25  
with any questions!

THE NEW YORK COMMUNITY TRUST

NY CT

NEW YORK

WNYC

philanthropy new york

www.npccny.org

NONPROFIT  
Coordinating Committee of New York

SONYMA



If You're Ready to Buy a Home, We Are Ready to Help.

The State of New York Mortgage Agency offers:  
**Up to \$15,000 of Down Payment Assistance**

1-800-382-HOME(4663)

www.sonyma.org



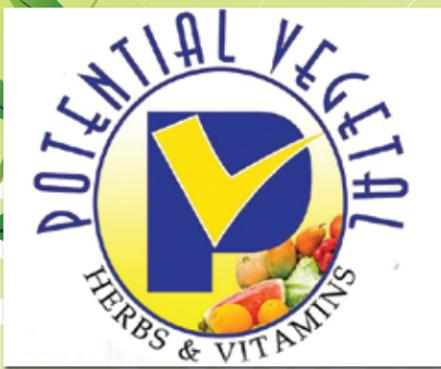
# GARCINIA CAMBROGIA Extracts

ARE YOU LOOKING FOR THE IDEAL WEIGHT LOSS SUPPLEMENT?  
ARE YOU TIRED OF TRYING THE DIET PILLS AVAILABLE IN THE MARKET?

GARCINIA CAMBOGIA EXTRACT IS IN EXCITING BREAKTHROUGHT  
IN NATURAL WEIGHT-LOSS, AND THIS DUAL-ACTION FAT-BURNER CAN  
HELP YOU IN LOSING A LOT OF WEIGHT, WITHIN A SHORT PERIOD OF TIME.



Tel: 718-421-6030



1358 Flatbush Avenue  
(between Farragut & E. 26th St.)  
Brooklyn, NY 11210

[www.potentialvegetal.com](http://www.potentialvegetal.com)



## AROMARK SHIPPING

AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL  
CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS,  
HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS,  
TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY  
WEEK, SAILING TIME 10 TO 12 DAYS.

**IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI**  
**YON KONEKSYON DIREK POU HAITI**

EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE  
CARS, TRUCKS, BUSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL  
143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER  
HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN  
QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE

**ONE CALL DOES IT ALL**  
**BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.**

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**: **973-690-5363**  
Fax: (973) 690-5364  
Email: [solutions@vmtrucking.com](mailto:solutions@vmtrucking.com)  
[www.HaitiShipping.com](http://www.HaitiShipping.com)

## CARIBBEAN Linked Shipping, Inc.

Boxes • Barrels • Containers • Vehicles  
Direct shipping from Brooklyn, NY to Haiti  
We own 3 ships: Sloman Rover, Trans Gulf & Glamor.



**Direct to**  
**Port-au-Prince,**  
**Miragoâne &**  
**St. Marc**

**VEHICLE  
SPECIAL**

\* All Trucks: \$135/foot for first 25 ft  
\* Super DISCOUNTS on  
all Cars & Pick-Ups

Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave., Brooklyn, NY 11231

Phone: 718.855.1555 • Fax: 718.855.1558  
[www.caribbeanlinkedshipping.com](http://www.caribbeanlinkedshipping.com)